

**CONSEIL COMMUNAL DU 17 SEPTEMBRE 2012**  
**GEMEENTERAAD VAN 17 SEPTEMBER 2012**

**REGISTRE - REGISTER**

Présents Vincent De Wolf, *Bourgmestre-Président/Burgemeester-*  
Aanwezig *Voorzitter;*  
Didier van Eyll, *1er Échevin(e)/1e Schepen;*  
Françoise Bertieaux, Bernard de Marcken de Merken, Frank  
Van Bockstal, Jean-Luc Robert, Patrick Lenaers, Rachid  
Madrane, *Échevin(e)s/Schepenen;*  
Eliane Paulissen-De Meulemeester, Stéphane Van  
Vaerenbergh, André du Bus de Warnaffe, Laurent Vleminckx,  
Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Jean Laurent, Rik  
Jellema, Ahmed M'Rabet, Marie-Pascale Minet, Kathy Mottet,  
Sandrine Es, Christophe Gasia, Christina Karkan, Rik Baeten,  
Corinne De Henau-Mikolajczak, Chantal Hoornaert, Jean-  
Claude Bilquin, Viviane Scholliers, Catherine Prick, Colette  
Njomgang, Marie-Louise Servais, Caroline Schickel, Jean-  
Claude Prick, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden;*  
Excusés Christian Debaty, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.*  
Verontschuldigd Marie-Rose Geuten, *Échevin(e)/Schepen;*  
Patrick Cuisinier, Charles de Bergeyck, *Conseillers*  
*communaux/Gemeenteraadsleden.*

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 20:10  
DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 20:10

M. Jean LAURENT vote le premier aux appels nominaux par ordre alphabétique.

Dhr. Jean LAURENT wordt de eertse te stemmen bij naamafroeping in alfabetische volgorde.

L'urgence du point 64, annoncé à l'ordre du jour complémentaire, est adoptée à l'unanimité.

De urgentie van de punt 64, aangekondigd aan de bijkomende dagorde wordt met éénparigheid van stemmen aangenomen.

17.09.2012/A/001 **Interpellation du public - Nuisances résultant des chantiers successifs rue Général Fivé.**  
**Interpellatie van het publiek - Overlast veroorzaakt door werven in de Generaal Fivéstraat.**

Monsieur le Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les Echevins,

Je vous prie de trouver, en annexe, une pétition signée par 36 riverains en vue d'une interpellation du Conseil communal telle que nous l'autorise le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal.

L'objet de l'interpellation se trouve également sur ladite pétition.

Je vous saurais gré de bien vouloir me confirmer l'horaire approximatif auquel nous pourrions être entendus.

Marie-France Collart

Monsieur le Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les Echevins et Membres du Conseil communal,

Nous tenons à vous exprimer nos plus vifs remerciements pour le temps de parole qui nous est octroyé ce soir.

Nous voudrions vous rappeler, ou vous informer, des difficultés et nuisances rencontrées depuis des mois par des travaux rue Général Fivé.

En 2009-2010 déjà, d'importants travaux d'égouttage ont eu lieu dans tout le quartier Coquilhat. Les travaux certes nécessaires furent très éprouvants en termes de bruit et de vibrations, y compris pour la rue Général Fivé où se situaient deux points d'entrée de chantier.

Depuis début 2011, deux chantiers ont débuté dans notre rue : l'un pour le compte de l'ASBL Constellations et l'autre pour la construction d'un petit immeuble privé de 2 étages. A cela, s'ajoutent, ponctuellement des travaux pour l'école Lutgardisschool.

Cela nous fait donc 2 ou 3 chantiers (selon les périodes) en parallèle, les uns à côté des autres et le tout sur une portion de 80 mètres, avec des entreprises de construction et un nombre incalculable de sous-traitants qui se renvoient la balle quand un problème surgit.

Depuis le début desdits chantiers, les choses se passent mal.

Voici un aperçu synthétique des nuisances que nous avons subies (un dossier photos circule, celui-ci permet de se rendre compte de l'ampleur des nuisances) :

- imprécisions dans les communications et informations de la Commune et de Constellations avant l'ouverture du chantier : la mention que l'entrée du chantier se fera par la rue Général Fivé n'apparaît pas dès l'abord;
- livraisons diverses et très bruyantes pour le compte de Constellations et de l'école à des heures indues : en pleine nuit (1h00, 3h12), en soirée : dimanche après 22h00, tôt le matin : 5h15, 5h50. Ces livraisons ainsi que le nettoyage des toilettes se comptent par dizaines pour autant de réveils nocturnes pour les riverains ;
- saleté généralisée dans la rue mais aussi sur les chantiers, tout particulièrement Constellations. Déchets divers et variés laissés par l'école des jours entiers en face de nos habitations ;
- nos voitures sales et régulièrement frôlées par des camions ou des semi-remorques stationnant en double file, moteur allumé ;
- absence totale de communication avec les entreprises de construction : pas de rappel téléphonique, pas de réponse aux courriels ;
- menaces et intimidations de la part de certains ouvriers, insultes, disputes entre ouvriers, lancers d'outils ;
- dangerosité des chantiers laissés ouverts au tout venant ;
- dérangement inutile des riverains en venant sonner pour que l'on déplace nos véhicules alors qu'aucun panneau n'a été placé ;
- utilisation de panneaux de stationnement sans date, ni logo de la commune, déplacés en fonction des besoins; panneaux réglementaires placés en dehors des délais légaux ne respectant pas les 48h00 préalables ;
- utilisation excessive de panneaux de stationnement : le 10 août 2012, nous comptions 28 panneaux sur une portion de rue de 100 mètres !
- importantes vibrations et souffrance des maisons et des appartements et pas d'enquête quant aux dégâts éventuels liés aux différents chantiers ;

- bruit assourdissant la journée et tout particulièrement plus difficile à supporter en été : nous avons passé notre 4<sup>ème</sup> été dans les travaux ; le congé du bâtiment avec 2 ou 3 chantiers en parallèle est une utopie, chacun prenant ses congés à des dates différentes ;
- énorme difficulté à trouver à se parquer dans un quartier cerné de toutes parts (zone commerçante de La Chasse, centre sportif, piscine, stade de foot, une école, un lycée et deux crèches).

Nous avons envoyé beaucoup de courriels et téléphoné au service de l'urbanisme (que nous remercions vivement pour les actions entreprises) et fait constater les infractions par la police à de nombreuses reprises.

Deux fermetures de chantier (l'une pour Constellations, l'une pour l'école) ont ainsi été ordonnées par M. le Bourgmestre que nous tenons tout particulièrement à remercier.

Et pourtant... les infractions continuent encore et toujours. L'on nous demande de faire les choses légalement par constat de police face à des sociétés qui enfreignent toutes les lois. Nous sommes fatigués d'avoir à prouver notre bonne foi. Nous sommes doublement punis d'abord par un réveil brutal, ensuite par une énergie à déployer pour faire constater, informer les services compétents etc. Était-il raisonnable d'autoriser 3 chantiers sur une toute petite portion de rue, au même moment, pour une longue période ? Une partie des problèmes était prévisible.

Nous vous demandons une prise en considération de notre interpellation afin que ceci n'arrive plus : pour les chantiers en cours mais aussi... celui à venir : l'extension de l'école dont le permis a été octroyé par la Région. Les riverains sont très inquiets des implications de ce chantier sur la vie du quartier.

De l'avis général, beaucoup, s'ils avaient su, ne seraient pas installés dans cette rue réputée calme. Certains envisagent même de quitter cet îlot jusqu'à présent protégé.

Les expériences actuelles ne nous encouragent pas à être optimistes et nous craignons le pire pour les mois à venir (les entreprises employées par l'école ont déjà enfreint à maintes reprises les règles en vigueur, notamment au niveau des horaires mais aussi par l'abandon de leurs détritiques divers).

Nous attendons du Conseil communal un engagement ferme :

- que les droits élémentaires des riverains soient protégés;
- que des aménagements soient prévus afin que les riverains correctement parqués puissent quitter leur emplacement de parking sans être bloqués par des véhicules de chantier et que les places soient suffisantes ;
- qu'une surveillance stricte des chantiers soit mise en place ainsi que la vérification systématique du respect des cahiers des charges ;
- que des sanctions soient prises immédiatement en cas d'infractions des intervenants.

Vous êtes nos élus de proximité. Vous pouvez vérifier, autoriser, sanctionner et relayer nos attentes dans les limites de vos pouvoirs.

La question essentielle est donc la suivante : Pouvez-vous dès lors nous assurer **aujourd'hui**, qu'à l'avenir, vous serez encore et toujours attentifs à notre bien-être, pour ce chantier comme pour d'autres projets dans le quartier ?

Nous vous remercions pour votre écoute.

*M. le Bourgmestre répond ce qui suit:*

*M. De Wolf confirme que ce quartier subit 4 chantiers simultanés :*

- 1. le chantier des égouts : même s'il est vrai que ce sont des travaux lourds, ils étaient nécessaires, car les égouts étaient très anciens, parfois non conformes, etc. Et ce chantier a eu lieu après concertation.*
- 2. le chantier de l'immeuble privé : c'est un « petit » chantier, un peu moins important.*
- 3. le chantier « constellations » : son objet est honorable, puisqu'il s'agit de la création d'un centre de jour pour handicapés. Dans ce cadre, il y a eu même plus de réunions de concertation que ce à quoi la loi nous oblige. Et j'avais promis qu'en cas de problème, des mesures seraient prises. Il y a effectivement eu des constats de police, et un arrêté de fermeture du chantier a été pris.*
- 4. le chantier de l'école : une mesure de dérogation a été demandée au service de l'urbanisme ; cette demande a été rejetée.*

*A la demande de l'interpellante de savoir s'il fallait accepter 3 ou 4 chantiers quasi au même moment, dans une si petite rue, le Bourgmestre répond que, malheureusement, la loi ne permet pas à la commune de refuser l'ouverture d'un chantier à cause du fait qu'un immeuble voisin est déjà concerné par un autre permis.*

*Il regrette également de ne pas pouvoir, comme demandé, engager le Conseil communal à poursuivre la préservation des intérêts des riverains de ce quartier ; en effet, seul le Bourgmestre dispose de certaines compétences dans ce domaine.*

*M. De Wolf propose de convenir d'un rendez-vous, de préférence cette semaine, afin de se rendre sur place.*

L'interpellation est entendue.

---

Mijnheer de burgemeester,  
Dames en heren schepenen,

Bijgevoegd vindt u een petitie die ondertekend werd door 36 buurtbewoners om de gemeenteraad te interpellieren zoals het huishoudelijk reglement van de gemeenteraad toelaat.

Het onderwerp van de interpellatie staat ook vermeld in deze petitie.

Zou u me kunnen meedelen rond hoe laat we gehoord kunnen worden?

Marie-France Collart

Mijnheer de burgemeester,  
Dames en heren schepenen en gemeenteraadsleden,

Allereerst willen wij u hartelijk bedanken om ons vanavond aan het woord te laten.

Wij willen u herinneren aan, of wijzen op een aantal moeilijkheden en overlast die we sinds een aantal maanden ondervinden door de werkzaamheden in de Generaal Fivéstraat.

In 2009-2010 vonden er grote rioleringswerken plaats in de hele Coquilhatwijk. De

werken waren ongetwijfeld noodzakelijk, maar waren zeer belastend op het vlak van lawaai-overlast en trillingen, ook voor de Generaal Fivéstraat waar zich twee werftoegangen bevonden.

Sinds begin 2011 zijn er twee werven aan de gang in onze straat. Een voor de vzw Sterrenbeelden en de andere voor de bouw van een klein privégebouw van twee verdiepingen. Daarbij komen nog de werkzaamheden voor de Lutgardisschool.

Dit maakt dus dat er twee of drie werven gelijktijdig lopen, de ene naast de andere en dit alles op een stuk straat van 80 meter lang, met bouwfirma's en een ontelbaar aantal onderaannemers die elkaar de schuld geven wanneer er een probleem optreedt.

Al vanaf het begin van deze werken loopt het verkeerd.

Hieronder ziet u een beknopt overzicht van de overlast waarmee we geconfronteerd worden (er wordt een fotodossier rondgegeven om een idee te geven van de omvang van de overlast):

- onduidelijke mededelingen en informatie van de gemeente en Sterrenbeelden voorafgaand aan de opening van de werken: er wordt niet meteen vermeld dat de werfingang via de Generaal Fivéstraat verloopt;
- diverse en luidruchtige leveringen voor Sterrenbeelden en de school op onredelijke uren: midden in de nacht (1.00 u., 3.12 u.), 's avonds: zondag na 22.00 u., vroeg in de ochtend: 5.15 u., 5.50 u. Zo valt het tientallen keren voor dat deze leveringen en de schoonmaak van de toiletten de omwonenden 's nachts wakken;
- algemene vuilheid in de straat maar ook op de werven, vooral die Sterrenbeelden. Divers afval van de school dat hele dagen achtergelaten wordt tegenover onze woningen;
- onze auto's worden vuil en geregeld rakelings voorbijgereden door vrachtwagens of opleggers die zich dubbel parkeren met de motor aan;
- volledig gebrek aan communicatie met de bouwfirma's: er wordt niet teruggebeld, geen antwoord op e-mails;
- bedreigingen en intimidatie door bepaalde arbeiders, ruzie tussen arbeiders, gooien met werktuigen;
- gevaar van de werven die opengelaten worden en toegankelijk zijn voor iedereen;
- onnodig verstoren van omwonenden doordat men komt aanbellen om te vragen dat we onze wagens verplaatsen, terwijl er geen enkel parkeerbord geplaatst werd;
- gebruik van parkeerborden zonder datum of logo van de gemeente, die verplaatst worden naargelang de behoefte, reglementaire borden geplaatst buiten de wettelijke termijnen zonder naleving van de voorafgaande wachttijd van 48 u.;
- buitensporig gebruik van parkeerborden: op 10 augustus telden we 28 borden op een stuk straat van 100 meter!
- sterke trillingen en impact op de huizen en appartementen en geen onderzoek naar eventuele schade door de verschillende werven;
- oorverdovend lawaai overdag dat bijzonder moeilijk te verduren is tijdens de zomer: wij hebben onze vierde zomer doorgebracht te midden van de werven; het bouwverlof is een utopie, want elke van de twee of drie werven neemt verlof op andere data;
- enorme parkeermoeilijkheden in een wijk die langs alle kanten ingesloten is (winkelzone van de Jacht, Sportcentrum, zwembad, voetbalstadion, een lyceum en twee crèches).

Wij hebben veel e-mails gestuurd en vaak gebeld naar de dienst Stedenbouw (die we hartelijk bedanken voor de ondernomen acties) en hebben herhaaldelijk

overtredingen laten vaststellen door de politie.

Zo besloot mijnheer de burgemeester tot de sluiting van twee werven (een voor Sterrenbeelden, de andere voor de school) en wij willen hem hiervoor zeer bedanken.

Toch blijven de overtredingen aanhouden. Aan ons wordt gevraagd om de zaken wettelijk te doen, met vaststellingen van de politie, terwijl deze bedrijven alle wetten aan hun laars lappen. We zijn het beu om onze goede wil te moeten tonen. Wij worden dubbel gestraft, eerst door brutaal gewekt te worden, vervolgens door de energie die we aanwenden om vaststellingen te laten doen, de bevoegde diensten te informeren enz.

Was het redelijk om drie werven toe te laten over zo'n klein gedeelte van de straat, op hetzelfde moment en voor een lange periode? Een deel van de problemen was te voorzien.

We vragen u om rekening te houden met onze interpellatie opdat dit niet meer gebeurt, zowel voor de lopende werven als voor de komende: de uitbreiding van de school waarvoor het Gewest een vergunning heeft verleend. De omwonenden zijn zeer ongerust over de gevolgen van deze werf op het leven in de buurt.

Over het algemeen zouden velen, hadden ze geweten van deze werven, zich niet in deze zogezegd kalme straat gevestigd hebben. Sommigen overwogen zelfs om te verhuizen uit dit huizenblok dat tot nu toe beschermd was.

De huidige ervaringen stemmen ons niet echt optimistisch en we vrezen het ergste voor de komende maanden (de bedrijven die de school gebruikt, hebben de geldende regels al meermaals overtreden, met name door werktijden niet te respecteren, maar ook door divers afval achter te laten).

Wij verwachten een duidelijk engagement van de gemeenteraad:

- Dat de elementaire rechten van de omwonenden beschermd worden;
- Dat er maatregelen genomen worden opdat de omwonenden die correct geparkeerd zijn hun parkeerplaats kunnen verlaten zonder geblokkeerd te worden door werfvoertuigen en dat er genoeg plaatsen zijn;
- Dat er strikt wordt toegezien op de werven en dat er systematisch wordt nagegaan of de bestekken nageleefd worden;
- Dat er onmiddellijk sancties genomen worden bij overtredingen door de betrokken bedrijven.

Jullie zijn onze lokale verkozenen. Jullie kunnen controleren, autoriseren, sanctioneren en onze verwachtingen overmaken binnen de perken van jullie bevoegdheden.

De hamvraag is daarom: kunt u ons vandaag verzekeren dat u in de toekomst nog (meer) aandacht zal besteden aan ons welzijn, zowel wat deze werf betreft als voor andere projecten in de wijk?

Wij danken u voor uw luisterbereidheid.

*Mijnheer de burgemeester antwoordt als volgt:*

*Mijnheer de Wolf bevestigt dat in deze wijk gelijktijdig vier werven aan de gang zijn:*

*1. Rioleringswerken: deze werken zijn ingrijpend, maar waren noodzakelijk omdat de riolen zeer oud en soms niet conform de regelgeving zijn. Hiervoor is op voorhand overleg gepleegd.*

2. De werf van het privégebouw: het gaat om een kleine, werf van een iets kleinere omvang.

3. De werf 'Sterrenbeelden': het doel is eerbaar omdat hier een dagcentrum gebouwd wordt voor personen met een handicap. Er hebben zelfs al meer overlegvergaderingen plaatsgevonden dan wettelijk verplicht is. Ik had ook beloofd dat er maatregelen genomen zouden worden in geval van problemen. Er zijn inderdaad vaststellingen gemaakt en er werd een besluit tot sluiting van de werf uitgevaardigd.

4. De werf van de school: er werd een afwijking aangevraagd bij de dienst Stedenbouw: deze aanvraag werd verworpen.

Op de vraag van de interpellante of er drie of vier werven op nagenoeg hetzelfde moment aanvaard moesten worden in een zodanig kleine straat, antwoordt de burgemeester dat de wet helaas niet toestaat aan de gemeente om een werf te weigeren omdat er al een vergunning uitgereikt werd voor een naburig gebouw.

Hij betreurt ook dat hij niet, zoals gevraagd, de gemeenteraad ertoe kan verbinden om de bescherming van de belangen van de bewoners van deze buurt verder te zetten. Enkel de burgemeester beschikt over bepaalde bevoegdheden in dit domein.

Mijnheer De Wolf stelt voor om een afspraak vast te leggen, bij voorkeur deze week, om ter plaatse te gaan kijken.

De interpellatie wordt gehoord.

---

17.09.2012/A/002 **Communications.**  
**Mededelingen.**

### **Arrêté du Bourgmestre ordonnant la fermeture quotidienne, à une heure déterminée et durant une période déterminée, d'un débit de boissons.**

Le Bourgmestre,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 133, alinéa 2 et 135, paragraphe 2;

Considérant que le Bourgmestre peut décider de fermer un établissement accessible au public pour la durée qu'il détermine si l'ordre public autour de cet établissement est troublé par des comportements survenant dans cet établissement;

Considérant qu'en date des 22 avril, 5, 19, 26, 27 mai, 9, 10, 17 et 30 juin, des plaintes ont été enregistrées pour trouble à l'ordre et à la tranquillité publics, à charge de Mme Zineb BEN BRAHIM, exploitante de l'établissement dénommé « Mama (ou Yema) Gouraya », situé Chaussée de Wavre, 584 à 1040 Bruxelles, en raison des comportements survenant dans cet établissement; que plusieurs constats ont été dressés par la police ; que, suite à ces plaintes, deux procès-verbaux ont été dressés, en date des 23 et 29 mai 2012 ;

Vu le courrier du 09.07.2012 de M. Uylenbroeck, Directeur du Home « Fondation Jourdan », sis chaussée de Wavre 541 à 1040 Bruxelles, relatant les nuisances dont se sont plaints plusieurs résidents du home ; que ces nuisances consistent en d'importants tapages, parfois jusque 5 ou 6 heures du matin, essentiellement en fin de semaine, et provenant de l'intérieur de l'établissement ou des tables placées à l'extérieur ;

Vu les nombreuses plaintes, dont trois mails de riverains et témoignant également de tels faits ;

Considérant que ces mails rapportent également des nuisances dues à l'abandon de déchets divers et au fait que certaines personnes fréquentant cet établissement vomissent ou urinent sur la voie publique, des nuisances sonores tous les soirs de la semaine et s'accroissant durant les soirs de week-ends (forte musique, bagarres, ...);

Considérant que les plaintes concernent donc d'une part des bruits causés par les clients faisant des allées et venues entre l'intérieur et l'extérieur de l'établissement, du parking sauvage dans le fond de l'impasse ainsi que sur l'aire de parking du Beauport avec bruitage associé, mais aussi le bruit causé par la diffusion de musique à l'intérieur du café, et s'entendant à l'extérieur de celui-ci, notamment par répercussion à travers les murs ainsi que des éclats de voix à l'intérieur et à l'extérieur du café; que ces nuisances troublent le sommeil des riverains;

Considérant que, de l'audition du 11.07.2012 de Mme Zineb BEN BRAHIM et de son compagnon, M. Izem LYASSERE, il ressort les éléments suivants :

- il arrive que le niveau sonore de la musique soit un peu trop élevé, et que les clients parlent un peu fort, eux aussi,
- il n'y a pas de piste de danse dans le café,
- il est possible que certains clients fassent un peu de bruit quand ils sortent du café, mais dans l'ensemble, ils sont assez calmes,
- les exploitants possèdent plusieurs cafés, et savent, en conséquence comment se comporter dans chaque quartier; ils affirment qu'une certaine méfiance, voire de la haine, est habituelle, dans le chef des riverains, lors de l'installation d'un nouveau café. En général, cela se calme par la suite,
- les fumeurs doivent fumer sur la terrasse ou dans la rue,
- la porte est en général fermée, mais quand ils la laissent un certain temps ouverte (pour laisser sortir la chaleur), ils diminuent la musique,
- le quartier est calme, donc dès qu'il y a un tout petit peu de bruit, cela s'entend,
- il est impossible que les résidents du home entendent la musique provenant du café,
- les exploitants s'étonnent du fait que leurs voisins des 1er et 2ème étages, à qui ils posent régulièrement la question, affirment ne pas être dérangés par le café,
- l'heure de fermeture varie, selon les jours, entre 2 et 4 ou 5 heures,
- les exploitants envisagent les mesures suivantes pour faire diminuer les nuisances sonores pour le voisinage :
  - travaux d'isolation de la vitrine
  - remplacement de la porte
  - limitation du niveau de la musique
  - sensibilisation des clients

Considérant cependant le nombre de plaignants;

Considérant qu'au vu de la répétition des faits et du trouble existant tant sur la voie publique que pour les voisins et les résidents du home, il convient de prendre des mesures de manière à prévenir la réitération de cette situation;

Considérant qu'avant d'envisager des mesures plus coercitives, il apparaît plus proportionné et conforme à l'intérêt général de limiter, dans le temps, les heures d'ouverture de l'établissement susvisé, tout en différenciant les jours de semaines et de w.e.;

Considérant que, tant par un courrier du 06.07.2012 que lors de son audition du 11.07.2012, Mme Zineb BEN BRAHIM a été avertie que la procédure dans le cadre de laquelle elle était entendue pourrait aboutir à des mesures telles que la fermeture provisoire (maximum 3 mois) de son établissement;

ARRETE:

**Article 1<sup>er</sup>**- Ordre est donné Mme Zineb BEN BRAHIM, exploitante de l'établissement dénommé « Mama (Yema) Gouraya », situé Chaussée de Wavre, 584 à 1040 Bruxelles, de fermer cet établissement, durant la période du vendredi 13 au dimanche 22 juillet, selon les horaires suivants :

- les nuits du vendredi au samedi et du samedi au dimanche : au plus tard à 1



heure du matin,  
- les autres nuits de la semaine : au plus tard à 23 heures.

**Article 2** – Durant la période fixée à l'article 1<sup>er</sup>, toute personne qui se trouvera à l'intérieur de l'établissement après les heures y mentionnées sera expulsée.

**Article 3** – Conformément à l'article 19, alinéa 2 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête doit être transmise par envoi recommandé au Premier Président du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

**Article 4** – Le présent arrêté est signifié contre récépissé déposé par la police de la zone Montgomery.

Fait à Etterbeek, le 13 juillet 2012.

Le Bourgmestre,  
Vincent DE WOLF

**Arrêté de police ordonnant la fermeture de la Maison d'enfants « Les Mini Pouces » - Entités Rue de Pervyse 25 et Avenue Hansen Soulie**

**122.**

Le Bourgmestre,

Vu le rapport du 13.07.2012 adressé au Bourgmestre par Mme Muriel DE GREEF, coordinatrice de l'enseignement à la commune d'Etterbeek, et joint en annexe au présent arrêté pour en faire partie intégrante ;

Considérant que ce rapport fait état des éléments suivants :

1. pour l'entité de la rue de Pervyse :

- le rez-de-chaussée est occupé par la section des bébés et celle des moyens,
- l'espace n'est pas du tout adapté à l'accueil de ces deux sections et le manque de matériel de puériculture est criant,
- le personnel est livré à lui-même ; la directrice est en effet absente depuis 18 mois pour raisons médicales,
- le personnel encadrant est amené également à préparer les repas et à procéder à l'entretien des locaux ; il ne peut donc remplir correctement la mission première qui lui est confiée, à savoir encadrer les enfants,
- le personnel reçoit les plaintes des parents, le retrait de l'agrément délivré par *Kind en Gezin* n'ayant pas été communiqué aux parents par la direction ;

1. pour l'entité de l'avenue Hansen Soulie : l'aménagement de l'espace ne permet pas au personnel encadrant d'assurer la surveillance des enfants :

- cuisine en retrait de l'espace de vie,
- espace sanitaire non conforme (pas d'eau chaude, espace réduit et vétuste)
- l'ouvre porte ne fonctionne plus dans la pièce du fond,
- aucun goûter ,n'est prévu pour les enfants ; le personnel ignore si ce lundi 16 juillet, des denrées alimentaires seront livrées ;

Considérant qu'au regard de tous ces éléments, il apparaît que la sécurité et le bien-être des enfants ne peuvent plus être assurés au sein de ces deux entités ; qu'il convient, dès lors, de prendre des mesures pour éviter la survenance d'un accident ;

Considérant que le Bourgmestre en particulier, et l'autorité communale en général, engageraient leur responsabilité civile, voire pénale, en tolérant, en l'état, un maintien dans les lieux ;

Considérant qu'en vertu de la lecture combinée des art. 135, par.2 et 133, le Bourgmestre a pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ; que cette compétence concerne également les immeubles présentant un réel danger en raison d'un manque de sécurité et d'une non-conformité des lieux par rapport à leur usage, qu'ils soient publics ou privés;

Considérant donc qu'il appartient au Bourgmestre de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à cette situation ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 133, alinéa 2 et 135, paragraphe 2,

CONSTATE :

le risque que la gestion de la Maison d'enfants « les Mini Pouces » présente pour la sécurité des enfants ;

ARRETE ET DECIDE:

**Article 1<sup>er</sup>** - La fermeture des deux entités (rue de Pervyse 25 et avenue Hansen Soulie 122) de la Maison d'enfants « les Mini Pouces », à dater du 16 juillet 2012.

**Article 2** - Le présent arrêté est signifié ce jour contre récépissé déposé par la police de la zone Montgomery.

**Article 3** - Conformément à l'article 19, alinéa 2 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête doit être transmise par envoi recommandé au Premier Président du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Vincent De Wolf  
Bourgmestre

**Arrêté du Bourgmestre ordonnant l'arrêt du chantier sis rue Général Fivé 38 à 1040 Etterbeek.**

Le Bourgmestre,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 133, alinéa 2 et l'article 135 §2 ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publique;

Considérant que les travaux d'exécution du chantier sis rue Général Fivé 38 (accès par la rue Général Fivé face au n°33) ont fait l'objet de nombreuses plaintes (plaintes le 13 août lors de la pose d'une grue, interventions de la police pour non-respect des horaires et de maintien de déchet de chantier en voirie) de la part du voisinage et de nombreux avertissements envers le maître de l'ouvrage, l'architecte et l'entrepreneur exécutant des travaux ;

Considérant que le 28 août, lors d'une réunion tenue sur place entre l'administration communale les représentants du chantier voisin (Constellation) et les représentants de l'ASBL Sint-Goedele, l'architecte du chantier incriminé a informé l'entrepreneur par téléphone de l'absolue nécessité de respecter les horaires de chantier ;

Considérant que ce jour de nouveaux faits semblables (début des travaux avant l'horaire autorisé : 5h50 au lieu de 7h00) ont à nouveau été constatés par les services de polices; que ces faits mettent en péril la tranquillité publique ;

Considérant qu'il y a lieu d'éviter que cette situation puisse perdurer ;

Considérant qu'il y a lieu d'imposer tant au maître de l'ouvrage, qu'à l'architecte et qu'à l'entrepreneur exécutant les travaux de fournir tous les éléments probants attestant que plus aucune infraction quant au mode de fonctionnement de ce chantier ne se reproduira (liste complète des entreprises et des sous-traitants attestant chacun leur engagement formel quant au respect des heures de chantier,...) ;

Vu  
l'urgence ;

ARRETE:

**Article 1er** - Ordre est donné à la EAGLE CONSTRUCT N.V. (454.965.929), établie Industrieweg Noord 1130 à 3660 Opglabbeek :

a)d'arrêter le chantier rue Général Fivé 38 tant en ce qui concerne les travaux que les livraisons de matériaux et ce durant 5 jours calendrier prenant cours à la signification du présent arrêté ;

b)de fournir dans ce délai les éléments demandés ci-avant.

**Article 2** - Conformément à l'article 19, alinéa 2 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête doit être transmise par envoi recommandé au Premier Président du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

**Article 3** - Le présent arrêté sera communiqué au Conseil communal lors de sa prochaine séance.

Fait à Etterbeek, le mercredi 29 août 2012.

Vincent De Wolf  
Bourgmestre

**Arrêté du Bourgmestre confirmant l'interdiction aux élèves des écoles du réseau officiel de la Commune d'accéder aux établissements scolaires en arborant tout signe ne respectant pas la neutralité de l'école.**

Le Bourgmestre,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment les articles 133, alinéa 2 et 135, par. 2,

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques;

Considérant que le « Mouvement pour les Droits Fondamentaux » a lancé un appel via Facebook invitant tous les élèves à se rendre, dans les écoles francophones ce jeudi 06.09.2012, avec leur foulard ;

Considérant qu'il s'agit d'une action au niveau national mais que les écoles francophones de la Région bruxelloise seraient particulièrement visées ;

Vu la délibération du Conseil communal du 24.10.2005 réaffirmant les principes de neutralité au sein des institutions communales et para-communales ;

Vu le décret de la Communauté française du 17.12.2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matière d'enseignement et plus particulièrement son article 4 qui stipule que :  
*« L'école officielle subventionnée garantit à l'élève ou à l'étudiant le droit d'exercer son esprit critique et, eu égard à son degré de maturité, le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question d'intérêt scolaire ou relative aux droits de l'homme. Ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées par tout moyen du choix de l'élève et de l'étudiant à condition que soient sauvegardés les droits de l'homme, la réputation d'autrui, la sécurité nationale, l'ordre public, la santé et la moralité publiques. Le règlement d'ordre intérieur de chaque établissement peut prévoir les modalités selon lesquelles les droits et libertés précités sont exercés. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions et d'en débattre, ainsi que la liberté d'association et de réunion sont soumises aux mêmes conditions. Aucune vérité n'est imposée aux élèves, ceux-ci étant encouragés à rechercher et à construire librement la leur. » ;*

Vu notamment le règlement d'ordre intérieur de l'Institut Ernest Richard qui stipule l'interdiction d'arborer badge, coiffure, bijou, etc...ne respectant pas la neutralité de l'école ;

Vu le principe de la séparation des églises et de l'Etat consacré par la Constitution;

Vu les articles 10 et 24 de la Constitution desquels résulte que l'égalité des

femmes et des hommes est garantie et que l'enseignement de la Communauté est soumis au respect de trois principes majeurs : la liberté, l'égalité et la neutralité;

Considérant que le devoir d'impartialité des pouvoirs publics à l'égard des conceptions philosophiques, religieuses et politiques des citoyens est une exigence de toute démocratie;

Considérant que le principe de neutralité implique que l'on s'abstienne d'arborer ostensiblement tout signe d'appartenance religieuse ou politique;

Considérant par ailleurs qu'inciter les élèves à porter le voile dans le cadre d'un mouvement médiatisé peut conduire à troubler l'ordre au sein des écoles ;

Considérant qu'il est dès lors nécessaire de prendre des mesures afin d'empêcher cette mise en péril de l'ordre public ;

**ARRETE :**

**Article 1er** –Confirme l'interdiction qui est faite aux élèves fréquentant les écoles du réseau officiel de la Commune d'Etterbeek d'accéder à l'intérieur des établissements scolaires, en arborant tout badge, coiffure, bijou, etc ne respectant pas la neutralité de l'école.

**Article 2** - Conformément à l'article 19, alinéa 2 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête doit être transmise par envoi recommandé au Premier Président du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

**Article 3** - Copie du présent arrêté est transmise au Chef de corps de la police pour notification.

Fait à Etterbeek, le 05.09.2012.

Vincent De Wolf  
Bourgmestre

Le Conseil est informé.

---

**Besluit van de Burgemeester tot de sluiting van een drankgelegenheid**

**gedurende de dag, op een bepaald uur en gedurende een bepaalde periode.**

De Burgemeester,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name artikels 133, lid 2 en 135, paragraaf 2;

overwegende dat de burgemeester mag beslissen om een publiek toegankelijke inrichting te sluiten voor een duur die hij bepaalt indien de openbare orde rond deze inrichting verstoord wordt door gedrag dat zich voordoet in deze inrichting;

overwegende dat er op 22 april, 5, 19, 26, 27 mei, 9, 10, 17 en 30 juni klachten ontvangen zijn wegens verstoring van de orde en de openbare rust ten laste van mevr. Zineb BEN BRAHIM, uitbaatster van de inrichting genaamd 'Mama (of Yema) Gouraya', gelegen in de Waversesteenweg 584 in 1040 Brussel. Deze klachten betreffen gedragingen die zich voordeden in deze inrichting; dat er meerdere vaststellingen opgesteld werden door de politie; dat er op 23 en 29 mei twee processen-verbaal opgesteld werden naar aanleiding van deze klachten;

gelet op de brief 9 juli 2012 van de heer Uylenbroeck, directeur van het rusthuis Jourdan, gelegen langs de Waversesteenweg 541 in 1040 Brussel, betreffende de overlast waarover meerdere rusthuisbewoners geklaagd hebben; dat deze overlast bestaat uit aanzienlijk nachtlawaai, soms tot vijf of zes uur 's nachts, voornamelijk op het einde van de week, en afkomstig van binnen in de drankgelegenheden of van de tafels die buiten opgesteld staan;

gelet op de talrijke klachten, waaronder drie e-mails van omwonenden waarin zij dezelfde feiten vermelden;

overwegende dat deze mails ook gewag maken van overlast door het achterlaten van divers afval en door het feit dat sommige personen die deze gelegenheid bezoeken op de openbare weg braken of urineren, geluidsoverlast op elke weekavond en die luider wordt tijdens de weekendavonden (luide muziek, ruzie ...);

overwegende dat de klachten dus enerzijds het lawaai betreffen dat veroorzaakt wordt door klanten die de inrichting binnen- en buitengaans, het wildparkeren achterin het steegje en op de parkeerzone van het rusthuis Beauport met het bijbehorende lawaai, maar ook het lawaai dat veroorzaakt wordt door de muziek die gespeeld wordt binnen in het café en die tot buiten hoorbaar is, met name doordat deze door de muren dringt evenals de luide stemmen binnen en buiten het café; dat deze overlast de buurtbewoners in hun slaap verstoort;

overwegende dat uit het verhoor van 11 juli 2012 van mevrouw Zineb BEN BRAHIM en haar partner, dhr. Izem LYASSERE, de volgende elementen naar voren treden:

- het gebeurt dat de muziek iets te hard staat en dat ook de klanten een beetje luid spreken,
- er is geen dansvloer in het café,
- het is mogelijk dat sommige klanten wat lawaai maken wanneer ze het café verlaten, maar over het algemeen zijn ze vrij kalm,
- de uitbaters bezitten meerdere cafés en weten hoe ze zich in elke wijk moeten gedragen; ze beweren dat de omwonenden doorgaans blijf geven van wantrouwen tot haat wanneer er een nieuw café de deuren opent. In het algemeen kalmeren de gemoederen vervolgens,
- de rokers moeten op het terras of op straat roken,
- de deur is meestal gesloten, maar wanneer ze de deur voor een bepaalde tijd openlaten (om de warmte buiten te laten) zetten ze de muziek lager,
- de wijk is rustig, dus bij het minste lawaai is dit meteen hoorbaar,
- het is onmogelijk dat de bewoners van het home de muziek uit het café kunnen horen,
- de uitbaters zijn verbaasd dat hun burens op de eerste en de tweede verdieping, aan wie ze de vraag vaak stellen, zeggen dat het café hen niet stoort.
- het café sluit naargelang de dag, tussen 2 en 4 of 5 uur,
- de uitbaters zijn van plan de volgende maatregelen te treffen om de geluidsoverlast voor de omwonenden te verminderen:

- de vitrine isoleren
- de deur vervangen
- het geluidsniveau van de muziek beperken
- de klanten sensibiliseren

overwegende dat er echter vele mensen klacht ingediend hebben;

overwegende dat gezien de herhaling van de feiten en de verstoring, zowel op de openbare weg als voor de burens en de bewoners van het rusthuis, er maatregelen getroffen moeten worden om een herhaling van deze situatie te voorkomen;

overwegende dat het, alvorens maatregelen van een dwingend aard te nemen, het redelijker en meer past in het algemeen belang om de openingsuren van de bovenvermelde drankgelegenheden in de tijd te beperken, met een verschil tussen de dagen van de week en het weekend;

overwegende dat mevrouw Zineb BEN BRAHIM zowel via een brief op 6 juli 2012 als tijdens haar verhoor op 11 juli 2012 ervoor gewaarschuwd was dat de procedure waarin zij gehoord werd zou kunnen leiden tot maatregelen zoals de tijdelijke sluiting (maximaal drie maanden) van haar zaak;

**BESLUIT:**

**Artikel 1** – Mevr. Zineb BEN BRAHIM, uitbaatster van het etablissement genaamd 'Mama (Yema) Gouraya' in de Waversesteenweg 584 in 1040 Brussel, wordt bevolen om dit etablissement tijdens de periode van vrijdag 13 t/m zondag 22 juli te sluiten op de volgende uren:

- de nachten van vrijdag op zaterdag en van zaterdag t/m zondag: ten laatste tot 1 uur 's ochtends,
- de andere nachten van de week: ten laatste om 23 uur.

**Artikel 2** – Tijdens de periode die vastgelegd is in artikel 1 zal elke persoon die zich na de uren in het etablissement bevindt uit het etablissement gezet worden.

**Artikel 3** – In overeenstemming met artikel 19, lid 2 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan er beroep aangetekend worden tegen deze beslissing bij de afdeling Administratie van de Raad van State, wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen de 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift moet bij ter post aangetekende brief aan de eerste voorzitter van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 te 1040 Brussel, worden toegezonden. Er kan tevens een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

**Artikel 4** – Deze verordening wordt betekend tegen ontvangstbewijs neergelegd door de politie van de zone Montgomery.

Gedaan in Etterbeek op 13 juli 2012.

Burgemeester,  
Vincent DE WOLF

**Politieverordening tot sluiting van het kinderdagverblijf 'Les Mini Pouces' – Afdelingen Pervijzestraat 25 en Hansen-Soulielaan 122.**

De Burgemeester,

gelet op het verslag van 13 juli 2012 gericht aan de burgemeester door mevr. Muriel DE GREEF, onderwijscoördinatrice van de gemeente Etterbeek, en bijgevoegd aan deze verordening om er integraal deel van uit te maken;

overwegende dat dit rapport de volgend elementen vermeldt:

1. betreffende de afdeling in de Pervijzestraat:

- het gelijkvloers wordt ingenomen door de afdeling van de baby's en de middengroep,
- de ruimte is helemaal niet aangepast om deze twee groepen te ontvangen en het gebrek aan crèchemateriaal is schrijnend,
- het personeel is aan zichzelf overgeleverd; de directrice is al 18 maanden afwezig om medische redenen,
- het begeleidend personeel moet zelf de maaltijden bereiden en de lokalen schoonmaken, en kan dus zijn hoofdtaak, de begeleiding van de kinderen, niet vervullen,
- het personeel ontvangt de klachten van de ouders, die niet op de hoogte gebracht zijn van de intrekking van de erkenning door *Kind en Gezin*;

1. betreffende de afdeling in de Hansen Soulielaan: de inrichting van de ruimte maakt het niet mogelijk voor het begeleidend personeel om toe te zien over de kinderen:

- de keuken ligt ver van de leefruimte,
- niet-conforme sanitaire ruimte (geen warm water, beperkte ruimte en versleten)
- de deuropener in het achterste vertrek werkt niet meer,
- er is geen tussendoortje voorzien voor de kinderen; het personeel weet niet of er op maandag 16 juli voedingswaren geleverd zullen worden.

overwegende dat het er in het licht van al deze elementen op lijkt dat de veiligheid en het welzijn van de kinderen niet verzekerd kunnen worden in deze twee afdelingen; dat er daarom maatregelen genomen moeten worden om te vermijden dat er zich een ongeval voordoet;

overwegende dat de burgemeester in hoofdzaak, en de gemeentelijke overheid in het algemeen, publiekrechtelijk tot zelfs strafrechtelijk aansprakelijk zouden zijn als ze zouden toelaten dat er in deze panden wordt verbleven;

overwegende dat krachtens een gecombineerde lezing van artikels 135, par. 2 en artikel 133 de burgemeester tot taak heeft om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen; dat deze bevoegdheid tevens de openbare en private gebouwen inhoudt die een reëel gevaar vertonen wegens een gebrek aan veiligheid en omdat de plaatsen niet overeenstemmen met hun gebruik;

overwegende dat het de taak is van de burgemeester om de nodige noodregelen te treffen om een einde te maken aan deze situatie;

gelet op de nieuwe gemeentewet, met name op artikels 133, lid 2 en 135, paragraaf 2;

**STELT VAST:**

Het risico dat het beheer van het kinderdagverblijf 'les Mini Pouces' inhoudt voor de veiligheid van de kinderen;



VERORDENT EN BESLIST:

**Artikel 1** – De twee afdelingen (Pervijzestraat 25 en Hansen Soulielaan 122) van het kinderdagverblijf 'les Mini Pouces' worden gesloten vanaf 16 juli 2012.

**Artikel 2** – Deze verordening wordt vandaag betekend tegen ontvangstbewijs neergelegd door de politiezone Montgomery.

**Artikel 3** – In overeenstemming met artikel 19, lid 2 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan er beroep aangetekend worden tegen deze beslissing bij de afdeling Administratie van de Raad van State, wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen de 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift moet bij ter post aangetekende brief aan de eerste voorzitter van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 te 1040 Brussel, worden toegezonden. Er kan tevens een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Vincent De Wolf  
Burgemeester

**Besluit van de Burgemeester tot stopzetten van de werf gelegen Generaal Fivéstraat, 38 te 1040 Etterbeek.**

De Burgemeester,

gelet op de nieuwe gemeentewet en meer bepaald artikel 133, alinea 2 en artikel 135 §2 ;

overwegende dat het de taak van de gemeenten is om ten behoeve van de inwoners in een goede politie te voorzien en te waken over de openbare zindelijkheid, gezondheid, veiligheid en rust;

overwegende dat de uitvoeringswerken op de werf gelegen Generaal Fivéstraat 38 (ingang langs de Generaal Fivéstraat rechtover het nummer 33) het voorwerp uitmaakten van talrijke klachten (klachten op 13 augustus door de plaatsing van een kraan, politieinterventies voor het niet respecteren van het uurrooster en het behouden van werfafval op de openbare weg) van de buurtbewoners en van talrijke waarschuwingen aan de bouwheer, architect en de aannemer van de werken;

overwegende dat op 28 augustus, tijdens een werfvergadering ter plaatse tussen het gemeentebestuur, vertegenwoordigers van de naastliggende werf (Constellation), vertegenwoordigers van de VZW Sint-Goedele en de architect, de architect de aannemer telefonisch geïnformeerd heeft van de verplichting van het strikt respecteren van het uurrooster van de werf;

overwegende dat vandaag nieuwe vergelijkbare feiten (start van de werken voor het toegelaten startuur : 5u50 in plaats van 7u00) werden vastgesteld door de politiediensten; dat deze feiten de openbare rust in het gedrang brengen;

overwegende dat er vermeden moet worden dat deze situatie zich verder zet;

Overwegende dat het aangewezen is om, zowel aan de bouwheer, de architect als aan de aannemer der werken op te leggen alle elementen voor te leggen die aantonen dat er zich geen enkele afwijking aan de werkwijze van de werf zal voordoen (volledige lijst van aannemers en onderaannemers die zichzelf verplicht zien de uurroosters te respecteren);

gelet op de dringende noodzakelijkheid;

BESLUIT:

**Artikel 1** - De N.V. EAGLE CONSTRUCT (454.965.929), gevestigd te Industrieweg Noord 1130 te 3660 Opglabbeek wordt bevolen om :

a)de werkzaamheden Generaal Fivéstraat 38 stop te zetten zowel wat betreft de werken als de levering van materialen en dit gedurende 5 kalenderdagen vanaf de betekening van het huidige besluit ;

b)de bovenvermelde gegevens te verstrekken tijdens deze termijn,

**Artikel 3** - Krachtens artikel 19, lid 2 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan er een beroep tot nietigverklaring van dit besluit ingediend worden bij de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van de macht. De aanvraag tot nietigverklaring moet, op straffe van onontvankelijkheid, ingediend worden binnen de 60 dagen vanaf de datum van bekendmaking of betekening. Het verzoek moet aangetekend overgemaakt worden aan de eerste voorzitter van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel. Een vordering tot opschorting van het besluit kan eveneens ingediend worden, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de procedure in kort geding voor de Raad van State.

**Artikel 4** - Dit besluit wordt meegedeeld aan de gemeenteraad op de volgende zitting.

Gedaan te Etterbeek, op 29 augustus 2012.

Vincent De Wolf  
Burgemeester

De Raad wordt geïnformeerd.

17.09.2012/A/003 **Conseil communal - Remplacement d'un membre (Sandrine ES) - Vérification des pouvoirs - Prestation de serment - Installation d'un suppléant.**  
**Gemeenteraad - Vervanging van een lid (Sandrine ES) - Onderzoek van de geloofsbriefen - Eedaflegging - Installatie van de opvolgster.**

*Ce point est passé avant le point 1.*

*Dit punt werd voor punt 1 behandeld.*

#### **Procédure d'installation**

Monsieur le Bourgmestre rappelle que Madame Sandrine ES a offert la démission de ses fonctions de Conseiller communal ;

Le Conseil communal doit donc procéder à la validation des pouvoirs du suppléant appelé à achever le mandat devenu vacant;

A cet effet un rapporteur doit être désigné;

Conformément aux traditions de l'assemblée, Monsieur le Président demande à être chargé de faire le rapport prévu;

Conformément à l'article 8 de la nouvelle loi communale, le Conseil communal d'Etterbeek est composé de 35 membres, il y a donc lieu de remplacer Madame Sandrine ES;

Il donne communication de la délibération suivante :

\*\*\*

Le Conseil communal,

Attendu que Madame Sandrine ES a offert la démission de ses fonctions de Conseillère communale;

Attendu que Monsieur Christian JACQUES, suppléant de la liste du Bourgmestre des élections du 8 octobre 2006 à laquelle appartient Madame Sandrine ES vient en ordre utile pour achever le mandat devenu vacant;

Attendu que Monsieur Christian JACQUES, par sa lettre du 28 août 2012 accepte d'achever le mandat devenu vacant;

Attendu que Monsieur Christian JACQUES réunit les conditions d'éligibilité requises par l'article 65 de la loi électorale communale; qu'il ne se trouve dans aucun des cas d'incompatibilité prévus aux articles 71, 73, 74 et 75 de la nouvelle loi communale;

Vu les articles 6 et 8 de la nouvelle loi communale;

Où l'exposé de l'affaire fait en séance publique par Monsieur le Président, rapporteur;

ARRETE

Les pouvoirs de Monsieur Christian JACQUES sont validés.

L'intéressé a prêté le serment légal prévu par l'article 80 de la nouvelle loi communale :

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux Lois du Peuples belge ».

*Monsieur le Président invite les deux plus jeunes membres de l'assemblée à savoir :*

*Madame Christina KARKAN et Catherine PRICK à introduire Monsieur Christian JACQUES dans la salle des délibérations.*

*Après la prestation de serment, Monsieur le Président, déclare Monsieur Christian JACQUES installé en qualité de Conseiller communal et l'invite à prendre place aux bancs du Conseil.*

*Monsieur Christian JACQUES est installé et entre en séance.*

Le Conseil prend acte.

---

## **Installatieprocedure**

De heer Burgemeester laat opmerken dat Mevrouw Sandrine ES had haar ontslag van haar functies van Gemeenteraadslid gegeven;

De Gemeenteraad moet overgaan tot de geldigverklaring van de bevoegdheden van de plaatsvervanger om het mandaat, dat vacant geworden is, te voltooien;

Te dien einde moet er een verslaggever aangeduid worden;

Overeenkomstig met de tradities van de vergadering, vraagt de heer Voorzitter om de verslaggever belast te worden;

Overeenkomstig artikel 8 van de nieuwe Gemeentewet, is de Gemeenteraad van Etterbeek samengesteld uit 33 leden, is het dus noodzakelijk om Mevrouw Sandrine ES te vervangen;

Hij deelt de volgende beraadslaging mee:

\* \* \*

De Gemeenteraad,

Overwegende dat mevrouw Sandrine ES zijn ontslag aangeboden heeft uit de functies van Gemeenteraadslid;

Overwegende dat de heer Christian JACQUES, opvolgster van lijst van de Burgemeester van de verkiezingen van 8 oktober 2006 tot de welke mevrouw Sandrine ES behoorde als eerste gerangschikt is om het brijgekomen mandaat waar te nemen;

Overwegende dat de heer Christian JACQUES, bij haar brief van 28 augustus 2012 aanvaardt het vrijgekomen mandaat waar te nemen;

Overwegende dat de heer Christian JACQUES aan de vereiste kiesbaarheidsvoorwaarden voldoet voorzien bij artikel 65 van de gemeentekieswet; dat zij zich in geen geval van onverenigbaarheid bevindt voorzien bij de artikelen 71, 73, 74 en 75 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de artikelen 6 en 8 van de nieuwe gemeentewet;

Na verslag van de zaak gedaan in openbare zitting door de heer Voorzitter, verslaggever;

**BESLIST**

De geloofsbrieven van de heer Christian JACQUES verkrijgen geldigheid. De betrokkene heeft de wettelijke eed afgelegd voorzien bij artikel 80 van de gemeentewet:

« Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de Wetten van het Belgisch Volk ».

*Mijnheer de voorzitter verzoekt de twee jongste leden van de vergadering, te weten :*

*Mevrouw Christina KARKAN en Mevrouw Catherine PRICK om de heer Christian JACQUES binnen te leiden in de raadzaal.*

*Na de eedaflegging verklaart mijnheer de voorzitter dat de heer Christian JACQUES als gemeenteraadslid is aangesteld en nodigt haar uit om plaats te nemen op de banken van de gemeenteraad.*

*De heer Christian JACQUES is geïnstalleerd en komt de zitting binnen.*

De Raad neemt akte.

---

17.09.2012/A/004 **Personnel – Arrêté organique pour le personnel communal – Règlement de travail pour le personnel communal – Création d’un chapitre XVIII : Politique en matière de consommation d’alcool, de drogues ou de substances psychotropes altérant le comportement. - report du 30/8/2012**  
**Personeel – Organiek Besluit voor het gemeentepersoneel – Arbeidsreglement voor het gemeentepersoneel – Schepping van een hoofdstuk XVIII : Politiek inzake alcoholgebruik, drugs of andere psychotrope substanties die een invloed hebben op het gedrag. - uitstel van 30/8/2012**  
Le point est retiré de l'ordre du jour.

---

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

*Françoise Bertieaux quitte la séance*  
*Jean Laurent quitte la séance*  
*Ahmed M'Rabet quitte la séance*  
*Françoise Bertieaux verlaat de zitting*  
*Jean Laurent verlaat de zitting*  
*Ahmed M'Rabet verlaat de zitting*

---

17.09.2012/A/005 **Commune d'Etterbeek / Région de Bruxelles-Capitale - Exploitation de 3 antennes émettrices - Permis d'environnement.**  
**Gemeente Etterbeek / Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Exploitatie van 3 telecommunicatieantennes - Milieuvergunning.**

Le Conseil communal,

Considérant qu'en date du 27.07.2011, la société CLEARWIRE a introduit une demande de permis d'environnement de régularisation pour 3 antennes installées sur 3 mâts en façade et une baie technique dans la cave du bâtiment ;

Considérant qu'en date du 29.09.2011, la Commission de concertation a émis un avis défavorable sur la demande ;

Considérant qu'en date du 29.09.2011, le Collège des Bourgmestre et Echevins a émis un avis défavorable sur la demande ;

Considérant qu'en date du 10.10.2011, l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement a délivré le permis d'environnement sollicité ;

Considérant qu'en date du 25.11.2011, la Commune d'Etterbeek a introduit un recours en réformation devant le Collège d'environnement ;

Considérant que le Collège d'environnement a mis à néant la décision de l'I.B.G.E. du 10.10.2011 ;

Considérant que l'I.B.G.E. a introduit un recours au Gouvernement en date du 07.03.2012 ainsi que la SPRL CLEARWIRE en date du 09.03.2012 ;

Considérant qu'en date du 31.05.2012, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a déclaré les recours introduits recevables et fondés et a confirmé le permis d'environnement délivré le 10.10.2011 par l'I.B.G.E. ;

Considérant que la Commune d'Etterbeek a intérêt à demander l'annulation de toute décision qui affecte son territoire communal et qui concerne l'exploitation d'activités réglementées qui s'y exercent ;

Considérant qu'elle y a également intérêt dans la mesure où elle intervient dans la procédure administrative relative à l'instruction des demandes de tels permis et qu'en l'espèce, ses arguments n'ont nullement été pris en compte ;

Considérant que le recours se base sur la violation des articles 10, 11 et 23 de la Constitution, de la violation des articles 3 et 5 de l'ordonnance du 01.03.2007 relative à la protection de l'environnement contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les radiations non ionisantes, des articles 4 et 5 et de l'annexe C de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30.10.2009 relatif à certaines antennes émettrices d'ondes électromagnétiques, de la violation des articles 2, 3, 19°, 3, 20°, 13, 16, 17 et 55 de l'ordonnance du 05.06.1997 relative aux permis d'environnement, de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29.07.1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et l'excès de pouvoir ;

Considérant en effet que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale commet une erreur de droit en estimant que « *les façades extérieures ne constituent pas, en l'espèce, un lieu accessible au public* » et ne peut dès lors légalement conclure que « *la norme telle que définie par l'arrêté du 30.10.2009 précité n'est dépassée à aucun endroit accessible au public pour ce qui concerne la SPRL CLEARWIRE* » ;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déclare avoir appliqué les « *facteurs d'atténuation* » de l'arrêté du 30.10.2009 tel que modifié par un arrêté du 12.01.2012 alors que, d'une part, il n'explicite pas comment ces facteurs ont été appliqués en l'espèce et que, d'autre part, ce dernier arrêté du 12.01.2012 méconnaît le principe de standstill inhérent à l'art. 23 de la Constitution de même qu'il méconnaît le principe d'égalité et de non-discrimination inscrit aux articles 10 et 11 de la Constitution, en manière telle que le permis qui applique cet arrêté est entaché d'irrégularité ;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale se fonde sur un dossier ne répondant pas au prescrit de l'art. 4, §2, 3° de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30.10.2009 et ne lui permettant pas de statuer en pleine connaissance de cause en violation des dispositions visées au moyen ;

Considérant en outre que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ne rencontre aucunement les observations pertinentes émises par la Commune lors de l'instruction du recours et ne motive pas adéquatement sa décision au regard des articles 2 et 55 de l'ordonnance du 05.06.1997 relative au permis d'environnement ;

Vu les articles 123 et 270 de la Nouvelle Loi communale;

DECIDE

D'entériner la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21.06.2012 et donc de l'autoriser à introduire un recours en annulation devant le Conseil d'Etat et de désigner Maître Jacques SAMBON pour la défense de ses intérêts.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 20 votes positifs, 9 abstentions.

Ont voté oui:

*Vincent De Wolf, Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter;  
Didier van Eyll, 1er Échevin(e)/1e Schepen;  
Bernard de Marcken de Merken, Frank Van Bockstal, Jean-Luc Robert, Patrick Lenaers, Rachid Madrane, Échevin(e)s/Schepenen;  
Eliane Paulissen-De Meulemeester, Stéphane Van Vaerenbergh, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Sandrine Es, Christophe Gasia, Christina Karkan, Rik Baeten, Jean-Claude Bilquin, Catherine Prick, Colette Njomgang, Jean-Claude Prick, Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden.*

Se sont abstenus:

*André du Bus de Warnaffe, Rik Jellema, Marie-Pascale Minet, Kathy Mottet, Corinne De Henau-Mikolajczak, Chantal Hoornaert, Viviane Scholliers, Marie-Louise Servais, Caroline Schickel.*

---

De gemeenteraad,

overwegende dat de firma CLEARWIRE op 27 juli 2011 een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning heeft ingediend voor de regularisatie van drie antennes geïnstalleerd op drie masten aan de gevelzijde en een technische ruimte in de kelder van het gebouw;

overwegende dat de overlegcommissie op 29 september 2011 een ongunstig advies heeft uitgebracht met betrekking tot de aanvraag;

overwegende dat het Brussels Instituut voor Milieubeheer op 10 oktober 2011 de gevraagde milieuvergunning uitgereikt heeft;

overwegende dat de gemeente Etterbeek op 25 november 2011 een beroep tot herziening heeft ingesteld bij het Milieucollege;

overwegende dat het Milieucollege de beslissing van het BIM van 10 oktober 2011 vernietigd heeft;

overwegende dat het BIM op 7 maart 2012 en de BVBA CLEARWIRE op 9 maart 2012 een beroep hebben ingesteld bij de regering;

overwegende dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de ingestelde beroepen ontvankelijk en gegrond verklaard heeft en de milieuvergunning die op 10 oktober 2011 door het BIM uitgereikt werd, bekrachtigd heeft;

overwegende dat de gemeente Etterbeek er belang bij heeft om de vernietiging te vragen van elke beslissing die een negatieve impact heeft op haar grondgebied en die betrekking heeft op de exploitatie van gereguleerde die er uitgeoefend worden;

overwegende dat zij er tevens belang bij heeft aangezien zij tussenkomt in de administratieve procedure betreffende het onderzoek van de aanvragen voor dergelijke vergunningen en dat er in dit geval op geen enkele wijze rekening gehouden werd met haar argumenten;

overwegende dat het beroep zich baseert op de schending van de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet, op de schending van de artikelen 3 en 5 van de ordonnantie van 1 maart 2007 betreffende de bescherming van het leefmilieu tegen de effecten en hinder van niet-ioniserende stralingen, van de artikelen 4 en 5 van bijlage C van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 oktober 2009 betreffende bepaalde antennes die elektromagnetische golven uitzenden, op de schending van de artikelen 2, 3, 19°, 3, 20°, 13, 16, 17 en 55 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, op de schending van de artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen en machtsoverschrijding;

overwegende dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering namelijk een dwaling in rechte begaat door te stellen dat de “de buitengevels in casu geen voor het publiek toegankelijke plaats vormen” en daarom wettelijk gezien niet kan besluiten dat “De norm die in het genoemde besluit van 30 oktober van 2009 vastgelegd is door de bvba CLEARWIRE op geen enkele voor het publiek toegankelijke plek wordt overschreden”;

overwegende dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verklaart de “verzwakkingsfactoren” van het besluit van 30 oktober 2009 zoals gewijzigd bij een besluit van 12 januari 2012 te hebben toegepast, terwijl het enerzijds niet toelicht hoe deze factoren toegepast werden in dit geval en, anderzijds, dit laatste besluit van 12 januari 2012 het standstillprincipe niet erkent, dat inherent is aan artikel 23 van de Grondwet, noch het principe van gelijkheid en non-discriminatie, dat opgenomen is in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, met als gevolg dat de vergunning die dit besluit toepast, aangetast is door onregelmatigheden;

overwegende dat de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering steunt op een dossier dat niet beantwoordt aan de vereiste van art. 4, §2, 3° van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 30 oktober 2009, waardoor zij niet in staat is om met volledige kennis van zake te beslissen, en in strijd is met de bepalingen die het middel aanwijst;

overwegende dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op geen enkele wijze rekening houdt met de relevante opmerkingen die de gemeente geformuleerd heeft tijdens het onderzoek van het beroep en haar beslissing niet naar behoren motiveert met betrekking tot de artikelen 2 en 55;

gelet op artikelen 123 et 270 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 21 juni 2012 te bekrachtigen en dus zijn toestemming te geven om een beroep tot vernietiging in te stellen bij de Raad van State en om meester Jacques SAMBON aan te stellen om haar belangen te verdedigen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.



29 stemmers : 20 positieve stemmen, 9 onthoudingen.

Hebben ja gestemd:

*Vincent De Wolf, Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter;  
Didier van Eyll, 1er Échevin(e)/1e Schepen;  
Bernard de Marcken de Merken, Frank Van Bockstal, Jean-Luc Robert, Patrick  
Lenaers, Rachid Madrane, Échevin(e)s/Schepenen;  
Eliane Paulissen-De Meulemeester, Stéphane Van Vaerenbergh, Laurent  
Vlemingckx, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Sandrine Es, Christophe  
Gasia, Christina Karkan, Rik Baeten, Jean-Claude Bilquin, Catherine Prick, Colette  
Njomgang, Jean-Claude Prick, Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden.*

Hebben zich onthouden:

*André du Bus de Warnaffe, Rik Jellema, Marie-Pascale Minet, Kathy Mottet,  
Corinne De Henau-Mikolajczak, Chantal Hoornaert, Viviane Scholliers, Marie-  
Louise Servais, Caroline Schickel.*

*Ahmed M'Rabet entre en séance  
Ahmed M'Rabet treedt in zitting*

---

17.09.2012/A/006 **Commune d'Etterbeek / Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale  
- Permis d'urbanisme - avenue d'Auderghem 158 - Autorisation d'ester en  
justice.  
Gemeente Etterbeek / Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest -  
stedenbouwvergunning - Audergemlaan 158 - Machtiging om in rechte te  
treden.**

Le Conseil communal,

Considérant que le 23 août 2010, l'a.s.b.l. Enseignement confessionnel islamique de Belgique (« E.C.I.B. ») introduit une demande de permis d'urbanisme pour la transformation, avec modification du volume construit, du bien sis avenue d'Auderghem, 158 à € 1040 Etterbeek ;

Considérant que la commission de concertation remet un avis partagé sur le projet le 24 mai 2011; que cet avis est défavorable dans le chef de la commune et favorable dans le chef de l'A.A.T.L., la D.M.S. et l'I.B.G.E. ;

Considérant que, le 21 juin 2011, le Fonctionnaire de la Région de Bruxelles-Capitale remet un avis favorable mais conditionnel; qu'il demande en effet que :

1. - soient précisées les teintes des plaques de zinc et des toitures des extensions ;
2. - soient précisées la teinte de la rambarde et l'essence de bois pour le lattage en bois ;
3. - soient maintenues les caractéristiques d'origine de l'immeuble d'angle néoclassique ;
4. - soit corrigé le plan modifié en ce qui concerne la légende et la numérotation pour le traitement de l'immeuble néoclassique ;
5. - soit sollicité l'avis du SIAMU sur les plans modifiés ;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins refuse le permis d'urbanisme demandé en date du 8 septembre 2011 ;

Considérant que le demandeur introduit un recours contre cette décision auprès du Gouvernement bruxellois le 12 octobre 2011 ;

Considérant que, dans le cadre de la procédure de recours, le Collège d'urbanisme remet un avis défavorable le 22 décembre 2011 ;

Considérant que, le 1er mars 2012, le Gouvernement déclare le recours recevable et décide qu'il est susceptible d'être accueilli si, dans un délai de trois mois à dater de cette décision, le demandeur introduit des plans modificatifs respectant les conditions suivantes :

- préciser la teinte des plaques de zinc et de la toiture pour les deux extensions ;
- préciser la teinte de la rambarde et l'essence de bois pour le lattage en bois ;
- maintenir les caractéristiques d'origine de l'immeuble neoclassique ;
- compléter le plan modifié s'agissant de la légende et de la numérotation pour le traitement des façades et de la toiture de l'immeuble neoclassique ;
- prévoir une salle de gymnastique de façon à disposer d'une hauteur sous plafond de +/- 4 mètres;
- établir un plan de déplacement scolaire avant la fin des travaux et s'inscrire dans le programme d'accompagnement de Bruxelles Mobilité ;
- solliciter l'avis du SIAMU ;

Considérant que, le 30 mai 2012, le demandeur en permis introduit des plans modifiés ;

Considérant que, le 19 juillet 2012, le Gouvernement délivre le permis sollicité ;

Considérant qu'il convient d'introduire une requête en annulation contre l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 2012 par lequel ce dernier délivre à l'A.S.B.L. E.C.I.B. un permis d'urbanisme visant la transformation, avec modification du volume construit, d'un bien sis avenue d'Auderghem, 158 à 1040 Etterbeek;

Considérant que le premier moyen serait pris de la violation des articles 173 et 191 du CoBAT, de la violation des formes substantielles ou prescrites à peine de nullité, de l'excès de pouvoir et des principes généraux de bonne administration et de saine gestion administrative ; qu'en toutes hypothèses, l'arrêté du Gouvernement du 19.07.2012 est intervenu tardivement;

Considérant que le second moyen serait pris de la violation de l'article 174 du CoBAT et des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, des principes généraux de bonne administration et de saine gestion administrative, ainsi que du principe général de l'exercice effectif par une autorité de son pouvoir d'appréciation, qui requièrent notamment un examen concret, sérieux et complet du dossier, de la contradiction et de l'erreur dans les motifs ; qu'en l'espèce, le Gouvernement n'explique pas pourquoi il s'écarte de l'avis du Collège d'urbanisme; que, partant, sa décision ne serait pas « spécialement motivée »;

Considérant qu'une requête en suspension peut également être introduite eu

égard aux motifs suivants :

- la modification de l'esthétique de la façade du projet litigieux ;
- l'impossibilité d'une remise en état en cas d'annulation, par le Conseil d'Etat, de l'acte querrelé dans l'hypothèse où ce dernier aurait été mis en oeuvre;
- la difficulté d'une remise en état sur le plan de la stabilité;

Vu les articles 123 et 270 de la Nouvelle Loi communale;

DECIDE

d'entériner la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23.08.2012 et de l'autoriser à introduire un recours en suspension et en annulation à l'encontre de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19.07.2012 par lequel ce dernier délivre à l'A.S.B.L. E.C.I.B. un permis d'urbanisme visant la transformation, avec modification du volume construit, d'un bien sis avenue d'Auderghem, 158 à 1040 Etterbeek.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 21 votes positifs, 9 abstentions.

*Ont voté oui:*

*Vincent De Wolf, Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter;  
Didier van Eyll, 1er Échevin(e)/1e Schepen;  
Bernard de Marcken de Merken, Frank Van Bockstal, Jean-Luc Robert, Patrick Lenaers, Rachid Madrane, Échevin(e)s/Schepenen;  
Eliane Paulissen-De Meulemeester, Stéphane Van Vaerenbergh, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Ahmed M'Rabet, Sandrine Es, Christophe Gasia, Christina Karkan, Rik Baeten, Jean-Claude Bilquin, Catherine Prick, Colette Njomgang, Jean-Claude Prick, Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden.*

*Se sont abstenus:*

*André du Bus de Warnaffe, Rik Jellema, Marie-Pascale Minet, Kathy Mottet, Corinne De Henau-Mikolajczak, Chantal Hoornaert, Viviane Scholliers, Marie-Louise Servais, Caroline Schickel.*

---

De gemeenteraad,

overwegende dat de vzw Enseignement confessionnel islamique de Belgique (E.C.I.B.) op 23 augustus 2010 een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning heeft ingediend voor de verbouwing, met wijziging van het bouwvolume, van het pand in de Oudergemlaan 158 in 1040 Etterbeek;

overwegende dat de overlegcommissie een verdeeld advies heeft uitgebracht over het project op 24 mei 2011; dat dit advies ongunstig is wat betreft de gemeente en gunstig wat betreft het BROH, de DML en het BIM;

overwegende dat de afgevaardigd ambtenaar op 21 juni een gunstig advies

uitgebracht heeft, zij het onder voorwaarden; dat hij namelijk vraagt om:

1. - te vermelden welke kleur de zinkplaten en de daken van de uitbreidingen hebben;
2. - te vermelden welke de kleur de balustrade heeft en welke houtsoort voor het houten latwerk gebruikt wordt;
3. - de oorspronkelijke kenmerken van het neoclassicistische hoekgebouw te behouden;
4. - de legende en de nummering voor de behandeling van het neoclassicistische gebouw op het gewijzigde plan te corrigeren;
5. - het advies van de DBDMH over de gewijzigde plannen te vragen;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen de stedenbouwkundige vergunning die aangevraagd werd op 8 september 2011, geweigerd heeft;

overwegende dat de aanvrager een beroep ingesteld heeft tegen deze beslissing bij de Brusselse regering op 12 oktober 2011;

overwegende dat het Stedenbouwkundig College op 22 december 2011 een negatief advies uitgebracht heeft in het kader van de beroepsprocedure;

overwegende dat de Brusselse regering het beroep op 1 maart 2012 ontvankelijk verklaard heeft en beslist heeft dat het aanvaard kan worden als de aanvrager binnen een termijn van drie maanden vanaf deze beslissing gewijzigde plannen indient die de volgende voorwaarden naleven:

- de kleur van de zinkplaten en het dak voor de twee uitbreidingen vermelden;
- de kleur van de balustrade en de houtsoort voor het houten latwerk vermelden;
- de oorspronkelijke kenmerken van het neoclassicistische gebouw behouden;
- het gewijzigde plan te vervolledigen, meer bepaald de legende en de nummering voor de behandeling van de gevels en het dak van het neoclassicistische gebouw;
- voorzien in een gymzaal met een hoogte onder plafond van +/- 4 meter;
- een schoolvervoersplan opstellen voor het einde van de werken en zich in schrijven voor het begeleidingsprogramma van Brussel Mobiliteit;
- het advies vragen van de DBMBH;

overwegende dat de vergunningsaanvrager op 30 mei 2012 gewijzigde plannen heeft ingediend;

overwegende dat de regering de gevraagde vergunning op 19 juli 2012 uitgereikt heeft;

overwegende dat er een verzoekschrift tot vernietigverklaring dient ingediend te worden tegen het besluit van de regering van 19 juli 2012 waarbij zij aan de vzw E.C.I.B. een stedenbouwkundige vergunning uitreikt voor de verbouwing, met wijziging van het bouwvolume, van een pand in de Oudergemlaan 158 in 1040 Etterbeek;

overwegende dat het eerste middel zou steunen op de schending van de artikelen 173 en 191 van het BWRO, op de overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, op machtsoverschrijding en op de schending van de algemene beginselen van behoorlijk bestuur en een gezond bestuurlijk beheer; dat het besluit van de regering van 19 juli 2012 in elk geval te laat is uitgevaardigd;

overwegende dat het tweede middel de schending zou aanvoeren van het artikel 174 van het BWRO en van de artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, van de algemene beginselen van behoorlijk bestuur en een gezond administratief beheer, en van het algemeen beginsel van de daadwerkelijke uitoefening door een overheid van haar beoordelingsbevoegdheid, die een concreet, ernstig en volledig onderzoek vereisen van het dossier, van de tegenstrijdigheid en de dwaling in de motieven; dat de regering in casu niet uitlegt waarom zij afwijkt van het advies van het Stedenbouwkundig College; dat haar beslissing bijgevolg niet "bijzonder gemotiveerd" wordt;

overwegende dat er tevens een verzoekschrift tot vernietiging ingediend kan worden om de volgende redenen:

- het betwiste project wijzigt het esthetische uitzicht van de gevel;
- indien de betwiste handeling uitgevoerd werd, zou het onmogelijk zijn om het pand te herstellen in de oorspronkelijke staat in het geval de Raad van State het besluit vernietigt;
- de moeilijkheid om het pand, wat de stabiliteit betreft, te herstellen in de oorspronkelijke staat;

gelet op de artikelen 123 en 270 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 23 augustus 2012 te bekrachtigen en het college te machtigen om een verzoekschrift tot vernietiging in te dienen tegen de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2012 waarbij zij aan de vzw E.C.I.B. een stedenbouwkundige vergunning uitreikt voor de verbouwing, met wijziging van het bouwvolume van een pand in de Oudergemlaan 158 in 1040 Etterbeek.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
30 stemmers : 21 positieve stemmen, 9 onthoudingen.

Hebben ja gestemd:

*Vincent De Wolf, Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter;  
Didier van Eyll, 1er Échevin(e)/1e Schepen;  
Bernard de Marcken de Merken, Frank Van Bockstal, Jean-Luc Robert, Patrick Lenaers, Rachid Madrane, Échevin(e)s/Schepenen;  
Eliane Paulissen-De Meulemeester, Stéphane Van Vaerenbergh, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Ahmed M'Rabet, Sandrine Es, Christophe Gasia, Christina Karkan, Rik Baeten, Jean-Claude Bilquin, Catherine Prick, Colette Njomgang, Jean-Claude Prick, Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden.*

Hebben zich onthouden:

*André du Bus de Warnaffe, Rik Jellema, Marie-Pascale Minet, Kathy Mottet, Corinne De Henau-Mikolajczak, Chantal Hoornaert, Viviane Scholliers, Marie-Louise Servais, Caroline Schickel.*

**Gemeente Etterbeek / Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest -  
Heraanleg van de Oudergemlaan - Beroep voor de Raad van State -  
Machtiging om in rechte te treden.**

Le Conseil communal,

Considérant que Bruxelles-Mobilité AED a, le 22.12.2008, introduit une demande de permis d'urbanisme tendant à réaménager l'avenue entre les carrefours Chasse et Belliard / Nerviens et abattre 15 arbres, avenue d'Auderghem et avenue des Nerviens;

Vu l'avis de la Commission Royale des Monuments et des Sites du 13.02.2009;

Vu l'avis de la commission de concertation du 27.05.2009 décidant d'un report pour réalisation de la simulation in situ;

Considérant que le permis d'urbanisme a été délivré le 08.02.2012 par le fonctionnaire délégué;

Considérant que la commune d'Etterbeek a introduit un recours devant le Gouvernement à l'encontre de ce permis;

Considérant que le Collège d'urbanisme a, sur base du recours introduit, émis un avis négatif sur la demande et proposé au Gouvernement de refuser le permis;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19.07.2012 a rejeté le recours introduit par la commune d'Etterbeek; qu'il a estimé que la demande de Bruxelles-Mobilité est susceptible d'être accueillie si, en application de l'art. 191 du CoBAT, de nouveaux plans sont introduits dans un délai de trois mois à partir de la notification de l'arrêté du Gouvernement;

Considérant que dans la mesure où l'arrêté du Gouvernement rejette le recours introduit par la commune d'Etterbeek, il lui fait grief;

Considérant que la commune d'Etterbeek a donc intérêt à introduire un recours en annulation au Conseil d'Etat contre cet arrêté;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23.08.2012 d'introduire un recours au Conseil d'Etat à titre conservatoire;

Vu les articles 123 et 270 de la Nouvelle Loi communale;

DECIDE

d'entériner la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23.08.2012 et de l'autoriser à introduire un recours en annulation contre l'arrêté du

Gouvernement du 19.07.2012.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 21 votes positifs, 4 votes négatifs, 5 abstentions.

Ont voté oui:

*Vincent De Wolf, Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter;  
Didier van Eyll, 1er Échevin(e)/1e Schepen;  
Bernard de Marcken de Merken, Frank Van Bockstal, Jean-Luc Robert, Patrick  
Lenaers, Rachid Madrane, Échevin(e)s/Schepenen;  
Eliane Paulissen-De Meulemeester, Stéphane Van Vaerenbergh, Laurent  
Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Ahmed M'Rabet, Sandrine  
Es, Christophe Gasia, Christina Karkan, Rik Baeten, Jean-Claude Bilquin,  
Catherine Prick, Colette Njomgang, Jean-Claude Prick, Conseillers  
communaux/Gemeenteraadsleden.*

Ont voté non:

*André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Corinne De Henau-Mikolajczak, Viviane  
Scholliers.*

Se sont abstenus:

*Rik Jellema, Marie-Pascale Minet, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais,  
Caroline Schickel.*

---

De gemeenteraad,

overwegende dat Brussel Mobiliteit BUV op 22 december 2008 een stedenbouwkundige vergunning aangevraagd heeft voor de heraanleg van de laan tussen de kruispunten Jacht/Nerviërs en het kappen van vijftien bomen in de Oudergemlaan en Nerviërslaan;

gelet op het advies van de Koninklijke Commissie van Monumenten en Landschappen van 12 februari 2009;

gelet op het advies van de overlegcommissie van 27 mei 2009 waarin beslist wordt de toekenning uit te stellen om een simulatie ter plaatse uit te voeren;

overwegende dat de afgevaardigd ambtenaar de stedenbouwkundige vergunning uitgereikt heeft 8 februari 2012;

overwegende dat de gemeente Etterbeek een beroep ingesteld heeft bij de regering tegen deze vergunning;

overwegende dat het Milieucollege op basis van het ingestelde beroep een negatief advies uitgebracht heeft over de aanvraag en de regering voorgesteld heeft om de vergunning te weigeren;

overwegende dat het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 juli 2012 het beroep van de gemeente Etterbeek verworpen heeft; dat zij van mening was dat de aanvraag van Brussel Mobiliteit aanvaard kan worden als er, bij toepassing van art. 191 van het BWRO, nieuwe plannen ingediend worden binnen een termijn van drie maanden vanaf de

betekening van het besluit van de regering;

overwegende dat, aangezien het besluit van de regering het beroep van de gemeente Etterbeek verworpen heeft, dit haar bezwaart;  
overwegende dat de gemeente Etterbeek er dus belang bij heeft een beroep tot vernietiging in te stellen bij de Raad van State tegen dit besluit;  
gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 23 augustus 2012 om een bewarend beroep in te stellen bij de Raad van State;

gelet op artikelen 123 en 270 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

De beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 23 augustus te bekrachtigen en hem te machtigen om een beroep tot vernietiging in te stellen tegen het besluit van de regering van 19 juli 2012.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
30 stemmers : 21 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen, 5 onthoudingen.

Hebben ja gestemd:

*Vincent De Wolf, Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter;  
Didier van Eyll, 1er Échevin(e)/1e Schepen;  
Bernard de Marcken de Merken, Frank Van Bockstal, Jean-Luc Robert, Patrick Lenaers, Rachid Madrane, Échevin(e)s/Schepenen;  
Eliane Paulissen-De Meulemeester, Stéphane Van Vaerenbergh, Laurent Vlemingckx, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Ahmed M'Rabet, Sandrine Es, Christophe Gasia, Christina Karkan, Rik Baeten, Jean-Claude Bilquin, Catherine Prick, Colette Njomgang, Jean-Claude Prick, Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden.*

Hebben neen gestemd:

*André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Corinne De Henau-Mikolajczak, Viviane Scholliers.*

Hebben zich onthouden:

*Rik Jellema, Marie-Pascale Minet, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Caroline Schickel.*

---

17.09.2012/A/008 **Mobilité - Règlement co-voiturage.**  
**Mobiliteit - Carpoolreglement.**

Le Conseil Communal,

Vu le protocole d'accord du 15 décembre 2004 ;

Vu l'intérêt de l'administration communale pour la mobilité durable et ses aspects positifs en termes social, économique et environnemental ;

Considérant que la commune d'Etterbeek veut appliquer le principe STOP, inscrit dans le plan régional de mobilité IRIS II, qui définit un ordre de priorités d'attention en matière de politiques de mobilité ;

Considérant que la commune d'Etterbeek souhaite diminuer le trafic motorisé sur son territoire ;



Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

1/d'approuver le règlement interne de covoiturage ci-annexé ;

2/ de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Le texte est amendé à l'unanimité.

---

De gemeenteraad,

gelet op het protocolakkoord van 15 december 2004;

gelet op de belangstelling van het gemeentebestuur in duurzame mobiliteit en de positieve impact hiervan op sociaal, economisch en milieuvlak;

overwegende dat de gemeente Etterbeek het STOP-principe wil toepassen, dat ingeschreven staat in het gewestelijk mobiliteitsplan IRIS II en dat een prioriteitenvolgorde vastlegt voor mobiliteitsbeleid;

overwegende dat de gemeente Etterbeek het gemotoriseerd verkeer op haar grondgebied wil terugbrengen;

op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

na hierover te hebben beraadslaagd,

BESLIST:

1/ het bijgevoegde interne carpoolreglement goed te keuren;

2/ het college van burgemeester en schepenen te belasten met de uitvoering van deze beslissing.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

De tekst is met éénparigheid van stemmen geamendeerd.

---

17.09.2012/A/009 **Mobilité - Projet de convention centralisation de vélos trouvés.  
Mobiliteit - Project voor een overeenkomst voor de centralisatie van  
gevonden fietsen.**

Le Conseil communal,

Vu la proposition de Convention de la centralisation des vélos trouvés soumise par la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que la Commune assure la gestion des vélos trouvés sur son territoire ;

Considérant que le Commune n'a pas de local adapté pour le dépôt de vélos

trouvés qui sont dès lors entreposés dans le local à vélos prévu pour les vélos du personnel ;

Considérant que le mélange d'épaves et de vélos en bon état n'incite pas à l'usage du parking vélo pour le personnel communal, et que ce dépôt conduit même parfois à son encombrement ;

Considérant que le Commune assume les frais indirects de cette gestion ;

Considérant que les démarches du citoyen dans la recherche de son vélo sont laborieuses à cause de la multitude de lieux de dépôts possibles en Région Bruxelloise ;

Considérant que l'usage du vélo en RBC est en forte croissance induisant une augmentation du nombre de vélos volés et/ou vandalisés ;

Considérant que la proposition de convention faite par la Région constitue une initiative utile pour la collectivité ;

DECIDE :

d'approuver le projet de convention ci-annexé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

gelet op het voorstel van overeenkomst van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de centralisatie van gevonden fietsen;

overwegende dat de gemeente instaat voor het beheer van de fietsen die gevonden worden op haar grondgebied;

overwegende dat de gemeente geen aangepast lokaal heeft om gevonden fietsen in op te bergen en daarom gestald worden in de fietsenstalling die bestemd is voor de fietsen van personeelsleden;

overwegende dat de mix van wrakken en fietsen in goede staat niet aanzet tot gebruik van de fietsenstalling voor het gemeentepersoneel, en dat deze stalling van verloren fietsen soms hinderlijk is;

overwegende dat de gemeente instaat voor de indirecte kosten van dit beheer;

overwegende dat de burger bij de zoektocht naar zijn fiets heel wat stappen moet ondernemen wegens de vele mogelijke stalplaatsen in het Brussels Gewest;

overwegende dat het gebruik van de fiets in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest sterk aan het stijgen is, wat leidt tot een verhoging van het aantal gestolen/beschadigde fietsen;

overwegende dat het voorstel van overeenkomst dat voorgelegd werd door het gewest een nuttig initiatief is voor de gemeenschap;

BESLIST:

het bijgevoegde ontwerp van overeenkomst goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

Le Conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 1996 déterminant les règles pour l'octroi de subventions aux Communes dans le cadre d'un contrat de mobilité;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles - Capitale du 17 juillet 1997 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles - Capitale du 20 décembre 2001 portant exécution de l'ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro en matière de travaux publics et de transport section II adaptation de l'arrêté du 17 juillet 1997 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996;

Considérant les intentions du Plan Régional de Développement qui précise "qu'il appartient aux Communes de prendre les mesures pour gérer la circulation, notamment en affectant des agents à cette tâche et en convenant des modalités d'interventions rapides en cas d'accident qui perturbe la circulation sur les voiries où le trafic est important";

Considérant que la Région Bruxelloise doit évoluer vers une mobilité durable ;

Considérant que les transports en commun, les déplacements à pied et à vélo sont des éléments essentiels d'une mobilité durable ;

Considérant que la promotion de l'utilisation des transports en commun passe notamment par l'amélioration de leur vitesse commerciale ;

Considérant que la promotion des déplacements à pied et à vélo passe par une augmentation de leur sécurisation ;

Considérant que la congestion est néfaste pour le fonctionnement socio-économique de la Commune et qu'elle entraîne des effets dommageables sur la santé et l'environnement;

Considérant que la Région encourage les Communes à amplifier la présence de leur police sur les voiries régionales afin d'y maintenir de bonnes conditions de circulation;

Vu le rapport relatif à l'exécution du contrat en cours;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

-d'approuver le rapport relatif à l'exécution du contrat en cours

-de solliciter une subvention auprès de la Région de Bruxelles - Capitale, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles - Capitale du 20 décembre 2001 portant exécution de l'ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro en matière de travaux publics et de transport section II - adaptation de l'arrêté du 17 juillet 1997 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996 déterminant les règles pour l'octroi de subventions aux communes dans le cadre d'un contrat de mobilité, pour la surveillance de 2 carrefours prioritaires établis en voirie régionale et de 13,590 kilomètres de voiries régionales dont le détail figure au contrat de mobilité joint en annexe de la présente délibération;

-de souscrire aux engagements figurant au contrat de mobilité joint en annexe de la présente délibération;

-de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

gelet op de nieuwe gemeentewet;

gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 1996 vaststellend de regels voor de toekenning van toelagen aan de gemeenten in het kader van een mobiliteitscontract;

gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 juli 1997 dat het besluit van 18 juli 1996 wijzigt;

gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 december 2001 tot uitvoering van de ordonnantie van 11 maart 1999 betreffende de euro inzake openbare werken en vervoer – afdeling II houdende aanpassing van het besluit van 17 juli 1997 dat het besluit van 18 juli 1996 wijzigt;

overwegende de doelstellingen van het gewestelijk ontwikkelingsplan dat vaststelt « dat het aan de gemeenten hoort maatregelen te nemen om het verkeer te beheren, met name door agenten in te zetten en door spoedige tussenkomstmaatregelen vast te stellen in geval van ongelukken die het verkeer op de drukke wegen zouden storen »;

overwegende dat het Brussels Gewest naar een duurzame mobiliteit moet streven;

overwegende dat het openbaar vervoer, de verplaatsingen te voet of per fiets essentiële elementen zijn van een duurzame mobiliteit;

overwegende dat de promotie van openbaar vervoer in het bijzonder een verbetering van haar commerciële snelheid eist;

overwegende dat de promotie van de verplaatsingen te voet of per fiets een toeneming van hun in veiligheidsstelling eist;

overwegende dat de verkeersopstoppingen nadelig zijn voor de socio-economische werking van de gemeente en dat ze schadelijke gevolgen voor de gezondheid en het leefmilieu kunnen veroorzaken;

overwegende dat het Gewest de gemeenten aanmoedigt om de aanwezigheid van hun politie op de gewestelijke wegen te vermeerderen om goede verkeersomstandigheden te handhaven;

gelet op het verslag betreffende de uitvoering van het doorlopend contract;

op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST

-het verslag betreffende de uitvoering van het doorlopend contract goed te keuren;

-een subsidie bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan te vragen, overeenkomstig het besluit van de regering van het Brussels Gewest van 20 december 2001, houdende uitvoering van de ordonnantie van 11 maart 1999, betreffende de euro inzake openbare werken en vervoer – afdeling II houdende aanpassing van het besluit van 17 juli 1997 dat het besluit van 18 juli 1996 tot vaststelling van de regels voor de toekenning van subsidies aan de gemeenten in het kader van een mobiliteitscontract, voor het toezicht van 2 kruispunten waar voorrang geldt gelegen op gewestelijke wegen en van 13,590 kilometers van gewestelijke wegen vermeld in het mobiliteitscontract in bijlage van deze beraadslaging, wijzigt;

-om de opdrachten vermeld in het mobiliteitscontract in bijlage hieronder te onderschrijven;

-om het College van Burgemeester en Schepenen met de uitvoering van deze beslissing te belasten.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/011 **Asbl « 1 toit 2 âges » - Rue Sneesens 16 - Octroi de subside communal pour 2012 - Solde.**  
**V.ZW. « 1 toit 2 âges » - Sneesensstraat 16 - Toekenning van een gemeentelijke subsidie voor 2012 - resterend saldo.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi de subventions et en particulier ses articles 3 et 5 ;

Vu le crédit inscrit à l'article budgétaire 922/331-01 relatif au subside alloué à l'ASBL « 1 toit 2 âges » ;

Considérant que les 90% des subides pour 2011 et 2012 ont déjà été versés à l'ASBL ;

Considérant que les comptes 2011 et le budget 2012 ont été fournis par l'ASBL « 1 toit 2 âges » ;

Considérant que de l'analyse de ces documents financiers, il apparaît que l'association répond aux conditions d'octroi de subside ;

DECIDE

- d'approuver les comptes 2011 et le budget 2012 présentés par l'ASBL « 1 toit 2 âges »;

- de verser le solde du subside à l'ASBL « 1 toit 2 âges »;

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal d'Etterbeek, le 17 septembre 2012.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op het reglement betreffende de controle op de toekenning van toelagen en in het bijzonder de artikels 3 en 5;

gelet op het krediet dat opgenomen is in begrotingsartikel 922/331-01 betreffende

de subsidie die toegekend wordt aan de vzw 1 toit 2 âges;

overwegende dat 90% van de subsidies voor 2011 en 2012 al gestort werden aan de vzw;

gelet op de rekeningen 2011 en de begroting 2012 bezorgd door de vzw 1 toit 2 âges;

gelet op de analyse van deze financiële documenten lijkt het dat de vereniging beantwoordt aan de voorwaarden om in aanmerking te komen voor een subsidie;

BESLIST

- om de rekeningen 2011 en de begroting 2012 voorgelegd door de vzw 1 toit 2 âges goed te keuren;

- om het resterende saldo te storten aan de vzw 1 toit 2 âges;

Aldus beraadslaagd in openbare zitting van de gemeenteraad van Etterbeek op 17 september 2012.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*Françoise Bertieaux entre en séance*  
*Françoise Bertieaux treedt in zitting*

---

17.09.2012/A/012 **Conclusion d'une convention entre l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes et la commune d'Etterbeek pour l'année 2012 (01.01.2012-30.06.2012)-Approbation.**  
**Afsluiting van een overeenkomst tussen de TRANSIT vzw voor onthaal en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden en de gemeente Etterbeek voor het jaar 2012 (01.01.2012 tot en met 30.06.2012)-Goedkeuring.**

Le Conseil communal,

Considérant que les Contrats de Sécurité et de Prévention successifs conclus depuis 1994 entre l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur et la Commune d'Etterbeek, prévoient un budget de 5.684,30 euros à rétrocéder à l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes ;

Considérant que le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007-2010 conclu entre le Ministère de l'Intérieur et notre Commune ne déroge pas à ce principe ;

Considérant que le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007-2010 est prolongé pour une durée de 6 mois, du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 30 juin 2012 ;

Attendu dès lors que le budget à rétrocéder à Transit s'élève à 2.842,15€ pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2012 ;

Considérant que cette rétrocession équivaut en fait à une subvention communale en faveur d'une asbl;

Considérant que toute subvention doit faire l'objet d'une convention liant les parties et précisant les droits et obligations de chacune d'entre elles;

DECIDE

D'approuver la conclusion de la convention 2012 (01.01.2012 au 30.06.2012) entre l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes et la Commune d'Etterbeek, ci-annexée.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

Commune d'Etterbeek  
CONVENTION

ENTRE

La commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent Monsieur De Wolf, Bourgmestre et Monsieur Debaty, Secrétaire communal, en exécution d'une délibération du Conseil communal du

ET

L'a.s.b.l. Transit, ayant son siège rue Stephenson 96 à 1000 Bruxelles, représentée par Monsieur MOLS, Président et Monsieur Ceulemans, Trésorier.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

Dans le cadre du plan stratégique de sécurité et de prévention, conclu entre l'Etat fédéral et la commune d'Etterbeek, l'a.s.b.l. Transit, a pour mission :

- d'être un centre de crise d'urgence pour les usagers de drogues interpellés par les services de police ou provenant des dispositifs communaux et du réseau socio-médical ;
- d'être un centre d'hébergement de courte durée, à bas seuil d'accès, ouvert 24 heures sur 24 et fonctionnant 7 jours sur 7.
- d'être un centre d'accueil et d'orientation ;
- de proposer une aide sociale, psychologique et administrative ;
- d'accompagner les usagers de drogue(s) dans les démarches nécessaires à l'amélioration de leurs conditions socio-économiques et à leur intégration sociale.

Pour ce faire un subside de € 2.842,15 est octroyé par l'Etat fédéral.

Article 2

L'a.s.b.l. Transit engagera le personnel nécessaire pour exécuter sa mission. Elle est le prestataire de service et l'employeur administratif du personnel engagé.

Article 3

La commune d'Etterbeek s'engage à rétrocéder, à l'a.s.b.l. Transit le montant du subside qui lui est alloué par l'autorité subsidiante, aux fins d'exécuter sa mission.

Article 4

La commune d'Etterbeek s'engage à liquider au profit de l'a.s.b.l. Transit, et ce sur base d'une déclaration de créance établie par l'asbl, une avance de 70% du montant du subside octroyé par l'Etat fédéral. Le solde de 30% sera versé sur présentation du bilan comptable approuvé par l'assemblée générale annuelle et du P.V. de ladite assemblée.

Article 5

Le dossier des pièces justificatives concernant les dépenses imputées, tant en matière de frais de personnel qu'en matière de frais de fonctionnement, sera effectuée par l'a.s.b.l. Transit, conformément aux directives financières du plan stratégique de sécurité et de prévention émises par le Ministère de l'Intérieur. Ce dossier sera tenu à disposition de l'Administration du SPF Intérieur au siège de l'a.s.b.l. Transit.

Article 6

Tout ou partie du montant versé par la commune d'Etterbeek à l'asbl Transit, et non couvert par des pièces justificatives valables, sera ultérieurement restitué à la commune d'Etterbeek qui en fait l'avance.

Article 7

Cette convention est valable du 01/01/2012 au 30/06/2012 et annule les conventions précédentes, conclues entre l'a.s.b.l. Transit et la commune d'Etterbeek. La

présente convention pourra être reconduite chaque année, conformément à la durée du subsidie accordée par l'autorité subsidiante.

#### Article 8

L'asbl Transit s'engage à appliquer toutes les mesures nécessaires afin de permettre le contrôle tel que le défini par l'autorité subsidiante.

#### Article 9

Les deux parties s'engagent à mener à bien cet accord. En cas de litiges issus de cet accord, seul le Tribunal Civil sera habilité à statuer sur les différends.

#### Article 10

Dans le cas où l'asbl Transit ne respecterait pas les principes évoqués dans l'article 1, la commune d'Etterbeek se réserve le droit de résilier cette convention.

Cette convention a été rédigée à Etterbeek, en quatre exemplaires.  
Par la présente, chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire.

Etterbeek, le 2012.

Pour l'a.s.b.l. Transit

Le Président,  
Pierre MOLS

Le Trésorier,

Ronald CEULEMANS

Pour la Commune d'Etterbeek

Pour le Collège,  
Le Secrétaire Communal,

Monsieur Debaty

Le Collège,

Le Bourgmestre,  
Monsieur De Wolf

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek le 17 septembre 2012.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
31 votants : 31 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

overwegende dat de achtereenvolgende veiligheids- en preventie contracten afgesloten sinds 1994 tussen de belgische Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Binnenlandse Zaken en de Gemeente Etterbeek systematisch een begroting van 5.684,30 euros voorzien aan de vzw TRANSIT voor ontvangst en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden;

overwegende dat het Strategische veiligheids en preventieplan 2007-2010 afgesloten tussen het Ministerie van Binnenlandse Zaken en onze gemeente van dit principe niet afwijkt;

overwegende dat het Strategische veiligheids en preventieplan 2007-2010 is



verlengd met een periode van zes maanden vanaf 1 januari 2012 tot en met 30 juni 2012;

overwegende dat het budget voor on-kredietverlenging aan Transit bedraagt 2.842,15€ voor de periode vanaf 1 januari 2012 tot en met 30 juni 2012;

overwegende dat deze teruggave daarom een gemeentelijke subsidie ten bate van een vzw betekent;

overwegende dat elke subsidiering het voorwerp moet uitmaken van de conclusie van een overeenkomst die de partijen verbindt en de rechten en plichten van elk van beiden verduidelijkt;

#### BESLIST

De conclusie van de hierbijgevoegde overeenkomst 2012 (01.01.2012 tot en met 30.06.2012) tussen vzw TRANSIT voor onthaal en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden en de Gemeente Etterbeek goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

Gemeente Etterbeek  
OVEREENKOMST

#### TUSSEN

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, in wiens naam handelen De Heer De Wolf, Burgemeester, en De Heer Debaty, Gemeentesecretaris, in uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van

#### EN

De v.z.w. Transit, gelegen Stephensonstraat 96 te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de Heer MOLS, Voorzitter, en de Heer Ceulemans, penningmeester.

Wordt overeengekomen wat volgt:

#### Artikel 1

In het kader van de strategische veiligheids-en preventieplannen, afgesloten tussen de Federale Staat en de gemeente Etterbeek, vervult de v.z.w. Transit de volgende opdracht:

Functioneren als opvang-en crisiscentrum voor druggebruikers, aangehouden door politiediensten of doorgestuurd door gemeentelijke diensten of het sociaal-medisch netwerk ;

een laagdrempelig crisisopvangcentrum zijn met verblijf van korte duur, toegankelijk 7 dagen per week en 24 uur op 24.

een onthaal- en oriëntatiecentrum zijn ;

sociale, psychologische en administratieve hulp aanbieden;

druggebruikers begeleiden bij het regulariseren van hun socio-economische situatie en hun sociale integratie.

Hiervoor kent de Federale Staat een subsidie toe van 2.842,15 €.

#### Artikel 2

De v.z.w. Transit zal het nodige personeel aanwerven. Zij is de prestatieplichtige en de administratieve werkgever van het aangeworven personeel.

#### Artikel 3

De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe om deze subsidie over te maken aan de v.z.w. Transit.

#### Artikel 4

De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe om een voorschot, ten bedrage van 70% van de totale door de Federale Staat toegekende subsidie, over te maken aan de v.z.w. Transit en dit op basis van een attest van schuldvordering opgemaakt door de v.z.w. Transit. Het saldo van 30% zal gestort worden na voorlegging van de

boekhoudkundige balans goedgekeurd door de Jaarlijkse Algemene Vergadering en het proces-verbaal van deze laatste.

#### Artikel 5

Het dossier van de rechtvaardigingsstukken betreffende de uitgaven geboekt zowel voor de personeelskosten als voor de werkingmiddelen, zullen door de v.z.w. Transit uitgevoerd worden overeenkomstig de financiële richtlijnen van de strategische veiligheids-en preventieplannen uitgevaardigd door het Ministerie van Binnenlandse Zaken. Dit dossier zal ter beschikking worden gesteld van de Administratie van de Federale Overheidsdienst Interieur in de lokalen van de v.z.w. Transit.

#### Artikel 6

Uitgaven die niet gedekt zijn door geldige rechtvaardigingsstukken, zullen later aan de gemeente Etterbeek, die het heeft voorgeschoten, terugbetaald worden.

#### Artikel 7

Deze overeenkomst geldt van 01/01/2012 tot en met 30/06/2012 en vervangt alle vorige overeenkomsten tussen de v.z.w. Transit en de gemeente Etterbeek. De huidige overeenkomst kan jaarlijks verlengd worden, overeenkomstig de duur van de subsidies toegekend door de subsidiërende overheid.

#### Artikel 8

De v.z.w. Transit verbindt zich ertoe om alle nodige maatregelen te treffen teneinde de controle, zoals omschreven door de subsidiërende overheid, mogelijk te maken.

#### Artikel 9

Beide partijen verbinden zich ertoe om deze overeenkomst na te leven. Eventuele geschillen zullen enkel door de burgerlijke rechtbank beslecht kunnen worden.

#### Artikel 10

Mocht de v.z.w. Transit de principes zoals uiteengezet in artikel 1 niet naleven, behoudt de gemeente Etterbeek zich het recht om deze overeenkomst te ontbinden.

Deze overeenkomst werd opgemaakt te Brussel, in vier exemplaren.  
Elk der contractanten verklaart hierbij een exemplaar ontvangen te hebben.

Etterbeek, 2012.

Voor de v.z.w. Transit

De Voorzitter,  
Pierre MOLS

De Penningmeester,  
Ronald CEULEMANS

Voor de Gemeente Etterbeek

Voor het College,  
De Gemeentesecretaris,  
De Heer Debaty

Het College,  
De Burgemeester,  
De Heer De Wolf

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 17

september 2012.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/013 **Conclusion d'une convention entre l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes et la commune d'Etterbeek pour l'année 2012 (01.07.2012-31.12.2012)-Approbation.**

**Afsluiting van een overeenkomst tussen de TRANSIT vzw voor onthaal en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden en de gemeente Etterbeek voor het jaar 2012 (01.07.2012 tot en met 31.12.2012)-Goedkeuring.**

Le Conseil communal,

Considérant que les Contrats de Sécurité et de Prévention successifs conclus depuis 1994 entre l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur et la Commune d'Etterbeek, prévoient un budget de 5.684,30 euros à rétrocéder à l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes ;

Considérant que le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007-2010 conclu entre le Ministère de l'Intérieur et notre Commune ne déroge pas à ce principe ;

Considérant que le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007-2010 est prolongé pour une durée d'un an, du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013;

Attendu que le budget à rétrocéder à Transit s'élève à 2.842,15€ pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 31 décembre 2012;

Considérant que cette rétrocession équivaut en fait à une subvention communale en faveur d'une asbl ;

Considérant que toute subvention doit faire l'objet d'une convention liant les parties et précisant les droits et obligations de chacune d'entre elles,

DECIDE

D'approuver la conclusion de la convention 2012 (01.07.2012 au 31.12.2012) entre l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes et la Commune d'Etterbeek , ci-annexée.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

Commune d'Etterbeek  
CONVENTION

ENTRE

La commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent Monsieur De Wolf, Bourgmestre et Monsieur Debaty, Secrétaire communal, en exécution d'une délibération du Conseil communal du

ET

L'a.s.b.l. Transit, ayant son siège rue Stephenson 96 à 1000 Bruxelles, représentée par Monsieur MOLS, Président et Monsieur Ceulemans, Trésorier.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

Dans le cadre du plan stratégique de sécurité et de prévention, conclu entre l'Etat fédéral et la commune d'Etterbeek, l'a.s.b.l. Transit, a pour mission :  
d'être un centre de crise d'urgence pour les usagers de drogues interpellés par les services de police ou provenant des dispositifs communaux et du réseau socio-

médical ;  
d'être un centre d'hébergement de courte durée, à bas seuil d'accès, ouvert 24 heures sur 24 et fonctionnant 7 jours sur 7.  
d'être un centre d'accueil et d'orientation ;  
de proposer une aide sociale, psychologique et administrative ;  
d'accompagner les usagers de drogue(s) dans les démarches nécessaires à l'amélioration de leurs conditions socio-économiques et à leur intégration sociale.

Pour ce faire un subside de € 2.842,15 est octroyé par l'Etat fédéral.

#### Article 2

L'a.s.b.l. Transit engagera le personnel nécessaire pour exécuter sa mission. Elle est le prestataire de service et l'employeur administratif du personnel engagé.

#### Article 3

La commune d'Etterbeek s'engage à rétrocéder, à l'a.s.b.l. Transit le montant du subside qui lui est alloué par l'autorité subsidiante, aux fins d'exécuter sa mission.

#### Article 4

La commune d'Etterbeek s'engage à liquider au profit de l'a.s.b.l. Transit, et ce sur base d'une déclaration de créance établie par l'asbl, une avance de 70% du montant du subside octroyé par l'Etat fédéral. Le solde de 30% sera versé sur présentation du bilan comptable approuvé par l'assemblée générale annuelle et du P.V. de ladite assemblée.

#### Article 5

Le dossier des pièces justificatives concernant les dépenses imputées, tant en matière de frais de personnel qu'en matière de frais de fonctionnement, sera effectuée par l'a.s.b.l. Transit, conformément aux directives financières du plan stratégique de sécurité et de prévention émises par le Ministère de l'Intérieur. Ce dossier sera tenu à disposition de l'Administration du SPF Intérieur au siège de l'a.s.b.l. Transit.

#### Article 6

Tout ou partie du montant versé par la commune d'Etterbeek à l'asbl Transit, et non couvert par des pièces justificatives valables, sera ultérieurement restitué à la commune d'Etterbeek qui en fait l'avance.

#### Article 7

Cette convention est valable du 01/07/2012 au 31/12/2012 et annule les conventions précédentes, conclues entre l'a.s.b.l. Transit et la commune d'Etterbeek. La présente convention pourra être reconduite chaque année, conformément à la durée du subside accordée par l'autorité subsidiante.

#### Article 8

L'asbl Transit s'engage à appliquer toutes les mesures nécessaires afin de permettre le contrôle tel que le défini par l'autorité subsidiante.

#### Article 9

Les deux parties s'engagent à mener à bien cet accord. En cas de litiges issus de cet accord, seul le Tribunal Civil sera habilité à statuer sur les différends.

#### Article 10

Dans le cas où l'asbl Transit ne respecterait pas les principes évoqués dans l'article 1, la commune d'Etterbeek se réserve le droit de résilier cette convention.

Cette convention a été rédigée à Etterbeek, en quatre exemplaires.  
Par la présente, chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire.

Etterbeek, le 2012.

Pour l'a.s.b.l. Transit

Le Président,  
Pierre MOLS

Le Trésorier,  
Ronald CEULEMANS

Pour la Commune d'Etterbeek

Pour le Collège,  
Le Secrétaire Communal,  
Monsieur Debaty

Le Collège,  
Le Bourgmestre,  
Monsieur De Wolf

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek le 17 septembre 2012.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
31 votants : 31 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

overwegende dat de achtereenvolgende veiligheids- en preventie contracten afgesloten sinds 1994 tussen de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Binnenlandse Zaken en de Gemeente Etterbeek systematisch een begroting van 5.684,30 euros voorzien aan de vzw TRANSIT voor ontvangst en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden;

overwegende dat het Strategische veiligheids en preventieplan 2007-2010 afgesloten tussen het Ministerie van Binnenlandse Zaken en onze gemeente van dit principe niet afwijkt;

overwegende dat het Strategische veiligheids en preventieplan 2007-2010 is verlengd met een periode van 1 jaar vanaf 1 juli 2012 tot en met 30 juni 2013;

overwegende dat het budget voor on-kredietverlenging aan Transit bedraagt 2.842,15€ voor de periode vanaf 1 juli 2012 tot en met 31 december 2012;

overwegende dat deze teruggave daarom een gemeentelijke subsidie ten bate van een vzw betekent;

overwegende dat elke subsidiering het voorwerp moet uitmaken van de conclusie van een overeenkomst die de partijen verbindt en de rechten en plichten van elk van beiden verduidelijkt;

BESLIST

De conclusie van de hierbijgevoegde overeenkomst 2012 (01.07.2012 tot en met 31.12.2012) tussen vzw TRANSIT voor onthaal en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden en de Gemeente Etterbeek goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

Gemeente Etterbeek  
OVEREENKOMST

TUSSEN

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, in wiens naam handelen De Heer De Wolf, Burgemeester, en De Heer Debaty, Gemeentesecretaris, in uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van

EN

De v.z.w. Transit, gelegen Stephensonstraat 96 te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de Heer MOLS, Voorzitter, en de Heer Ceulemans, penningmeester.

Wordt overeengekomen wat volgt :

#### Artikel 1

In het kader van de strategische veiligheids-en preventieplannen, afgesloten tussen de Federale Staat en de gemeente Etterbeek, vervult de v.z.w. Transit de volgende opdracht :

Functioneren als opvang-en crisiscentrum voor druggebruikers, aangehouden door politiediensten of doorgestuurd door gemeentelijke diensten of het sociaal-medisch netwerk ;

een laagdrempelig crisisopvangcentrum zijn met verblijf van korte duur, toegankelijk 7 dagen per week en 24 uur op 24.

een onthaal- en oriëntatiecentrum zijn ;

sociale, psychologische en administratieve hulp aanbieden;

druggebruikers begeleiden bij het regulariseren van hun socio-economische situatie en hun sociale integratie.

Hiervoor kent de Federale Staat een subsidie toe van 2.842,15 €.

#### Artikel 2

De v.z.w. Transit zal het nodige personeel aanwerven. Zij is de prestatieplichtige en de administratieve werkgever van het aangeworven personeel.

#### Artikel 3

De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe om deze subsidie over te maken aan de v.z.w. Transit.

#### Artikel 4

De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe om een voorschot, ten bedrage van 70% van de totale door de Federale Staat toegekende subsidie, over te maken aan de v.z.w. Transit en dit op basis van een attest van schuldvordering opgemaakt door de v.z.w. Transit. Het saldo van 30% zal gestort worden na voorlegging van de boekhoudkundige balans goedgekeurd door de Jaarlijkse Algemene Vergadering en het proces-verbaal van deze laatste.

#### Artikel 5

Het dossier van de rechtvaardigingsstukken betreffende de uitgaven geboekt zowel voor de personeelskosten als voor de werkmiddelen, zullen door de v.z.w. Transit uitgevoerd worden overeenkomstig de financiële richtlijnen van de strategische veiligheids-en preventieplannen uitgevaardigd door het Ministerie van Binnenlandse Zaken. Dit dossier zal ter beschikking worden gesteld van de Administratie van de Federale Overheidsdienst Interieur in de lokalen van de v.z.w. Transit.

#### Artikel 6

Uitgaven die niet gedekt zijn door geldige rechtvaardigingsstukken, zullen later aan de gemeente Etterbeek, die het heeft voorgesloten, terugbetaald worden.

#### Artikel 7

Deze overeenkomst geldt van 01/07/2012 tot en met 31/12/2012 en vervangt alle vorige overeenkomsten tussen de v.z.w. Transit en de gemeente Etterbeek. De huidige overeenkomst kan jaarlijks verlengd worden, overeenkomstig de duur van de subsidies toegekend door de subsidiërende overheid.

#### Artikel 8

De v.z.w. Transit verbindt zich ertoe om alle nodige maatregelen te treffen teneinde de controle, zoals omschreven door de subsidiërende overheid, mogelijk te maken.

Artikel 9

Beide partijen verbinden zich ertoe om deze overeenkomst na te leven. Eventuele geschillen zullen enkel door de burgerlijke rechtbank beslecht kunnen worden.

Artikel 10

Mocht de v.z.w. Transit de principes zoals uiteengezet in artikel 1 niet naleven, behoudt de gemeente Etterbeek zich het recht om deze overeenkomst te ontbinden.

Deze overeenkomst werd opgemaakt te Brussel, in vier exemplaren.  
Elk der contractanten verklaart hierbij een exemplaar ontvangen te hebben.

Etterbeek, 2012.

Voor de v.z.w. Transit

De Voorzitter,  
Pierre MOLS

De Penningmeester,

Ronald CEULEMANS

Voor de Gemeente Etterbeek

Voor het College,  
De Gemeentesecretaris,  
De Heer Debaty

Het College,

De Burgemeester,

De Heer De Wolf

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 17 september 2012.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/014 **Convention 2012 entre le Service Public Fédéral Justice et la Commune d'Etterbeek relative au subventionnement du projet d'encadrement des mesures judiciaires alternatives/Approbation.**  
**Overeenkomst 2012 tussen de Federale Overheidsdienst Justitie en de gemeente Etterbeek betreffende de subsidie van het project voor de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen/Goedkeuring.**

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité ;

Attendu qu'aux termes de cet arrêté notre commune a procédé à l'engagement d'un travailleur universitaire à temps plein chargé de l'encadrement des personnes qui font l'objet de décisions des instances judiciaires ;

Attendu qu'à cet effet une convention est établie chaque année entre le Service

Public Fédéral Justice et notre Commune ;

Vu la convention 2012 transmise par le Service Public Fédéral Justice,

DECIDE

D'approuver la conclusion de la convention 2012 ci-annexée.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

## **CONVENTION 2012**

Entre,

d'une part l'Etat, représenté par le Service Public Fédéral Justice, établi Boulevard de Waterloo, 115, à 1000 Bruxelles, ci-après dénommé " l'Etat ",

et,

d'autre part la Commune d'ETTERBEEK, représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Monsieur Ch. DEBATY, Secrétaire communal, ci-après dénommée " la commune ",

il est convenu ce qui suit :

### **I. Objet**

La présente convention est prise en exécution de l'article 69, 3°, premier tiret de la loi du 30 mars 1994 et l'arrêté royal du 12 août 1994, déterminant les conditions auxquelles les communes/communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives.

Cette convention a pour objet la mise au travail de personnel recruté en vue de promouvoir l'application des peines et mesures alternatives suivantes :

- a) la formation dans le cadre de la loi sur la probation ;
- b) la peine de travail ;
- c) la médiation pénale ;
- d) les mesures alternatives à la détention préventive ;
- e) les mesures de grâce.

### **II. Obligations de la commune**

La commune s'engage à recruter du personnel civil supplémentaire chargé de l'encadrement des personnes qui font l'objet de décisions des instances judiciaires ;

Le projet développé par la commune encadre des peines de travail, des travaux d'intérêt général et des mesures de diversion pour mineurs. Il est pourvu à l'engagement d'**un travailleur universitaire à temps plein**.

Le personnel recruté par la commune peut être mis à disposition d'une asbl. Les conditions de cette mise à disposition font l'objet d'un accord écrit liant la commune à l'association. Dans ce cas d'espèce, seule l'association sera responsable de l'encadrement proprement dit des mesures judiciaires alternatives à l'égard des autorités judiciaires compétentes.

Pour un projet de travaux d'intérêt général, la commune s'engage à prendre en charge de façon permanente 7 prestataires minimum et 12 maximum pendant une durée de 800 heures par an pour pouvoir recruter un travailleur à temps plein.

Les projets de plus de deux années d'existence doivent atteindre annuellement 90% des objectifs.

La commune bénéficiaire doit prendre en charge les frais de fonctionnement et d'investissement liés à ces recrutements.



Dans le cadre de ces activités et en fonction des différents types de mesures et de peines, la commune s'engage à respecter les obligations suivantes :

**A. Mesures de formation au sens de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation modifiée par la loi du 10 février 1994 :**

1. collaborer avec l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice, en vue de la mise en place et de l'exécution de la mesure.
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de la formation;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de Justice Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

**B. Peines de travail (loi du 17 avril 2002 instaurant la peine de travail comme peine autonome en matière correctionnelle et de police) :**

1. collaborer avec l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice, en vue de la mise en place et de l'exécution de la peine.
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution de la peine de travail;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

**C. Modalités de la médiation pénale (loi du 10 février 1994) :**

1. collaborer avec l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice, en vue de l'organisation d'un plan d'accompagnement de l'exécution des travaux d'intérêt général, de la formation ou du traitement;
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution des travaux d'intérêt général, de la formation ou du traitement;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

**D. Mesures alternatives à la détention préventive (articles 35 et suivants de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive) :**

1. collaborer avec l'assistant de Justice du Service des Maisons de Justice du Service public fédéral Justice en vue de l'organisation d'un plan d'accompagnement de l'exécution des conditions;
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution des conditions;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

**E. Mesures alternatives dans le cadre de la grâce (article 110 de la Constitution) :**

1. collaborer avec l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice, en vue de la mise en place et de l'exécution de la mesure.
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution des travaux d'intérêt général ou de la formation;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

**III. Durée**

La convention est conclue pour une durée déterminée. Elle entre en vigueur le 1er janvier 2012 et prend fin le 31 décembre 2012. Elle est révisée en accord avec les parties.

**IV. Rapports d'activités**

La commune est tenue de rendre un rapport trimestriel. Ce dernier doit être transmis pour le 15ème jour du mois suivant le trimestre écoulé. Le rapport annuel, composé d'un volet qualitatif et d'un volet quantitatif, est transmis pour le 15 janvier. Le volet qualitatif porte sur les objectifs du projet, le programme d'activités, l'analyse critique des développements observés au cours de l'année écoulée.

Ces documents sont adressés au coordinateur des mesures judiciaires alternatives de l'arrondissement judiciaire. En l'absence de coordinateur, ces documents doivent être envoyés à la Direction générale Maisons de Justice, Direction Expertise, 115 Bvd de Waterloo, 1000 Bruxelles.

## **V. Intervention financière de l'Etat**

Après signature de cette convention et eu égard à l'article 5 de l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes/communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire, les crédits correspondant à l'intervention forfaitaire prévue par la convention sont, à la requête du Ministre de la Justice, mis à la disposition de la commune par le Ministre de l'Intérieur, à l'intervention de l'Office National de Sécurité Sociale des Administrations Provinciales et Locales.

Dans la limite des crédits disponibles, qui sont annuellement soumis à l'approbation du Conseil des Ministres, un montant total annuel de 39.662,96 Euro est, dans le cadre de cette convention, alloué à la commune d'Etterbeek. Cette allocation se détaille comme suit :

Frais de personnel :

1 universitaire à temps plein : 39.662,96 Euro

Total : **39.662,96 Euro**

Le paiement de l'intervention financière s'effectue par tranches provisionnelles mensuelles. Au cas où les personnes sont recrutées pour une partie de l'année budgétaire de référence, l'intervention forfaitaire est réduite au prorata de la période effectivement prestée.

Pour que le paiement des frais de personnel convenu soit effectué, la commune doit remplir le formulaire «**Modification personnel**» lors de chaque engagement, départ ou modification de contrat. Tout départ et/ou remplacement d'un membre du personnel, doit être directement communiqué à l'aide dudit formulaire. Ce formulaire doit clairement mentionner la date à partir de laquelle le personnel intéressé est entré en service. Ce formulaire doit être transmis au Service public fédéral Justice, Direction générale Maisons de Justice, Direction Expertise, 115 Bvd Waterloo, 1000 Bruxelles. Tout le personnel ne doit pas être recruté à la même date.

Avant le 31 mars de l'exercice budgétaire suivant celui au cours duquel les crédits ont été octroyés, la commune transmettra au Service public fédéral Justice, Direction générale Maisons de Justice, Cellule Opérationnelle, 115 Bvd Waterloo, 1000 Bruxelles une copie des documents justificatifs prouvant la nature et le montant des dépenses effectuées (notamment le formulaire « **Relevé du personnel** » reprenant un liste du personnel engagé dans le cadre de la présente convention, ainsi que pour chaque membre du personnel le formulaire « **Frais de personnel** », détaillant les frais de personnel, ainsi que les annexes demandées dans lesdits formulaires).

Le non respect des conditions mises dans la convention liant la Commune et le Ministre de la Justice peut entraîner la suppression du paiement de l'intervention forfaitaire et la récupération partielle voire entière de l'intervention.

Toute décision du Service public fédéral Justice de procéder à la suppression voire à la récupération de l'intervention est notifiée au Ministre de l'Intérieur avec requête de charger l'office précité de prendre les mesures nécessaires à cet effet.

Outre les contrôles prévus par l'A.R. du 26 avril 1968, la Cour des Comptes peut effectuer des contrôles sur place.

Compte tenu de la date de mise en vigueur de la convention et du temps utile au traitement du dossier financier qui doit permettre de verser les fonds à la commune, celle-ci doit prévoir, pour cette période, les fonds nécessaires pour commencer l'application des mesures figurant dans la convention et ce dès sa signature.

La présente convention a été signée en deux exemplaires. Chaque partie déclare en avoir reçu un exemplaire.

Pour l'Etat

La Ministre de la Justice, Annemie TURTELBOOM.

Pour la commune

Le Secrétaire communal,  
Monsieur Ch. DEBATY  
Le Bourgmestre,

Monsieur V. DE WOLF

Bruxelles,

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek, le 17 septembre 2012.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
31 votants : 31 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de gemeenten moeten voldoen om een financiële hulp te genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen en de criminaliteitspreventie;

onder de voorwaarden van dit besluit heeft, onze gemeente een voltijdse universitaire werker verwezen die wordt belast met de begeleiding van de personen die het voorwerp zijn van beslissingen van de strafrechtelijke instanties;

overwegende dat daartoe hierop een overeenkomst is jaarlijks opgesteld door de Federale Overheidsdienst Justitie en onze gemeente;

gezien de overeenkomst 2012 opgezonden door de Federale Overheidsdienst Justitie;

**BESLIST**

De conclusie van de hierbijgevoegde overeenkomst 2012 goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan het overheidstoezicht onderworpen worden.

### **OVEREENKOMST 2012**

Tussen,  
enerzijds de Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Justitie, gevestigd Waterloolaan, 115, 1000 Brussel, verder "de Staat" genoemd,

en,

anderzijds de gemeente ETTERBEEK vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, Burgemeester en de heer Ch. DEBATY, Stadsecretaris, verder "de stad"

genoemd,

is het volgende overeengekomen:

## **I. Voorwerp van overeenkomst**

Deze overeenkomst bepaalt de voorwaarden waaronder de gemeente een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen, in uitvoering van artikel 69, 3°, eerste lid van de wet van 30 maart 1994 en het Koninklijk Besluit van 12 augustus 1994. Deze overeenkomst heeft tot doel in de gemeente personeel te werk te stellen met het oog op het promoten van de toepassing van volgende alternatieve gerechtelijke maatregelen:

- a) Opleiding in het kader van de probatie;
- b) de werkstraf;
- c) de bemiddeling in strafzaken;
- d) de alternatieve maatregelen ter vervanging van een beslissing door de jeugdrechter: de rechtsomlegging (diversiemaatregelen);
- e) de genademaatregelen.

## **II. Verbintenissen van de gemeente**

De gemeente verbindt er zich toe bijkomend burgerpersoneel aan te werven belast met de omkadering van personen, die het voorwerp uitmaken van beslissingen van gerechtelijke instanties.

Het door de gemeente ontwikkelde project staat in voor de omkadering van dienstverleningen, werkstraffen en diversiemaatregelen. Hiertoe wordt een toelage toegekend voor de aanwerving van **één voltijds universitair**.

Het personeel aangeworven door de gemeente kan ter beschikking worden gesteld van een vzw. De voorwaarden van deze terbeschikkingstelling maken het voorwerp uit van een geschreven samenwerkingsakkoord tussen de gemeente en de vereniging. Enkel de vereniging zal in dit geval verantwoordelijk zijn voor de omkadering van de alternatieve gerechtelijke maatregelen ten aanzien van de bevoegde gerechtelijke autoriteiten.

Voor een werkstrafproject dient de stad/gemeente te voldoen aan volgende voorwaarden: permanente tewerkstelling van minimum 7 en maximum 12 dienstverleners gedurende minimum 800 uur/jaar om een voltijdse werknemer te kunnen aanwerven.

De projecten dienen na twee jaar 90% van de doelstellingen te hebben bereikt.

De begunstigde gemeente dient de functionerings- en investeringskosten, verbonden aan de recrutering, op zich te nemen.

In het kader van deze activiteiten en overeenkomstig de verschillende soorten maatregelen, verbindt de gemeente er zich toe volgende verplichtingen na te komen:

### **A. Opleiding in het kader van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, gewijzigd bij de wet van 10 februari 1994:**

1. samenwerken met de justitieassistent die toezicht houdt op de plaats en de uitvoering van de maatregel;
2. een persoon aanduiden die inzake de tenuitvoerlegging van de dienstverlening of de opleiding rechtstreeks verantwoordelijk is voor het dagelijks toezicht;
3. bij iedere onregelmatigheid dient de justitieassistent hierover onverwijld ingelicht te worden.

### **B. Werkstraf (wet van 17 april 2002 tot invoering van de werkstraf als autonome straf in correctionele zaken en in politiezaken):**

1. samenwerken met de justitieassistent die toezicht houdt op de plaats en de uitvoering van de straf;
2. een persoon aanduiden die inzake de tenuitvoerlegging van de werkstraf rechtstreeks verantwoordelijk is voor het dagelijks toezicht;

3. bij iedere onregelmatigheid dient de justitieassistent hierover onverwijld ingelicht te worden.

### **C. Modaliteiten van de bemiddeling in strafzaken, overeenkomstig de wet van 10 februari 1994:**

1. samenwerken met de justitieassistent in het kader van de uitwerking van een begeleidingsplan voor de tenuitvoerlegging van de dienstverlening, de vorming of de behandeling;
2. een persoon aanduiden die inzake de tenuitvoerlegging van de dienstverlening, de vorming of de behandeling, rechtstreeks verantwoordelijk is voor het dagelijks toezicht;
3. bij iedere onregelmatigheid dient de justitieassistent hierover onverwijld ingelicht te worden.

### **D. Alternatieve maatregelen ter vervanging van de voorlopige hechtenis (artikel 35 en volgende van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis):**

1. samenwerken met de justitieassistent in het kader van de uitwerking van een begeleidingsplan voor de tenuitvoerlegging van de voorwaarden;
2. een persoon aanduiden die inzake de tenuitvoerlegging van de voorwaarden, rechtstreeks verantwoordelijk is voor het dagelijks toezicht;
3. bij iedere onregelmatigheid dient de justitieassistent hierover onverwijld ingelicht te worden.

### **E. Alternatieve maatregelen in het kader van de genade (artikel 110 van de Grondwet):**

1. samenwerken met de justitieassistent die toezicht houdt op de plaats en de uitvoering van de maatregel;
2. een persoon aanduiden die inzake de tenuitvoerlegging van de dienstverlening of de opleiding rechtstreeks verantwoordelijk is voor het dagelijks toezicht;
3. bij iedere onregelmatigheid dient de justitieassistent hierover onverwijld ingelicht te worden.

## **III. Duur van de overeenkomst**

De overeenkomst wordt gesloten voor bepaalde duur. Ze treedt in werking op 1 januari 2012 en eindigt op 31 december 2012. Ze kan worden herzien na akkoord met de partijen.

## **IV. Activiteitenrapport**

De gemeente (of de vereniging aangesteld door de stad) dient een trimestrieel rapport op te stellen. Dit dient de 15de dag van de maand volgend op het vorige trimester te worden overgemaakt. Het jaarlijks rapport bestaat uit een kwalitatief en een kwantitatief luik en dient uiterlijk 15 januari te worden overgemaakt. Het kwalitatieve luik bevat de doelstellingen van het project, het programma, de kritische analyse van de ontwikkelingen gedurende het afgelopen werkingsjaar.

Deze stukken dienen door de gemeente (of de vereniging aangesteld door de stad) te worden overgemaakt aan de coördinator alternatieve maatregelen van het gerechtelijk arrondissement. Bij afwezigheid van laatstgenoemde dienen de stukken te worden gestuurd naar de Federale Overheidsdienst Justitie, Directoraat-generaal Justitiehuzen, Directie Expertise, Waterloolaan 115 te 1000 Brussel.

## **V. Financiële tussenkomst van de Staat**

Na ondertekening van deze overeenkomst en rekening houdend met artikel 5 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de stadn een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel, zullen de kredieten die overeenstemmen met de forfaitaire tegemoetkoming waarin het contract voorziet, op verzoek van de Minister van Justitie, door de Minister van Binnenlandse Zaken ter beschikking van de gemeente worden gesteld door tussenkomst van de Rijksdienst voor Sociale

Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten.

Binnen de beschikbare kredieten, die jaarlijks door de Ministerraad worden goedgekeurd, wordt in het kader van deze overeenkomst jaarlijks een totaal bedrag van 39.662,96 Euro toegekend aan de gemeente Brussel. Het betreft volgende tegemoetkoming:

Personeelskost :

1 voltijds universitair personeelslid: 1x 39.662,96€

**Totaal : 39.662,96€**

De betaling van de financiële tegemoetkoming wordt verricht in voorlopige maandelijkse schijven. In geval dat het personeel is aangeworven voor een deel van het gerefereerde budgettaire jaar, wordt de forfaitaire tussenkomst evenredig verminderd in verhouding tot de effectief gepresteerde periode. Opdat de overeengekomen bedragen effectief worden uitbetaald, dient de gemeente het formulier "**Wijziging - personeelsbestand**", bij elke aanwerving, ontslag of aanpassing aan het contract in te vullen. Elk ontslag en/of vervanging van personeel dient aan de hand van dit formulier onmiddellijk te worden gecommuniceerd. Dit formulier moet duidelijk de datum van indiensttreding aangeven. Dit formulier dient te worden overgemaakt aan de Federale Overheidsdienst Justitie, Directoraat-generaal Justitiehuzen, Directie Expertise. Het personeel dient niet op dezelfde datum te worden aangeworven.

De verantwoordingsstukken zullen jaarlijks worden gecontroleerd. Daartoe zal de gemeente aan de Sectie Alternatieve Maatregelen vóór 31 maart van het begrotingsjaar volgend op het jaar waarin de kredieten werden toegekend, een afschrift van de verantwoordingsstukken overmaken die de aard en het bedrag van de uitgaven bewijzen (met name het formulier "**Personeelsoverzicht**" bevattende een overzicht van het aangeworven personeel in het kader van deze overeenkomst, evenals voor elk personeelslid het formulier "**personeelskosten**" evenals de bijlagen die gevraagd werden in de desbetreffende formulieren).

De niet-naleving van de in de overeenkomst vermelde voorwaarden die de gemeente en de Federale Overheidsdienst Justitie verbinden, kan leiden tot de schorsing van de betaling van de forfaitaire uitkering en tot de gedeeltelijke of zelfs volledige terugvordering ervan.

Iedere beslissing van de Minister van Justitie om over te gaan tot de schorsing of zelfs de terugvordering van de tegemoetkoming wordt ter kennis van de Minister van Binnenlandse Zaken gebracht met het verzoek om de genoemde rijksdienst ermee te belasten hiertoe de nodige maatregelen te nemen.

Naast de controles voorzien bij het koninklijk besluit van 26 april 1968, kan het Rekenhof ter plaatse controles uitvoeren.

Gelet op de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst en gelet op de tijd nodig voor de behandeling van het financieel dossier dat moet toelaten de voorziene bedragen aan de gemeente over te maken, moet de gemeente voor deze periode de nodige voorschotten voorzien om het opstarten van de in deze overeenkomst voorziene maatregelen te verzekeren.

Deze overeenkomst werd in twee exemplaren ondertekend.

Elk der contractanten verklaart een ondertekend exemplaar te hebben ontvangen.

Voor de Staat,  
De Minister van Justitie,, Annemie TURTELBOOM.

Voor de stad,

De stadsecretaris,  
Monsieur Ch. DEBATY

De burgemeester

Monsieur V. DE WOLF

Brussel,

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 17 september 2012.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

*Françoise Bertieaux quitte la séance*  
*Françoise Bertieaux verlaat de zitting*

---

17.09.2012/A/015 **Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007-2010/prolongation du 1er janvier au 30 juin 2012/Approbation.**  
**Strategisch Veiligheids-en Preventieplan 2007-2010/Verlenging van 1 januari tot 30 juni 2012/Goedkeuring.**

Le Conseil communal,

Attendu que le Ministère de l'Intérieur a décidé de prolonger le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007-2010 pour une période de six mois, du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2012;

Attendu qu'à cet effet, une convention a été établie par le Ministère de l'Intérieur;

Considérant la convention transmise par le Ministère de l'Intérieur le 19 juillet 2012,

DECIDE

d'approuver la prolongation du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention de la Commune d'Etterbeek pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2012 ci-annexé.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

**Plan stratégique de sécurité et de prévention ETTERBEEK : PSSP**  
**Etterbeek 01/01/12-30/06/12**  
**periode: 01-01-2012 - 30-06-2012**

Entre d'une part :

L'Etat représenté par le Ministre de l'Intérieur, établi Rue de la Loi 2 à 1000 Bruxelles, ci-après dénommé L'Etat,

Et d'autre part :

La Commune de ETTERBEEK, représentée par le Conseil communal, pour lequel interviennent Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire communal, agissant en exécution d'une décision du Conseil communal du \_\_\_\_\_, ci-après dénommée la Commune.

Agissant en exécution de la décision du Conseil des Ministres du 23 décembre 2011.

Est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

1. Sur base du plan stratégique de sécurité et de prévention et eu égard aux dispositions de l'Arrêté ministériel d'exécution et sous réserve des crédits disponibles, un montant annuel de 113.686,00 EUR est attribué à la Commune de ETTERBEEK.

2. Le présent avenant entre en vigueur le 1er janvier 2012 et se termine le 30 juin 2012.

3. Les autorités locales s'engagent à utiliser les subsides de l'Etat fédéral de la manière la plus efficace et la plus efficiente, conformément aux dispositions de l'arrêté du 28 décembre 2011 et à fournir à la demande toute information utile sur l'affectation de ces subsides, à permettre tout contrôle et à prêter toute l'assistance nécessaire en la matière.

## 1 DISPOSITIF DE COORDINATION

### 1.1 Objectifs généraux

1.1.1 Mettre en place, promouvoir et piloter une politique de prévention locale intégrée et intégrale

1.1.2 Mettre en oeuvre le plan stratégique de sécurité et de prévention

### 1.2 Objectifs stratégiques

1.2.1 Assurer le bon fonctionnement administratif, logistique et financier du plan et le suivi avec les autorités subsidiaires

#### Objectifs opérationnels

Assurer la formation adéquate du personnel.

#### Résultats attendus

Mise en place d'un programme de formation adéquat durant toute la durée du plan.

#### Indicateurs

Existence d'un programme de formation durant toute la durée du plan : oui - non.

Existence d'une procédure relative au choix des formations durant toute la durée du plan : oui- non.

Nombre de formations suivies par an  $\geq 1$ /personne. Réaliser les investissements nécessaires au bon déroulement des initiatives prévues au plan.

#### Résultats attendus

Investissements nécessaires réalisés dans l'année d'inscription du budget.

#### Indicateurs

Nombre d'investissements réalisés/Nombre d'investissements prévus = 100%.

Assurer la mise à disposition de locaux.

#### Résultats attendus

Locaux mis à disposition durant toute la durée du plan.

#### Indicateurs

Existence de locaux adéquats durant toute la durée du Plan : oui - non.

Assurer une comptabilité et un suivi spécifique au plan.

#### Résultats attendus

Réalisation d'un système de comptabilité spécifique durant toute la durée du plan.

Réalisation d'un plan de dépense à court, moyen et long terme durant toute la durée du plan.

#### Indicateurs

Existence d'un système de comptabilité spécifique durant toute la durée du plan : oui - non.

Existence d'un article budgétaire spécifique au plan : oui - non.

Assurer la communication avec l'autorité subsidiaire.

#### Résultats attendus

Transmission dans le mois de toute information relative au plan à l'autorité subsidiaire.

#### Indicateurs

Transmission effective de toute information relative au plan à l'autorité subsidiaire dans le mois : oui - non.

Connaissance des directives établies par l'autorité subsidiaire : oui - non.

1.2.2 Assurer une synergie entre les différentes actions de prévention communales et une articulation avec la prévention policière zonale

#### Objectifs opérationnels

Mettre en place des structures de coordination spécifiques au plan.

#### Résultats attendus

Constitution du Conseil Consultatif de Prévention (CCP) et réunion 1 fois/an.

Préparation et suivi du Conseil Consultatif de Prévention.

Constitution du Comité de Pilotage.

Préparation et suivi du Comité de Pilotage.

#### Indicateurs

Respect des directives réglementaires concernant la constitution du CCP : oui - non.

Nombre de réunions annuelles du CCP  $\geq 1$ .

Existence et envoi d'un ordre du jour du CCP envoyé aux participants dans les 3 semaines précédant la semaine plénière : oui - non.

PV des séances du CCP réalisé et envoyé aux participants dans le mois qui suit la tenue du CCP : oui - non.

Respect des directives réglementaires concernant la constitution du Comité de pilotage: oui - non.

Nombre de PV du Comité de Pilotage  $\geq 3$ .



Participer aux structures de concertations existantes.

Résultats attendus

Mise en place de réunions internes mensuelles durant toute la durée du plan.

Indicateurs

Nombre de réunions internes mensuelles  $\geq 10$ /an.

Mettre en place des partenariats adéquats et pertinents.

Résultats attendus

Développement d'un réseau de partenaires durant toute la durée du plan.

Indicateurs

Existence d'un réseau de partenaires durant toute la durée du plan : oui - non.

1.2.3 Assurer un processus d'évaluation permanente du plan

Objectifs opérationnels

Développer des outils d'accompagnement et de suivi.

Résultats attendus

Réalisation d'outils d'accompagnement et de suivi durant toute la durée du plan.

Mise à jour annuelle des tableaux de bord fournis par l'autorité subsidiante.

Réalisation de rapports en conformité avec les directives réglementaires.

Indicateurs

Existence d'outils d'accompagnement et de suivi pendant toute la durée du plan : oui - non.

Réalisation des tableaux de bord dans le respect des directives réglementaires (délai/forme/structure/contenu) : oui - non.

Production de rapports d'évaluation intermédiaires et finals dans le respect des directives réglementaires (délai/forme/structure/contenu) : oui - non.

Suivi et Mise à jour du Diagnostic Local de Sécurité (DLS).

Résultats attendus

Actualisation annuelle du DLS.

Indicateurs

Production annuelle d'un état des lieux relatif au DLS : oui - non.

Mise en place de structures de concertation propres à l'évaluation.

Résultats attendus

Mise en place de réunions internes semestrielles relatives à l'évaluation pendant toute la durée du plan.

Indicateurs

Nombre de réunions annuelles relatives à l'évaluation  $\geq 2$ .

1.2.4 Assurer une information à la population

Objectifs opérationnels

Développer des outils spécifiques de communication concernant les initiatives prises au niveau local en matière de prévention.

Résultats attendus

Réalisation d'un état des lieux relatif aux divers supports/canaux de communication existant au niveau local.

Utilisation rationnelle des différents supports de communication.

Indicateurs

Existence d'un état des lieux relatif aux divers supports/canaux de communication existant au niveau local : oui - non.

Assurer une visibilité des services de prévention.

Résultats attendus

Identification spécifique du service communal de prévention au sein des autres services communaux.

Indicateurs

Place et statut du service de prévention au sein de l'organigramme communal.

Existence de brochures de présentation du service pendant toute la durée du Plan: oui - non.

Existence d'un site internet pendant toute la durée du plan: oui - non.

Visibilité du bâtiment hébergeant le service de prévention.

## 2 CAMBRIOLAGE

En 2003-2004, la catégorie vol prédomine dans les faits infractionnels relevés sur Etterbeek. Cette catégorie représente 50% du nombre total de procès-verbaux. Dans cette catégorie, les cambriolages représentent 21%.

Le Moniteur de Sécurité révèle quant à lui que 62% des personnes interrogées estiment que le « vol dans habitation » est un problème dans leur quartier. De plus, un quart des personnes pensent qu'elles pourraient être victime d'un « Vol dans habitation » dans les douze mois qui suivent la passation de l'enquête du Moniteur de Sécurité.

Le risque de commission d'une telle infraction peut également être considérée

comme élevée en raison de la densité du bâti sur Etterbeek.

Au sein du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention, la Maison de la Prévention et les gardiens de la paix interviennent sur ce phénomène.

La Maison de la Prévention assure des permanences, des conseils en techno-prévention et réalise des visites à domicile.

Les gardiens de la paix quant à eux, assurent une présence dissuasive sur le territoire. Ces agents patrouillent sur tout le territoire communal et dispensent des conseils préventifs à l'attention de la population.

## 2.1 Objectifs généraux

2.1.1 Prévenir, détecter et limiter le cambriolage et/ou le sentiment d'insécurité y relatif

### 2.2 Objectifs stratégiques

2.2.1 Agir sur les circonstances et l'environnement criminogènes

Objectifs opérationnels

Assurer une information à la population sur la prévention du cambriolage .

Résultats attendus

Un maximum de la population recevra une information en matière de prévention du cambriolage.

Indicateurs

Existence de minimum 2 canaux/supports d'information différents par an (tels que affiches, folders, articles de presse...) : oui - non.

Réaliser des visites techno-préventives post- infractionnelles pour les victimes le requérant.

Résultats attendus

Un maximum de victimes de cambriolage, en ayant fait la demande, ont bénéficié d'une

visite post infractionnelle dans les 2 semaines suivant la demande.

Indicateurs

90 % des victimes de cambriolage en ayant fait la demande ont bénéficié d'une visite post infractionnelle dans les 2 semaines suivant la demande.

Réaliser des visites techno-préventives chez les habitants le requérant.

Résultats attendus

Un maximum d'habitant en ayant fait la demande ont bénéficié d'une visite techno préventive dans les 2 semaines suivant la demande.

Indicateurs

90% des habitants en ayant fait la demande ont bénéficié d'une visite techno préventive dans les 2 semaines suivant la demande. Utilisation d'outils pédagogiques adéquats à l'attention de la population.

Résultats attendus

Mise à disposition d'outils pédagogiques en rapport avec la technoprévention pendant toute la durée du plan.

Indicateurs

Existence de minimum 2 outils pédagogiques en rapport avec la techno prévention pendant toute la durée du plan : oui - non.

2.2.2 Diminuer les comportements à risque

Objectifs opérationnels

Assurer une présence dissuasive sur le territoire de la commune.

Résultats attendus

Présence dissuasive quotidienne des gardiens de la paix sur le terrain.

Indicateurs

Nombre d'heure de patrouille des gardiens de la paix sur le territoire  $\geq$  30 heures/jour.

2.2.3 Dissuader les auteurs potentiels d'infraction

Objectifs opérationnels

Etablir une présence sur le terrain dans les lieux répertoriés comme étant « sensibles ».

Résultats attendus

Présence dissuasive régulière des gardiens de la paix dans les lieux répertoriés comme étant « sensibles ».

Indicateurs

Nombre d'heures de patrouilles des gardiens de la paix dans les lieux répertoriés comme étant « sensibles »  $\geq$  100 h/an.

2.2.4 Promouvoir une approche intégrée et intégrale

Objectifs opérationnels

Participation à des structures de concertation existantes avec des partenaires/professionnels divers concernés par le phénomène.

Résultats attendus

Participation régulière du conseiller en technoprévention à des plates-formes ciblées sur la problématique.

Indicateurs

Le conseiller en technoprévention a participé à 60 % des plates-formes ciblées sur le phénomène : oui - non.

Mise en place de partenariats ciblés sur le phénomène.

Résultats attendus

Mise en place d'un partenariat ciblé sur la problématique avec les services de police pendant toute la durée du plan.

Indicateurs

Existence d'un partenariat ciblé sur le phénomène avec les services de police pendant toute la durée du plan:oui - non.

Nombre de réunions stratégiques ciblées sur le phénomène avec les services de police > ou = à 9 /an.

Sensibiliser le personnel communal et policier compétent face au phénomène.

Résultats attendus

Transmission régulière des rapports des gardiens de la paix relatif à ce phénomène aux services communaux et policiers compétents.

Indicateurs

90 % des rapports des gardiens de la paix relatif à ce phénomène sont transmis aux services communaux et policiers compétents.

9

3 VOL PAR RUSE

La catégorie « Vol par ruse » est incluse dans « Autres vols ». Cette catégorie « Autres vols » reprend

12% des faits infractionnels enregistrés en 2004 sur Etterbeek par la Zone de police.

De plus, 29% des personnes interrogées par le Moniteur de Sécurité en 2006 estiment qu'elles pourraient être victime d'un tel fait de « vol » durant les douze mois suivant la passation de l'enquête.

Au sein du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention, c'est la Maison de la Prévention qui intervient sur ce phénomène. La Maison de la Prévention tente de lutter contre ce phénomène en dispensant des conseils préventifs à l'attention d'une population ciblée et en distribuant des outils pédagogiques appropriés.

3.1 Objectifs généraux

3.1.1 Prévenir, détecter et limiter le vol par ruse et/ou le sentiment d'insécurité y relatif

3.2 Objectifs stratégiques

3.2.1 Diminuer les comportements à risque

Objectifs opérationnels

Assurer une information sur les mesures et comportements adéquats à un public de personnes âgées.

Résultats attendus

Mise en place de séances d'informations ciblées sur le vol par ruse à l'attention d'un public de personnes âgées pendant toute la durée du plan.

Indicateurs

Existence de séances d'informations ciblées sur le vol par ruse à l'attention d'un public de personnes âgées pendant toute la durée du plan : oui - non.

Nombre de séances d'informations ciblées sur le vol par ruse à destination d'un public de personnes âgées>ou = à 2/an.

Utilisation d'outils pédagogiques adéquats à l'attention des personnes âgées.

Résultats attendus

Mise à disposition d'outils pédagogiques en rapport avec le vol par ruse à l'attention des personnes âgées pendant toute la durée du plan.

Indicateurs

Existence de minimum 2 outils pédagogiques à destination des personnes âgées en rapport avec le vol par ruse pendant toute la durée du plan : oui - non.

3.2.2 Promouvoir une approche intégrée et intégrale

Objectifs opérationnels

Mise en place de partenariats ciblés sur la problématique.

Résultats attendus

Mise en place d'un partenariat ciblé sur le phénomène avec les services de police pendant toute la durée du plan.

Indicateurs

Existence d'un partenariat ciblé sur le phénomène avec les services de police pendant toute la durée du plan : oui - non.

Nombre de réunions stratégiques ciblées sur le phénomène avec les services de police > ou = à 2/an.

11

#### 4 RACKET

17% des personnes interrogées par le Moniteur de Sécurité en 2006 estiment qu'elles pourraient être

victimes d'un tel fait de « vol avec violence ou menace » durant les douze mois suivant la passation de l'enquête.

Il peut être intéressant également de souligner que cette catégorie « Racket », incluse dans « Vol à l'aide de violence » est une priorité de la Zone de police.

Cette catégorie « Racket », incluse dans « vol à l'aide de violence » semble pertinente à prendre en considération au vu du nombre de personnes habitant sur le territoire d'Etterbeek mais également au vu du nombre d'établissements scolaires (près de 50) et donc d'élèves (environ 10.000) présents chaque jour sur la commune.

Au sein du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention, la Maison de la Prévention et les gardiens de la paix interviennent sur ce phénomène.

La Maison de la Prévention dispense des séances d'informations sur ce phénomène.

Les gardiens de la paix quant à eux, assurent une présence dissuasive et rassurante aux abords des écoles. Ils sont présents tous les matins aux abords d'un maximum d'écoles ainsi que, dans la mesure du possible, les midis et lors de la fin des cours.

##### 4.1 Objectifs généraux

4.1.1 Prévenir, détecter et limiter le racket et/ou le sentiment d'insécurité y relatif

##### 4.2 Objectifs stratégiques

4.2.1 Diminuer les comportements à risque

###### Objectifs opérationnels

Assurer une information sur les comportements adéquats à un public concerné par ce phénomène .

###### Résultats attendus

Mise en place de séances d'informations sur les comportements adéquats à l'attention de toutes personnes intéressées ou concernées par le phénomène, pendant toute la durée du plan.

Pour chaque situation constatée comme potentiellement problématique, dispense de conseils préventifs de la part des gardiens de la paix aux abords et sur le chemin de l'école pendant toute la durée du plan.

réalisation et mise à disposition d'une documentation en rapport avec le phénomène avant le terme du plan

###### Indicateurs

Existence de séances d'informations sur les comportements adéquats à l'attention de toutes personnes intéressées ou concernées par le phénomène, pendant toute la durée du plan : oui - non.

Nombre de séances d'informations ciblées sur le racket à destination d'un public concerné par le phénomène > ou = à 2/an.

Sur base des rapports des gardiens de la paix, 90% des situations constatées comme potentiellement problématiques ont fait l'objet d'un conseil préventif en matière de racket dispensé par les gardiens de la paix aux abords et sur le chemin de l'école.

Réalisation d'une documentation en rapport avec le phénomène.

Mise à disposition d'une documentation en rapport avec le phénomène.

##### 4.2.2 Dissuader les auteurs potentiels d'infraction

###### Objectifs opérationnels

Assurer une présence dissuasive sur le chemin de l'école et à ses abords .

###### Résultats attendus

Présence dissuasive quotidienne des gardiens de la paix aux abords et sur le chemin de l'école.

###### Indicateurs

Nombre d'heure de patrouille des gardiens de la paix aux abords et sur le chemin de l'école >/= 15h/jour

Etablir une présence sur le terrain dans les lieux répertoriés comme étant « sensibles ».

###### Résultats attendus

Présence dissuasive régulière des gardiens de la paix dans les lieux répertoriés comme étant « sensibles ».

## Indicateurs

Nombre d'heures de patrouilles des gardiens de la paix dans les lieux répertoriés comme étant sensibles  $\geq 100$  h/an.

### 4.2.3 Diminuer les effets négatifs liés à la victimisation

#### Objectifs opérationnels

Assurer une information aux victimes de racket.

#### Résultats attendus

Mise en place de séance d'informations à l'attention des victimes de racket pendant toute la durée du plan.

#### Indicateurs

Existence de séances d'informations à l'attention des victimes de racket pendant toute la durée du plan : oui - non.

Nombre de séances d'informations à l'attention des victimes de racket  $>$  ou  $=$  à 2/an.

Réalisation et mise à disposition d'un outil pédagogique adéquat à destination des victimes de racket

#### Résultats attendus

Réalisation d'un vade-mecum de prévention et d'aide aux victimes du phénomène.

Mise à disposition du vade-mecum à destination des victimes du phénomène.

#### Indicateurs

Réalisation effective d'un vade-mecum de prévention et d'aide aux victimes du phénomène: oui - non

Mise à disposition effective du vade-mecum à destination des victimes du phénomène: oui - non

Relayer les victimes de racket vers les services compétents.

#### Résultats attendus

Optimisation du nombre de relais des victimes de racket vers les services compétents.

#### Indicateurs

90 % des victimes de racket ont été relayées vers les services compétents.

### 4.2.4 Promouvoir une approche intégrée et intégrale

#### Objectifs opérationnels

Mise en place de partenariats ciblés sur le phénomène.

#### Résultats attendus

Mise en place d'un partenariat ciblé sur le phénomène avec les services de police pendant toute la durée du plan.

#### Indicateurs

Existence d'un partenariat ciblé sur le phénomène avec les services de police pendant toute la durée du plan: oui - non.

14

Nombre de réunions stratégiques ciblées sur le phénomène avec les services de police  $\geq 9$ /an.

Sensibiliser le personnel communal et policier compétents face au phénomène.

#### Résultats attendus

Transmission régulière des rapports des gardiens de la paix relatifs à ce phénomène aux services communaux et policiers compétents.

#### Indicateurs

90 % des rapports des gardiens de la paix relatifs à ce phénomène sont transmis aux services communaux et policiers compétents.

## 5 VOL DE ET DANS VÉHICULES

En 2003-2004, la catégorie vol prédomine dans les faits infractionnels relevés sur Etterbeek. Cette catégorie représente 50% du nombre total de procès-verbaux.

Dans cette catégorie, les vols de et dans véhicules représentent 35%.

Rassemblant 845 faits sur Etterbeek en 2006, la catégorie « Vol de et dans véhicule » est également considérée par la Zone de police comme une priorité.

Il est important de remarquer que 64% des habitants etterbeekois interrogés par le Moniteur de

Sécurité estiment que la catégorie « Vol dans véhicule » est un problème au sein de leur quartier. Elle arrive ainsi à la deuxième place du classement des problèmes de quartier.

Nous relevons également que 40% des personnes interrogées par le Moniteur de Sécurité estiment que le « Vol dans véhicule » est un problème au sein de leur quartier. Ce pourcentage positionne cette catégorie en huitième position des dix phénomènes de quartier apparaissant le plus.

Au sein du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention, les gardiens de la paix

interviennent sur ce phénomène.

Les gardiens de la paix assurent une présence dissuasive sur le territoire. Ces agents patrouillent sur tout le territoire communal et dispensent des conseils préventifs à l'attention de la population.

#### 5.1 Objectifs généraux

5.1.1 Prévenir, détecter et limiter le vol de et dans véhicules et/ou le sentiment d'insécurité y relatif

#### 5.2 Objectifs stratégiques

5.2.1 Diminuer les comportements à risque

Objectifs opérationnels

Informers les conducteurs quant aux bons comportements à adopter en matière de vol de et dans véhicules.

Résultats attendus

Mettre en place des campagnes d'information des conducteurs quant aux bons comportements à adopter en matière de vols de et dans véhicule pendant toute la durée du plan.

Pour chaque situation constatée comme potentiellement problématique, dispense de conseils préventifs de la part des gardiens de la paix pendant toute la durée du plan.

Indicateurs

Mise en place de campagne d'information des conducteurs quant aux bons comportements à adopter en matière de vols de et dans véhicules pendant toute la durée du plan : oui - non.

90 % des conducteurs visés ont été informés quant aux bons comportements à adopter en matière de vols de et dans véhicules.

Sur base des rapports des gardiens de la paix, 90% des situations constatées comme potentiellement problématiques ont fait l'objet d'un conseil préventif en matière de vol de et dans véhicules dispensé par les gardiens de la paix.

Utiliser des outils pédagogiques adéquats à l'attention des conducteurs.

Résultats attendus

Mise à disposition d'outils pédagogiques à destination des conducteurs en rapport avec le phénomène visé.

Indicateurs

Existence de minimum 2 outils pédagogiques à destination des conducteurs en rapport avec le phénomène : oui - non.

5.2.2 Dissuader les auteurs potentiels d'infraction

Objectifs opérationnels

Assurer une présence dissuasive sur le terrain.

Résultats attendus

Présence dissuasive quotidienne des gardiens de la paix sur le terrain.

Indicateurs

Nombre d'heures de patrouilles des gardiens de la paix sur le terrain > ou = à 30 h/jour.

Etablir une présence sur le terrain dans les lieux répertoriés comme étant « sensibles ».

Résultats attendus

Présence dissuasive régulière des gardiens de la paix dans les lieux répertoriés comme étant « sensibles ».

Indicateurs

Nombre d'heures de patrouilles des gardiens de la paix dans les lieux répertoriés comme étant «sensibles»>ou=à 100h/an.

5.2.3 Promouvoir une approche intégrée et intégrale

Objectifs opérationnels

Mise en place de partenariats ciblés sur le phénomène.

Résultats attendus

Mise en place d'un partenariat ciblé sur le phénomène avec les services de police pendant toute la durée du Plan.

Indicateurs

Existence d'un partenariat ciblé sur le phénomène avec les services de police pendant toute la durée du Plan : Oui - Non.

Nombre de réunions stratégiques ciblées sur le phénomène avec les services de police > ou = 9/an.

Sensibiliser le personnel communal compétent face au phénomène.

Résultats attendus

Transmission régulière des rapports gardiens de la paix relatifs à ce phénomène aux services communaux compétents.

Indicateurs

99 % des rapports des gardiens de la paix relatifs à ce phénomène sont transmis aux services communaux compétents : oui - non.

18

## 6 VOL À LA TIRE

Au niveau des chiffres de la Zone de police enregistrés en 2004 sur Etterbeek, la catégorie « Vol à la tire » représente 3% des faits infractionnels, se classant ainsi 7ème des dix infractions enregistrant le plus de procès-verbaux toutes catégories confondues. L'analyse de la catégorie « Vols » nous permet d'affirmer que la catégorie « Vol à la tire » retient 7% des infractions enregistrées pour l'ensemble des « Vols ».

Etterbeek, est une commune présentant un important flux de population, à pied notamment (habitants ou travailleurs), des noyaux commerciaux, un nombre important d'établissements scolaires (près de 50) et donc d'élèves (environ 10.000), deux marchés sur deux jours et un vaste réseau de transports en commun. Dans un tel contexte de passage, une priorité envers le « Vol à la tire » s'avère essentielle.

Au sein du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention, ce sont les gardiens de la paix qui interviennent sur ce phénomène.

Les gardiens de la paix assurent une présence dissuasive sur le territoire. Ces agents patrouillent sur tout le territoire communal et dispensent des conseils préventifs à l'attention de la population.

### 6.1 Objectifs généraux

6.1.1 Prévenir, détecter et limiter le vol à la tire et/ou le sentiment d'insécurité y relatif

### 6.2 Objectifs stratégiques

6.2.1 Diminuer les comportements à risque

#### Objectifs opérationnels

Informar la population quant aux bons comportements à adopter en matière de vol à la tire.

#### Résultats attendus

Mettre en place des campagnes d'information de la population quant aux bons comportements à adopter en matière de vol à la tire pendant toute la durée du plan.

Pour chaque situation constatée comme potentiellement problématique, dispense de conseils préventifs de la part des gardiens de la paix pendant chaque année du Plan.

#### Indicateurs

Mise en place de campagne d'information de la population quant aux bons comportements à adopter en matière de vol à la tire pendant toute la durée du plan : oui - non.

90 % de la population touchée a été informée quant aux bons comportements à adopter en matière de vol à la tire.

Sur base des rapports des gardiens de la paix, 90% des situations le nécessitant ont fait l'objet d'un conseil préventif en matière de vol à la tire dispensé par les gardiens de la paix.

Utiliser des outils pédagogiques adéquats à l'attention de toute la population.

#### Résultats attendus

Mise à disposition d'outils pédagogiques à destination de la population en rapport avec le phénomène visé.

#### Indicateurs

Existence de minimum 2 outils pédagogiques à destination de la population en rapport avec le phénomène : oui - non.

### 6.2.2 Dissuader les auteurs potentiels d'infraction

#### Objectifs opérationnels

Assurer une présence dissuasive sur le terrain .

#### Résultats attendus

Présence dissuasive quotidienne des gardiens de la paix sur le terrain.

#### Indicateurs

Nombre d'heures de patrouilles des gardiens de la paix sur le terrain > ou = à 30 h/jour.

Etablir une présence sur le terrain dans les lieux répertoriés comme étant « sensibles ».

#### Résultats attendus

Présence dissuasive régulière des gardiens de la paix dans les lieux répertoriés comme étant « sensibles ».

#### Indicateurs

Nombre d'heures de patrouilles des gardiens de la paix dans les lieux répertoriés comme étant « sensibles » > ou = à 100h/an.

6.2.3 Promouvoir une approche intégrée et intégrale

Objectifs opérationnels

Mise en place de partenariats ciblés sur le phénomène.

Résultats attendus

Mise en place d'un partenariat ciblé sur le phénomène avec les services de police pendant toute la durée du Plan.

Indicateurs

20

Existence d'un partenariat ciblé sur le phénomène avec les services de police pendant toute la durée du Plan : Oui - Non.

Nombre de réunions stratégiques ciblées sur le phénomène avec les services de police > ou = à 9/an.

Sensibiliser le personnel communal compétent face au phénomène .

Résultats attendus

Transmission régulière des rapports des gardiens de la paix relatifs à ce phénomène aux services communaux compétents.

Indicateurs

99 % des rapports des gardiens de la paix relatifs à ce phénomène sont transmis aux services communaux compétents : oui - non.

## 7 VIOLENCE DANS LES TRANSPORTS COMMUNS

206 faits ont été enregistrés par la Zone de police sur le territoire d'Etterbeek (soit 47% des faits dans les transports en commun sur la Zone de police en 2006). Ce chiffre doit cependant être nuancé car il comprend l'ensemble des faits dans les transports en commun et non uniquement les faits de « Violence dans les transports en commun ».

En ce qui concerne les données 2006 issues de la STIB, elles relèvent 118 incidents sur le réseau passant à Etterbeek dont 101 au sein des stations de métro de la commune. La catégorie « Intégrité physique » établie par la STIB, qui peut être remise sous la rubrique « Violence dans les transports en commun », dénombre 15% des incidents totaux (18 faits) relevés par la STIB sur le réseau etterbeekois. Enfin, au vu du nombre d'établissements scolaires, du transit de population, de l'importance de la station de métro Mérode et de la présence des stations Montgomery et Schuman en bordure d'Etterbeek, la catégorie « Violence dans les transports en commun » apparaît comme une priorité.

Au sein du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention, ce sont les gardiens de la paix qui interviennent sur ce phénomène.

Les gardiens de la paix assurent une présence dissuasive sur le territoire. Ces agents patrouillent sur tout le territoire communal et dispensent des conseils préventifs à l'attention de la population.

### 7.1 Objectifs généraux

7.1.1 Prévenir, détecter et limiter la violence dans les transports communs et/ou le sentiment d'insécurité y relatif

### 7.2 Objectifs stratégiques

7.2.1 Diminuer les comportements à risque

Objectifs opérationnels

Assurer une information sur les comportements adéquats à un public concerné par ce phénomène .

Résultats attendus

Pour chaque situation constatée comme potentiellement problématique, dispense de conseils préventifs de la part des gardiens de la paix pendant chaque année du Plan.

Indicateurs

Sur base des rapports des gardiens de la paix, 90% des situations constatées comme potentiellement problématiques ont fait l'objet d'un conseil préventif en matière de

violence dans les transports en commun dispensé par les gardiens de la paix.

7.2.2 Dissuader les auteurs potentiels d'infraction

Objectifs opérationnels

Assurer une présence dissuasive des gardiens de la paix sur le territoire.

Résultats attendus

Présence dissuasive quotidienne des gardiens de la paix sur le terrain.

Indicateurs

Nombre d'heures de patrouilles des gardiens de la paix sur le territoire > ou = à



30h/jour.

Etablir une présence sur le terrain dans les lieux répertoriés comme étant « sensibles ».

Résultats attendus

Présence dissuasive régulière des gardiens de la paix dans les lieux répertoriés comme étant « sensibles ».

Indicateurs

Nombre d'heures de patrouilles des gardiens de la paix dans les lieux répertoriés comme étant « sensibles » > ou = à 100h/an.

7.2.3 Promouvoir une approche intégrée et intégrale

Objectifs opérationnels

Mise en place de partenariats ciblés sur le phénomène.

Résultats attendus

Mise en place d'un partenariat ciblé sur le phénomène avec les services de police pendant toute la durée du Plan.

Indicateurs

Existence d'un partenariat ciblé sur le phénomène avec les services de police pendant toute la durée du Plan : Oui – Non.

Nombre de réunions stratégiques ciblées sur le phénomène avec les services de police > ou = à 9/an.

Sensibiliser le personnel communal compétent face au phénomène.

Résultats attendus

Transmission régulière de rapports des gardiens de la paix relatifs à ce phénomène aux services communaux compétents.

Indicateurs

99 % des rapports des gardiens de la paix relatifs à ce phénomène sont transmis aux services communaux compétents : oui – non.

## 8 NUISANCES SOCIALES

Nous pouvons souligner que cette catégorie « Nuisances sociales » représente, à elle seule, 42% des incidents inventoriés par la STIB sur son réseau à Etterbeek en 2006. L'importance de ce phénomène peut encore être confirmé par le Moniteur de Sécurité. En effet, l'enquête du Moniteur de Sécurité révèle que 7 problématiques de quartier sur les dix premières sont liées sur Etterbeek à des « Nuisances sociales ».

Pour 2006, les constats des gardiens de la paix, des stewards de nuit et des gardiens d'espaces publics révèlent une fréquence importante des nuisances sociales.

Parmi les nuisances sociales nous pouvons mettre en avant les dépôts clandestins, le vandalisme et les rassemblements, selon le comportement de ceux qui se rassemblent. Ces trois sous-catégories représentent en effet un grand nombre de faits et de constats tant à travers le Moniteur de Sécurité, les infractions enregistrées par la police zonale que les plaintes des habitants et le travail des gardiens de la paix, gardiens d'espaces publics et stewards de nuit.

Au sein du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention, ce sont les gardiens de la paix qui interviennent sur ce phénomène.

Les gardiens de la paix assurent une présence dissuasive et rassurante sur le territoire. Ces agents patrouillent sur tout le territoire communal et dispensent des conseils préventifs à l'attention de la population.

8.1 Objectifs généraux

8.1.1 Prévenir, détecter et limiter les nuisances sociales et/ou le sentiment d'insécurité y relatif

8.2 Objectifs stratégiques

8.2.1 Dissuader les auteurs potentiels d'infraction

Objectifs opérationnels

Assurer une présence dissuasive des gardiens de la paix sur le terrain .

Résultats attendus

Présence quotidienne dissuasive des gardiens de la paix.

Indicateurs

Nombre d'heures de patrouilles des gardiens de la paix sur le territoire > ou = à 30 h/jour.

Etablir une présence sur le terrain dans les lieux répertoriés comme étant « sensibles ».

Résultats attendus

Présence dissuasive régulière des gardiens de la paix dans les lieux répertoriés comme étant « sensibles ».

Indicateurs

Nombre d'heures de patrouilles des gardiens de la paix dans les lieux répertoriés comme étant « sensibles » > ou = à 100h/an.

#### 8.2.2 Promouvoir une approche intégrée et intégrale

Objectifs opérationnels

Mise en place de partenariats ciblés sur le phénomène.

Résultats attendus

Mise en place d'un partenariat ciblé sur le phénomène avec les services de police pendant toute la durée du Plan.

Indicateurs

Existence d'un partenariat ciblé sur le phénomène avec les services de police pendant toute la durée du Plan : Oui – Non.

Nombre de réunions stratégiques ciblées sur le phénomène avec les services de police > ou = à 9/an.

### 9 NUISANCES PUBLIQUES LIÉES À L'USAGE DE DROGUE

Voir convention TRANSIT.

#### 9.1 Objectifs généraux

9.1.1 Prévenir, détecter et limiter les nuisances publiques liées à l'usage de drogue et/ou le sentiment d'insécurité y relatif

#### 9.2 Objectifs stratégiques

9.2.1 Promouvoir une approche intégrée et intégrale

Objectifs opérationnels

Assurer une collaboration au projet Transit (accueil d'urgence et hébergement des usagers de drogues).

Résultats attendus

Respect de tous les engagements mentionnés dans le cadre de la convention de partenariat avec Transit.

Indicateurs

Nombre d'obligations à charge de la commune respectées, dans le cadre de la convention de partenariat avec Transit (respect chaque année de l'ensemble des obligations prévues).

Promouvoir l'échange de bonnes pratiques entre professionnels communaux en matière de prévention des drogues (soutien du projet Coordination locale drogues Bruxelles).

Résultats attendus

Participation financière annuelle à la mise en place du projet Transit.

Indicateurs

Respect des engagements financiers : oui/non.

Ce plan stratégique de sécurité et de prévention a été signé à Bruxelles en 2 exemplaires le

Chaque partie intéressée déclare avoir reçu un exemplaire signé.

Pour l'Etat fédéral

Madame Joëlle MILQUET, Ministre de l'Intérieur

Pour la Commune,

Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre

et

Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire communal

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek, le 17 septembre 2012.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Le texte est amendé à l'unanimité.

---

De gemeenteraad,

gelet op het Ministerie van Binnenlandse Zaken besloten tot de verlenging van de Strategisch Veiligheids-en Preventieplan 2007-2010 opnieuw voor een periode van zes maanden, vanaf 1 januari tot 30 juni 2012;

overwegende dat voor dat doel, een overeenkomst werd opgericht door het Ministerie van Binnenlandse Zaken;

overwegende dat de overeenkomst doorgegeven door het Ministerie van Binnenlandse Zaken op 19 juli 2012,

BESLIST

De verlenging van 1 januari tot 30 juni 2012 van de Strategisch Veiligheids-en Preventieplan 2007-2010 van de Gemeente Etterbeek goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

**Ontwerp-Strategisch Veiligheids-en Preventieplan  
ETTERBEEK: SVPP Etterbeek 01/01/12-30/06/12  
Periode: 01-01-2012-30-06-2012**

Tussen enerzijds :

de Staat vertegenwoordigd door de Minister van Binnenlandse Zaken, gevestigd in de Wetstraat 2 te 1000 Brussel, verder "de Staat" genoemd,

En anderzijds :

De gemeente ETTERBEEK, vertegenwoordigd door de Gemeenteraad, waarvoor optreden de Heer Vincent DE WOLF , Burgemeester en de Heer Christian DEBATY, Gemeentesecretaris, en die handelen in uitvoering van de zitting van de Gemeenteraad van , en die verder "de gemeente" worden genoemd .

Handelend in uitvoering van de beslissing van de Ministerraad van 23 december 2011

Wordt afgesproken wat volgt :

Algemene bepalingen

1. Op basis van dit strategisch veiligheids- en preventieplan en rekening houdend met de bepalingen in het Ministerieel Besluit van uitvoering en onder voorbehoud van de beschikbare kredieten, wordt een bedrag van 113.686,00 EUR toegekend aan de gemeente Etterbeek.
2. Dit strategisch veiligheids- en preventieplan treedt in werking op 1 januari 2012 en eindigt op 30 juni 2012.
3. De lokale overheden verbinden er zich toe de subsidies van de federale Staat zo doeltreffend en efficiënt mogelijk te besteden, conform de voorschriften van het besluit van 28 december 2011 en op verzoek alle mogelijke uitleg over de aanwending van de subsidies te verstrekken. Zij aanvaarden iedere controle en zullen er hun medewerking aan verlenen.

1 DISPOSITIEF COÖRDINATIE

1.1 Algemene doelstellingen

1.1.1 Tot stand brengen, bevorderen en besturen van een lokaal geïntegreerd en integraal veiligheidsbeleid

1.1.2 Aanwenden van het strategisch veiligheids- en preventieplan

1.2 Strategische doelstellingen

1.2.1 Een goede administratieve, logistieke en financiële werking van het plan en opvolging met de subsidiërende autoriteiten verzekeren

Operationele doelstellingen

De adequate vorming van het personeel verzekeren.

Te verwachten resultaten

Het uitwerken van een adequaat opleidingsprogramma gedurende de hele looptijd van het plan.

Indicatoren

Het bestaan van een opleidingsprogramma gedurende de hele looptijd van het plan: ja - neen.

Het bestaan van een procedure betreffende de keuze van de opleidingen gedurende de hele looptijd van het plan : ja - neen.

Aantal gevolgde opleidingen per jaar  $\geq$  1/persoon.

De investeringen realiseren die noodzakelijk zijn voor het verloop van de

initiatieven voorzien in het plan.

Te verwachten resultaten

Realisatie van de noodzakelijke investeringen binnen het inschrijvingsjaar van de begroting.

Indicatoren

Aantal gerealiseerde investeringen/Aantal voorziene investeringen = 100%.

De terbeschikkingstelling van lokalen verzekeren.

Te verwachten resultaten

Ter beschikking stellen van de lokalen gedurende de hele looptijd van het plan.

Indicatoren

Het bestaan van adequate lokalen gedurende de hele looptijd van het plan : ja - neen.

Een boekhouding en opvolging uitwerken specifiek voor het plan.

Te verwachten resultaten

Realisatie van een specifiek boekhoudingsysteem gedurende de hele looptijd van het plan.

Realisatie van een uitgavenstaat op korte, middellange en lange termijn gedurende de hele looptijd van het plan.

Indicatoren

Het bestaan van een typisch boekhoudingsysteem gedurende de hele looptijd van het plan: ja - neen.

Het bestaan van een specifiek budgetartikel voor het plan : ja - neen.

De communicatie met de subsidiërende overheid verzekeren.

Te verwachten resultaten

Overdracht van alle informatie aangaande het plan aan de subsidiërende overheden. Indicatoren

Effectieve overdracht van alle inlichtingen betreffende het plan aan de

subsidiërende overheid binnen de maand : ja - neen.

Kennis van de richtlijnen opgesteld door de subsidiërende overheid : ja - neen.

1.2.2 Een samenwerkingsverband tussen de verschillende lokale preventie-acties en een afstemming met de zonale politionele preventie verzekeren

Operationele doelstellingen

Coördinatiestructuren eigen aan het plan uitwerken.

Te verwachten resultaten

Samenstelling van de Consultatieve Preventieraad (CPR) en 1 maal/jaar vergadering.

Vorbereiding en opvolging van de Consultatieve Preventieraad.

Samenstelling van het Pilotcomité.

Vorbereiding en opvolging van het Pilotcomité.

Indicatoren

Respecteren van de reglementaire richtlijnen aangaande de oprichting van de CPR : ja - neen

Aantal jaarlijkse vergaderingen van de CPR  $\geq 1$

Het bestaan en opsturen van een dagorde van de CPR aan de deelnemers binnen de 3 weken voorafgaand aan de bijeenkomst: ja - neen

Verslag van de vergaderingen van de CPR is opgemaakt en opgestuurd naar de deelnemers: ja - neen ;

Naleven van de reglementaire richtlijnen aangaande de oprichting van het Pilotcomité: ja - neen

Aantal verslagen van het Pilotcomité  $\geq 3$

Deelnemen aan bestaande overlegstructuren.

Te verwachten resultaten

Organiseren van maandelijkse interne vergaderingen gedurende de hele looptijd van het plan.

Indicatoren

Aantal interne maandelijkse vergaderingen  $\geq 10$ /jaar

Adequate en relevante partnerships tot stand brengen.

Te verwachten resultaten

Ontwikkeling van een netwerk van partners gedurende de hele looptijd van het plan.

Indicatoren

Het bestaan van een netwerk van partners gedurende de hele looptijd van het plan : ja - neen.

1.2.3 Een permanent evaluatieproces van het plan verzekeren Operationele doelstellingen

Begeleidings- en opvolgingsinstrumenten uitwerken.

Te verwachten resultaten

Het realiseren van begeleidings- en opvolgingsinstrumenten gedurende de hele looptijd van het plan.

Bijwerken van de boordtabellen die door de subsidiërende overheid ter beschikking werden gesteld.

Uitwerken van rapporten die in overeenstemming zijn met de voorgeschreven richtlijnen.

Indicatoren

Het bestaan van begeleidings- en opvolgingsinstrumenten gedurende de hele looptijd van het plan : ja – neen.

Uitwerking van boordtabellen rekening houdende met de voorgeschreven richtlijnen(termijn, vorm, structuur, inhoud) : ja – neen

Jaarlijkse uitwerking van een stand van zaken betreffende de lokale veiligheidsdiagnostiek : ja - neen.

Opvolging en bijwerking van de Lokale Veiligheidsdiagnostiek (LVD).

Te verwachten resultaten

jaarlijkse actualisering van de LVD.

Indicatoren

Jaarlijkse uitwerking van een stand van zaken betreffende de LVD: ja- neen.

Overlegstructuren installeren eigen aan de evaluatie.

Te verwachten resultaten

Installeren van interne semestriële vergaderingen betreffende evaluatie gedurende de hele looptijd van het plan.

Indicatoren

Aantal jaarlijkse vergaderingen betreffende evaluatie  $\geq 2$ .

1. 2.4 Verzekeren van informatie naar de bevolking

Operationele doelstellingen

Specifieke communicatie-instrumenten ontwikkelen betreffende de initiatieven genomen op het lokale niveau op het gebied van preventie

Te verwachten resultaten

Opmaak van een stand van zaken betreffende de steun/kanalen van communicatie die er bestaan op het lokale niveau.

Rationeel gebruik van de verschillende communicatiekanalen.

Indicatoren

Het bestaan van een stand van zaken betreffende de steun/kanalen van communicatie die er bestaan op het lokale niveau : ja - neen.

Een zichtbaarheid van de preventiediensten verzekeren.

Te verwachten resultaten

Specifieke identificatie van de gemeentelijke preventiedienst te midden van de andere gemeentelijke diensten.

Indicatoren

Plaats en statuut van de preventiedienst binnen het gemeentelijk organigram.

Het bestaan van brochures van de preventiedienst gedurende de hele looptijd van het plan : ja – neen.

Het bestaan van een internetsite gedurende de hele looptijd van het plan: ja – neen.

Zichtbaarheid van het gebouw van de preventiedienst.

## 2 INBRAAK

In 2003-2004 had de categorie diefstal de overhand in de inbreuken die in Etterbeek worden vastgesteld. Deze categorie komt overeen met 50 % van alle processen-verbaal. In deze categorie komt inbraak overeen met 21%.

Uit de Veiligheidsmonitor blijkt dat 62 % van de ondervraagde personen vinden dat « inbraak in woningen » een probleem is in hun wijk. Bovendien denkt, een vierde van de ondervraagde personen dat ze slachtoffer zouden kunnen worden van zo'n « Inbraak in woningen » in de twaalf maanden volgend op de enquête van de Veiligheidsmonitor.

Het risico van het plegen van een dergelijke inbreuk kan eveneens als verhoogd worden beschouwd omwille van de bebouwingsdichtheid in Etterbeek.

Binnen het Veiligheids- en Preventiecontract treden het Preventiehuis en de Gemeenschapswachten op met betrekking tot dit fenomeen.

Het Preventiehuis verzekert de permanenties, het technopreventief advies en organiseert bezoeken aan huis.

De gemeenschapswachten verzekeren op hun beurt een ontradende aanwezigheid op het grondgebied. Deze agenten patrouilleren op het gehele grondgebied van de

gemeente en geven preventieve tips aan de bevolking.

## 2.1 Algemene doelstellingen

### 2.1.1 Voorkomen, beperken en opsporen van inbraak

## 2.2 Strategische doelstellingen

### 2.2.1 Inwerken op de criminogene omstandigheden en omgeving.

#### Operationele doelstellingen

De bevolking informeren over inbraakpreventie .

Te verwachten resultaten

Een zo groot mogelijke groep van de bevolking krijgt informatie inzake inbraakpreventie.

Indicatoren

het bestaan van minimum 2 verschillende informatiekanalen/dragers per jaar (zoals affiches, folders, persartikels ...): ja – neen.

>Na de inbreuk technopreventieve bezoeken brengen aan de slachtoffers die dit wensen.

Te verwachten resultaten

Zoveel mogelijk inwoners, die er een aanvraag voor hebben ingediend, hebben een technopreventief bezoek gekregen binnen de 2 weken volgend op de aanvraag.

Indicatoren

90% van de inwoners, die er een aanvraag voor hebben ingediend, hebben een technopreventief bezoek gekregen binnen de 2 weken volgend op de aanvraag.

Het brengen van technopreventieve bezoeken aan de inwoners die het wensen.

Te verwachten resultaten

Zoveel mogelijk inwoners, die er een aanvraag voor hebben ingediend, hebben een technopreventief bezoek gekregen binnen de 2 weken volgend op de aanvraag.

Indicatoren

90% van de inwoners, die er een aanvraag voor hebben ingediend, hebben een technopreventief bezoek gekregen binnen de 2 weken volgend op de aanvraag.

Het gebruik van adequate pedagogische instrumenten voor de bevolking.

Te verwachten resultaten

Terbeschikkingstelling van pedagogische instrumenten in verband met technopreventie tijdens de hele looptijd van het plan.

Indicatoren

Het bestaan van minimum 2 pedagogische instrumenten in verband met technopreventie tijdens de hele looptijd van het plan : ja – neen.

### 2.2.2 De risicogedragingen doen afnemen.

#### Operationele doelstellingen

Verzekeren van een ontradende aanwezigheid op het grondgebied van de gemeente.

Te verwachten resultaten

Dagelijkse ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachten op het veld.

Indicatoren

Aantal patrouille-uren van de gemeenschapswachten op het grondgebied  $\geq 30$  uren/dag.

### 2.2.3 Ontraden van potentiële plegers van inbreuken.

#### Operationele doelstellingen

Voorzien van een aanwezigheid op het veld op de plaatsen die als « gevoelig » worden beschouwd».

Te verwachten resultaten

Regelmatische ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachten op de plaatsen die als « gevoelig » worden beschouwd.

Indicatoren

Aantal patrouille-uren van de gemeenschapswachten op de plaatsen die als « gevoelig » worden beschouwd  $\geq 100$  u/jaar.

### 2.2.4 Een geïntegreerde en integrale aanpak bevorderen.

#### Operationele doelstellingen

Deelname aan bestaande overlegstructuren met de diverse partners/beroepsmensen die bij dit fenomeen betrokken zijn.

Te verwachten resultaten

Regelmatische deelname van de technopreventief adviseur aan platformen die gericht zijn op de problematiek .

Indicatoren

De technopreventief adviseur heeft deelgenomen aan 60 % van de platformen die gericht zijn op het fenomeen : ja – neen

Oprichting van partnerschappen die gericht zijn op het fenomeen.

Te verwachten resultaten

Oprichting van een partnerschap, gericht op de problematiek, met de

politiediensten tijdens de hele looptijd van het plan.

Indicatoren

Het bestaan van een partnerschap, gericht op het fenomeen, met de politiediensten tijdens de hele looptijd van het plan : ja - neen.

Aantal strategische vergaderingen, gericht op het fenomeen, met de politiediensten >of = 9/jaar.

Sensibiliseren van het gemeente- en politiepersoneel bevoegd voor dit fenomeen.

Te verwachten resultaten

Regelmatige overdracht van de verslagen van de gemeenschapswachten betreffende dit fenomeen aan de bevoegde gemeente- en politiediensten.

Indicatoren

90 % van de verslagen van de gemeenschapswachten betreffende dit fenomeen worden overgemaakt aan de bevoegde gemeente- en politiediensten.

### 3 DIEFSTAL MET LIST

De categorie « Diefstal met list » zit onder « Andere diefstallen ». Deze categorie « Andere diefstallen » komt overeen met 12% van de misdrijven die in 2004 door de politiezone in Etterbeek werden vastgesteld.

Bovendien denken 29% van de personen die in 2006 door de Veiligheidsmonitor werden ondervraagd dat zij het slachtoffer zouden kunnen zijn van een dergelijk feit van « diefstal » gedurende de twaalf maanden volgend op de enquête.

Binnen het Veiligheids- en Preventiecontract, treedt het Preventiehuis op met betrekking tot dit fenomeen. Het Preventiehuis poogt dit fenomeen te bestrijden door preventieve tips te geven aan de getroffen bevolking door de gepaste pedagogische instrumenten uit te delen.

3.1 Algemene doelstellingen

3.1.1 Voorkomen, beperken en opsporen van diefstal met list

3.2 Strategische doelstellingen

3.2.1 De risicogedragingen doen afnemen

Operationele doelstellingen

Verstrekken van informatie over de adequate maatregelen en gedragingen aan een bejaard publiek .

Te verwachten resultaten

Oprichting van informatiesessies, gericht op de diefstal met list, voor een bejaard publiek tijdens de hele looptijd van het plan.

Indicatoren

Het bestaan van informatiesessies, gericht op de diefstal met list, voor een bejaard publiek tijdens de hele looptijd van het plan : ja - neen.

Aantal informatiesessies, gericht op de diefstal met list, voor een bejaard publiek <sup>3</sup> 2/jaar .

Het gebruik van adequate pedagogische instrumenten voor bejaarden.

Te verwachten resultaten

Terbeschikkingstelling van pedagogische instrumenten, in verband met diefstal met list, aan bejaarden tijdens de hele looptijd van het plan.

Indicatoren

Het bestaan van minimum 2 pedagogische instrumenten voor bejaarden in verband met diefstal met list tijdens de hele looptijd van het plan : ja - neen.

3.2.2 Een geïntegreerde en integrale aanpak bevorderen

Operationele doelstellingen

Oprichting van partnerschappen gericht op de problematiek.

Te verwachten resultaten

Oprichting van een partnerschap, gericht op het fenomeen, met de politiediensten tijdens de hele looptijd van het plan.

Indicatoren

Het bestaan van een partnerschap, gericht op het fenomeen, met de politiediensten tijdens de hele looptijd van het plan: ja - neen.

Aantal strategische vergaderingen, gericht op het fenomeen, met de politiediensten <sup>3</sup> 2/jaar.

### 4 AFPERSING

17% van de personen die in 2006 door de Veiligheidsmonitor werden ondervraagd vinden dat zij het slachtoffer zouden kunnen zijn van « diefstal met geweld of bedreiging » gedurende de twaalf maanden volgend op de enquête.

Het zou misschien ook interessant kunnen zijn om te benadrukken dat deze categorie « Afpersing », die onder « Diefstal met geweld » valt, een prioriteit vormt voor de Politiezone.

Het lijkt relevant om rekening te willen houden met deze categorie « Afpersing », die valt onder « diefstal met geweld» gelet op het aantal inwoners van Etterbeek, maar ook volgens het aantal schoolinstellingen (bijna 50) en dus het aantal leerlingen (ongeveer 10.000) die elke dag aanwezig zijn in de gemeente.

Binnen het Veiligheids- en Preventiecontract, treden het Preventiehuis en de Gemeenschapswachten op met betrekking tot dit fenomeen.

Het Preventiehuis geeft informatiesessies over dit fenomeen.

De gemeenschapswachten zorgen op hun beurt voor een ontradende en geruststellende aanwezigheid in de omgeving van de scholen. Zij zijn elke ochtend aanwezig in de omgeving van zoveel mogelijk scholen, alsook, voor zover mogelijk, tijdens de middagpauze en bij het beëindigen van de lessen.

#### 4.1 Algemene doelstellingen

##### 4.1.1 Voorkomen, beperken en opsporen van afpersing.

##### 4.2 Strategische doelstellingen

###### 4.2.1 De risicogedragingen doen afnemen

###### Operationele doelstellingen

Verstrekken van informatie over de adequate gedragingen aan een publiek dat bij dit fenomeen betrokken is.

Te verwachten resultaten

Oprichting van informatiesessies over de adequate gedragingen voor alle geïnteresseerde personen of betrokkenen tijdens de hele looptijd van het plan.

Voor elke situatie die als mogelijk problematisch wordt beschouwd, het geven van preventieve tips door de gemeenschapswachten in de omgeving van en op weg naar school tijdens de hele looptijd van het plan.

Terbeschikkingstelling van informatie met betrekking tot het fenomeen

Indicatoren

Het bestaan van informatiesessies over de adequate gedragingen voor alle geïnteresseerde personen of personen die met het fenomeen betrokken zijn tijdens de hele looptijd van het plan: ja – neen.

Aantal informatiesessies gericht op afpersing voor een publiek dat met het fenomeen betrokken is <sup>3</sup> 2/jaar

Op basis van de verslagen van de gemeenschapswachten hebben 90 % van de situaties die als mogelijk problematisch werden beschouwd, het voorwerp uitgemaakt van een preventief advies inzake afpersing dat door de gemeenschapswachten werd verstrekt in de omgeving van en op de weg naar school

Het verwezenlijken van documentatie met betrekking tot het fenomeen.

Het bestaan van documentatie met betrekking tot het fenomeen

###### 4.2.2 Ontraden van potentiële plegers van inbreuken Operationele doelstellingen

Een ontradende aanwezigheid verzekeren op de weg naar school en in de omgeving van de school

Te verwachten resultaten

Dagelijkse ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachten in de omgeving van de school en op de weg naar school .

Indicatoren

Aantal patrouille-uren van de gemeenschapswachten in de omgeving van de school en op de weg naar school  $\geq 15$ u/dag

Voorzien van een aanwezigheid op het veld op de plaatsen die als « gevoelig » worden beschouwd

Te verwachten resultaten

Regelmatige ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachten op de plaatsen die als « gevoelig » worden beschouwd.

Indicatoren

Aantal patrouille-uren van de gemeenschapswachten op de plaatsen die als « gevoelig » worden beschouwd  $\geq 100$  u/jaar.

###### 4.2.3 De negatieve gevolgen die gepaard gaan met het slachtofferschap doen afnemen

###### Operationele doelstellingen

Informatie verstrekken aan de slachtoffers van afpersing.

Te verwachten resultaten

Oprichting van informatiesessies voor de slachtoffers van afpersing tijdens de hele looptijd van het plan.

Indicatoren

Het bestaan van informatiesessies voor de slachtoffers van afpersing tijdens de hele looptijd van het plan: ja – neen.

Aantal informatiesessies voor de slachtoffers van afpersing  $>$  of  $= 2$ /jaar.



Het verwezenlijken en ter beschikking stellen van een adequaat pedagogisch instrument voor de slachtoffers van afpersing

Te verwachten resultaten

Verwezenlijken van een vademecum preventie van het fenomeen en slachtofferhulp.

Ter beschikking stellen van het vademecum aan de slachtoffers van het fenomeen.

Indicatoren

Effectieve verwezenlijking van een vademecum preventie van het fenomeen en slachtofferhulp : ja - neen

Effectieve terbeschikkingstelling van het vademecum aan de slachtoffers van het fenomeen : ja - neen

De slachtoffers van afpersing doorverwijzen naar de bevoegde diensten.

Te verwachten resultaten

Een optimaal aantal doorverwijzingen van de slachtoffers van afpersing naar de bevoegde diensten

Indicatoren

90 % van de slachtoffers van afpersing werden doorverwezen naar de bevoegde diensten .

4.2.4 Een geïntegreerde en integrale aanpak bevorderen

Operationele doelstellingen

Oprichting van partnerschappen gericht op het fenomeen.

Te verwachten resultaten

Oprichting van een partnerschap, gericht op het fenomeen, met de politiediensten tijdens de hele looptijd van het plan.

Indicatoren

Het bestaan van een partnerschap, gericht op het fenomeen, met de politiediensten tijdens de hele looptijd van het plan : ja - neen.

Aantal strategische vergaderingen, gericht op het fenomeen, met de politiediensten  $\geq 9$ /jaar.

Het gemeente- en politiepersoneel sensibiliseren voor het fenomeen.

Te verwachten resultaten

Regelmatige overdracht van de verslagen van de gemeenschapswachten over dit fenomeen aan de bevoegde gemeente- en politiediensten.

Indicatoren

90 % van de verslagen van de gemeenschapswachten over dit fenomeen worden overgemaakt aan de bevoegde gemeente- en politiediensten.

## 5 DIEFSTAL VAN EN UIT VOERTUIGEN

In 2003-2004 heeft de categorie diefstal de overhand in de misdrijven die in Etterbeek worden vastgesteld. Deze categorie komt overeen met 50 % van alle processen-verbaal. In deze categorie komen de diefstallen van en uit voertuigen overeen met 35%.

De categorie « Diefstal van en uit voertuigen » verzamelt in 2006 845 feiten in Etterbeek en vormt tevens een prioriteit voor de politiezone.

Het is belangrijk om op te merken dat 64% van de door de Veiligheidsmonitor ondervraagde Etterbeekenaars van mening zijn dat de categorie « Diefstal uit voertuigen » een probleem is in hun wijk. Ze komt zo op de tweede plaats van het klassemment van de wijkproblemen.

De gegevens uit de Veiligheidsmonitor vermelden dat 40 % van de ondervraagde personen van mening zijn dat « Diefstal uit voertuigen » een probleem is in hun wijk. Ze plaatst deze categorie op de achtste plaats van de tien meest voorkomende wijkfenomenen.

Binnen het Veiligheids- en Preventiecontract, treden de gemeenschapswachten op met betrekking tot dit fenomeen.

De gemeenschapswachten verzekeren op hun beurt een ontradende aanwezigheid op het grondgebied. Deze agenten patrouilleren op het gehele grondgebied van de gemeente en geven preventieve tips aan de bevolking.

### 5.1 Algemene doelstellingen

5. 1.1 Voorkomen, beperken en opsporen van de diefstallen van en uit voertuigen

### 5.2 Strategische doelstellingen

5.2.1 De risicogedragingen doen afnemen

Operationele doelstellingen

De bestuurders informeren over het goede gedag dat moet worden aangenomen inzake diefstal van en uit voertuigen

Te verwachten resultaten

Opzetten van informatiecampagnes voor de bestuurders over het goede gedrag dat

moet worden aangenomen inzake diefstallen van en uit voertuigen tijdens de hele looptijd van het plan.

Voor elke situatie die als mogelijk problematisch wordt beschouwd, kunnen de gemeenschapswachten tijdens de hele looptijd van het plan preventief advies verstrekken.

Indicatoren

Opzetten van informatiecampagnes voor de bestuurders met betrekking tot het goede gedrag dat moet worden aangenomen inzake de diefstallen van en uit voertuigen tijdens de hele looptijd van het plan : ja – neen.

90 % van de beoogde bestuurders werden geïnformeerd over het goede gedrag dat moet worden aangenomen inzake diefstallen van en uit voertuigen.

Op basis van de verslagen van de gemeenschapswachten, hebben 90 % van de situaties die als mogelijk problematisch werden vastgesteld, het voorwerp uitgemaakt van preventief advies, verstrekt door de gemeenschapswachten, inzake diefstal van en uit voertuigen.

Het gebruik van adequate pedagogische instrumenten voor de bestuurders.

Te verwachten resultaten

Terbeschikkingstelling van pedagogische instrumenten, in verband met het beoogde fenomeen, aan de bestuurders.

Indicatoren

Het bestaan van minimum 2 pedagogische instrumenten voor de bestuurders in verband met het fenomeen : ja – neen.

5.2.2 Ontraden van potentiële plegers van inbreuken

Operationele doelstellingen

Verzekeren van een ontradende aanwezigheid op het veld.

Te verwachten resultaten

Dagelijkse ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachten op het veld.

Indicatoren

Aantal patrouille-uren van de gemeenschapswachten op het veld > of = 30 u/dag.

Voorzien van een aanwezigheid op het veld op de plaatsen die als « gevoelig » worden beschouwd.

Te verwachten resultaten

Regelmatige ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachten op de plaatsen die als « gevoelig » worden beschouwd.

Indicatoren

Aantal patrouille-uren van de gemeenschapswachten op de plaatsen die als « gevoelig » worden beschouwd > of = 100u/jaar.

5.2.3 Een geïntegreerde en integrale aanpak bevorderen

Operationele doelstellingen

Oprichting van partnerschappen die gericht zijn op het fenomeen.

Te verwachten resultaten

Oprichting van een partnerschap, gericht op de problematiek, met de politiediensten tijdens de hele looptijd van het plan.

Indicatoren

Het bestaan van een partnerschap, gericht op het fenomeen, met de politiediensten tijdens de hele looptijd van het plan: ja – neen.

Aantal strategische vergaderingen, gericht op het fenomeen, met de politiediensten > of = 9/jaar.

Sensibiliseren van het gemeentepersoneel bevoegd voor het fenomeen.

Te verwachten resultaten

Regelmatige overdracht van de verslagen van de gemeenschapswachten betreffende dit fenomeen aan de bevoegde gemeentediensten.

Indicatoren

99 % van de verslagen van de gemeenschapswachten betreffende dit fenomeen worden overgemaakt aan de bevoegde gemeentediensten: ja-neen.

## 6 GAUWDIEFSTAL

Op het gebied van de cijfers van de Politiezone voor 2004 in Etterbeek, vertegenwoordigt de categorie « Gauwdiefstal » 3% van de misdrijven, en klasseert zich als dusdanig op de 7de plaats van de tien meest waargenomen processen-verbaal, alle categorieën inbegrepen. Uit analyse van de categorie « Diefstallen » blijkt dat de categorie « Gauwdiefstal » overeenkomt met 7% van de inbreuken die voor alle « Diefstallen » worden vastgesteld.

Etterbeek is een gemeente met een hoge bevolkingsstroom, in het bijzonder te voet (inwoners of werknemers), met handelskernen, veel schoolinstellingen (bijna 50) en dus leerlingen (ongeveer 10.000), twee markten op twee dagen en een vast openbaar vervoersnetwerk. In zo'n mobiliteitscontext blijkt het dat de

« Gauwdiefstal » een essentiële prioriteit blijft.

Binnen het Veiligheids- en Preventiecontract, treden de gemeenschapswachten op met betrekking tot dit fenomeen.

De gemeenschapswachten verzekeren op hun beurt een ontradende aanwezigheid op het grondgebied. Deze agenten patrouilleren op het gehele grondgebied van de gemeente en geven preventieve tips aan de bevolking.

#### 6.1 Algemene doelstellingen

##### 6.1.1 Voorkomen, beperken en opsporen van gauwdiefstal

##### 6.2 Strategische doelstellingen

##### 6.2.1 De risicogedragingen doen afnemen

###### Operationele doelstellingen

De bevolking informeren over het goede gedrag dat moet worden aangenomen inzake gauwdiefstal.

Te verwachten resultaten

Opzetten van informatiecampagnes voor de bevolking over het goede gedrag dat moet worden aangenomen inzake gauwdiefstal tijdens de hele looptijd van het plan.

Voor elke situatie die als mogelijk problematisch wordt beschouwd, kunnen de gemeenschapswachten tijdens de hele looptijd van het plan preventief advies verstrekken.

Indicatoren

Oprichting van informatiecampagnes voor de bevolking over het goede gedrag dat moet worden aangenomen inzake gauwdiefstal tijdens de hele looptijd van het plan: ja – neen.

90 % van de betrokken bevolking werd geïnformeerd over de juiste gedragingen die moet worden aangenomen inzake gauwdiefstal.

Op basis van de verslagen van de gemeenschapswachten, hebben 90 % van de situaties die als mogelijk problematisch werden vastgesteld, het voorwerp uitgemaakt van preventief advies, verstrekt door de gemeenschapswachten, inzake gauwdiefstal.

Het gebruik van adequate pedagogische instrumenten voor de bevolking.

Te verwachten resultaten

Terbeschikkingstelling van pedagogische instrumenten, in verband met het beoogde fenomeen, aan de bevolking.

Indicatoren

Het bestaan van minimum 2 pedagogische instrumenten voor de bevolking in verband met het fenomeen : ja – neen .

##### 6.2.2 Ontraden van potentiële plegers van inbreuken

###### Operationele doelstellingen

Verzekeren van een ontradende aanwezigheid op het veld.

Te verwachten resultaten

Dagelijkse ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachten op het veld.

Indicatoren

Aantal patrouille-uren van de gemeenschapswachten op het veld > of = 30 u/dag.

Voorzien van een aanwezigheid op het veld op de plaatsen die als « gevoelig » worden beschouwd.

Te verwachten resultaten

Regelmatische ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachten op de plaatsen die als « gevoelig » worden beschouwd.

Indicatoren

Aantal patrouille-uren van de gemeenschapswachten op de plaatsen die als « gevoelig » worden beschouwd > of = 100u/jaar.

##### 6.2.3 Een geïntegreerde en integrale aanpak bevorderen

###### Operationele doelstellingen

Oprichting van partnerschappen die gericht zijn op het fenomeen.

Te verwachten resultaten

Oprichting van een partnerschap, gericht op de problematiek, met de politiediensten tijdens de hele looptijd van het plan.

Indicatoren

Het bestaan van een partnerschap, gericht op het fenomeen, met de politiediensten tijdens de hele looptijd van het plan: ja – neen.

Aantal strategische vergaderingen, gericht op het fenomeen, met de politiediensten > of = 9/jaar.

Sensibiliseren van het gemeentepersoneel bevoegd voor het fenomeen.

Te verwachten resultaten

Regelmatische overdracht van de verslagen van de gemeenschapswachten betreffende dit fenomeen aan de bevoegde gemeentediensten.

Indicatoren

99 % van de verslagen van de gemeenschapswachten betreffende dit fenomeen worden overgemaakt aan de bevoegde gemeentediensten: ja-neen.

## 7 GEWELD IN HET OPENBAAR VERVOER

Op het grondgebied van Etterbeek werden er door de Politiezone 206 misdrijven geregistreerd (hetzij 47% van de misdrijven in het openbaar vervoer in de Politiezone in 2006). Dit cijfer moet nochtans genuanceerd worden want ze bevatten het geheel van misdrijven in het openbaar vervoer en niet alleen de misdrijven van het « Geweld in het openbaar vervoer ».

Voor wat de gegevens 2006 afkomstig van de MIVB betreft, stellen ze 118 incidenten voor die op het openbaar vervoernetwerk plaatsgevonden hebben, waarvan 101 in de metrostations van de gemeente. De categorie « Fysieke integriteit » opgemaakt door de MIVB, en dat onder de rubriek « Geweld in het openbaar vervoer », kan geplaatst worden, somt 15% van het geheel van de incidenten op (18 misdrijven) vastgesteld door de MIVB op het netwerk in Etterbeek.

Ten slotte, gelet op het aantal schoolinstellingen, over de bevolkingsstroom, het belang van het metrostation Merode en de aanwezigheid van de metrostations Montgomery en Schuman aan de rand van Etterbeek, blijkt de categorie « Geweld in het openbaar vervoer » prioritair te zijn.

Binnen het Veiligheids- en Preventiecontract, treden de gemeenschapswachten op met betrekking tot dit fenomeen.

De gemeenschapswachten verzekeren op hun beurt een ontradende aanwezigheid op het grondgebied. Deze agenten patrouilleren op het gehele grondgebied van de gemeente en geven preventieve tips aan de bevolking.

### 7.1 Algemene doelstellingen

7.1.1 Voorkomen, beperken en opsporen van het geweld in het openbaar vervoer

### 7.2 Strategische doelstellingen

7.2.1 De risicogedragingen doen afnemen

#### Operationele doelstellingen

Verstrekken van informatie over de adequate gedragingen aan een publiek dat bij dit fenomeen betrokken is.

Te verwachten resultaten

Voor elke situatie die als mogelijk problematisch wordt beschouwd, het geven van preventieve tips door de gemeenschapswachten tijdens de hele looptijd van het plan.

Indicatoren

Op basis van de verslagen van de gemeenschapswachten hebben 90 % van de situaties die als mogelijk problematisch werden beschouwd, het voorwerp uitgemaakt van een preventief advies inzake geweld in het openbaar vervoer dat door de gemeenschapswachten werd verstrekt.

7.2.2 Ontraden van potentiële plegers van inbreuken

#### Operationele doelstellingen

Verzekeren van een ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachten op het veld.

Te verwachten resultaten

Dagelijkse ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachten op het veld.

Indicatoren

Aantal patrouille-uren van de gemeenschapswachten op het veld > of = 30 u/dag. Voorzien van een aanwezigheid op het veld op de plaatsen die als « gevoelig » worden beschouwd.

Te verwachten resultaten

Regelmatige ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachten op de plaatsen die als « gevoelig » worden beschouwd.

Indicatoren

Aantal patrouille-uren van de gemeenschapswachten op de plaatsen die als « gevoelig » worden beschouwd > of = 100u/jaar.

7.2.3 Een geïntegreerde en integrale aanpak bevorderen

#### Operationele doelstellingen

Oprichting van partnerschappen die gericht zijn op het fenomeen.

Te verwachten resultaten

Oprichting van een partnerschap, gericht op de problematiek, met de politiediensten tijdens de hele looptijd van het plan.

Indicatoren

Het bestaan van een partnerschap, gericht op het fenomeen, met de politiediensten tijdens de hele looptijd van het plan: ja – neen.

Aantal strategische vergaderingen, gericht op het fenomeen, met de politiediensten > of = 9/jaar.

Sensibiliseren van het gemeentepersoneel bevoegd voor het fenomeen.

Te verwachten resultaten

Regelmatige overdracht van de verslagen van de gemeenschapswachten betreffende dit fenomeen aan de bevoegde gemeentediensten.

Indicatoren

99 % van de verslagen van de gemeenschapswachten betreffende dit fenomeen worden overgemaakt aan de bevoegde gemeentediensten: ja-neen.

## 8 SOCIALE OVERLAST

Wij kunnen benadrukken dat deze categorie « Sociale overlasten » overeenkomt met 42% van de incidenten, vastgesteld door de MIVB op haar netwerk in Etterbeek in 2006. Het belang van dit fenomeen kan nog worden bevestigd door de Veiligheidsmonitor. Bovendien brengt de enquête van de Veiligheidsmonitor aan het licht dat er 7 problemen op 10, in de wijk, in Etterbeek een verband hadden met de « Sociale overlasten ».

Voor 2006 blijkt uit de vaststellingen van de gemeenschapswachten, de nachtstewards en de parkwachters dat sociale overlasten veel voorkomen.

Onder de sociale overlasten kunnen naar voren gebracht worden : sluikstortingen, vandalisme en de samenscholingen, afhankelijk van het gedrag van de samenscholende personen. Deze drie ondercategorieën vallen min of meer op, zowel door de feiten en vaststellingen via de Veiligheidsmonitor, de misdrijven geregistreerd door de zonale politie als door de klachten van de inwoners en het werk van de gemeenschapswachten, parkwachters en nachtstewards.

Binnen het Veiligheids- en Preventiecontract, treden de gemeenschapswachten op met betrekking tot dit fenomeen.

De gemeenschapswachten verzekeren op hun beurt een ontradende aanwezigheid op het grondgebied. Deze agenten patrouilleren op het gehele grondgebied van de gemeente en geven preventieve tips aan de bevolking.

### 8.1 Algemene doelstellingen

8.1.1 Voorkomen, beperken en opsporen van de sociale overlasten

### 8.2 Strategische doelstellingen

8.2.1 Ontraden van potentiële plegers van inbreuken

Operationele doelstellingen

Verzekeren van een ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachten op het veld.

Te verwachten resultaten

Dagelijkse ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachten op het veld.

Indicatoren

Aantal patrouille-uren van de gemeenschapswachten op het veld > of = 30 u/dag.

Voorzien van een aanwezigheid op het veld op de plaatsen die als « gevoelig » worden beschouwd.

Te verwachten resultaten

Regelmatige ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachten op de plaatsen die als « gevoelig » worden beschouwd.

Indicatoren

Aantal patrouille-uren van de gemeenschapswachten op de plaatsen die als « gevoelig » worden beschouwd > of = 100u/jaar.

8.2.2 Een geïntegreerde en integrale aanpak bevorderen

Operationele doelstellingen

Oprichting van partnerschappen die gericht zijn op het fenomeen.

Te verwachten resultaten

Oprichting van een partnerschap, gericht op de problematiek, met de politiediensten tijdens de hele looptijd van het plan.

Indicatoren

Het bestaan van een partnerschap, gericht op het fenomeen, met de politiediensten tijdens de hele looptijd van het plan: ja - neen.

Aantal strategische vergaderingen, gericht op het fenomeen, met de politiediensten > of = 9/jaar.

## 9. DRUGSGEREALTEERDE OVERLAST

Zie TRANSIT- overeenkomst.

### 9.1 Algemene doelstellingen

9.1.1 Voorkomen, beperken en opsporen van de drugsgerelateerde overlast

## 9.2 Strategische doelstellingen

### 9.2.1 Een integrale en geïntegreerde aanpak bevorderen

#### Operationele doelstellingen

Verzekeren van een samenwerking met het Transit-project (dringend onthaal en onderdak voor druggebruikers).

#### Te verwachten resultaten

Naleving van alle verplichtingen die worden vermeld in het kader van de samenwerkingsovereenkomst met Transit.

#### Indicatoren

Aantal nageleefde verplichtingen ten laste van de gemeente, in het kader van de samenwerkingsovereenkomst met Transit (jaarlijkse naleving van alle voorziene verplichtingen).

Bevorderen van de uitwisseling van goede praktijken tussen gemeentelijke professionals inzake drugspreventie (ondersteuning van het project Lokale Drugscoördinatie Brussel).

#### Te verwachten resultaten

Jaarlijkse financiële bijdrage aan de oprichting van het Transit-project

#### Indicatoren

Naleving van de financiële verplichtingen : ja/nee.

Dit strategisch veiligheids- en preventieplan werd in 2 exemplaren ondertekend te Brussel op

Elke betrokken partij verklaart een ondertekend exemplaar te hebben ontvangen.

Voor de federale Staat

Mevrouw Joëlle MILQUET, Minister van Binnenlandse Zaken

Voor de gemeente,

De Heer Vincent DE WOLF, Burgemeester

en

De Heer Christian DEBATY, Gemeentesecretaris

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 17 september 2012.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

De tekst is met éénparigheid van stemmen geamendeerd.

---

17.09.2012/A/016 **Service de prévention - Cadre temporaire des gardiens de la paix -Activa (APS)- Ajout de 2 emplois Equivalents Temps plein pour une période d'un an - Prolongation- Entérinement .  
Preventiedienst-Tijdelijk kader van gemeenschapswachten -Activa(PVP)-  
Toevoeging van 2 betrekkingen gelijkgesteld aan een voltijdse werkduur voor een periode van één jaar- Verlenging - Bekrachtiging.**

Le Conseil communal,

Vu les délibérations du Conseil communal des 10 février 1994 et 10 avril 1995, portant conclusion d'un Contrat de Sécurité entre l'Etat fédéral, représenté par le Ministre de l'Intérieur, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Etterbeek ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 26.01.2004 créant le cadre temporaire des Agents de Prévention et de Sécurité sous statut Activa ;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale, notamment les articles 2,3, et 6 ;

Vu la décision du Conseil communal du 23 juin 2008 créant le service des gardiens de la paix sous la responsabilité du Secrétaire communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 27/2/2012 approuvant l'extension du cadre

temporaire des gardiens de la paix - Activa(APS) de 2 emplois Equivalents Temps plein supplémentaires pour la période du 01.01.2012 au 30.06.2012 ;

Vu l'arrêté royal du 21/06/2012 relatif à la prolongation 2012-2013 des plans stratégiques de sécurité et de prévention 2007-2010 et des dispositifs Gardiens de la paix (« contingent complémentaire « Activa... »);

Considérant qu'il serait judicieux d'accepter la prolongation de l'extension de cadre proposée par le SPF Intérieur car la mission des gardiens de la paix apporte pleine satisfaction à la population etterbeekoise ;

Considérant que le nouveau cadre temporaire serait alors constitué de :  
- 13 ETP : gardiens de la paix-Activa (APS) , de niveau E ou D , dans les liens d'un contrat à durée indéterminée ;  
- 2 ETP : gardiens de la paix - Activa(APS), de niveau E ou D, avec un contrat à durée déterminée jusqu'au 30/06/2013.

Considérant que les contrats à durée déterminée des 2 Equivalents Temps plein supplémentaires pourraient être reconduits après le 30/06/2013 après autorisation du SPF Intérieur ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

D'approuver l'extension du cadre temporaire des gardiens de la paix - Activa(APS) de 2 emplois Equivalents Temps plein supplémentaires pour la période du 01.07.2012 au 30.06.2013.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Receveur communal et au Service du Personnel.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

gezien de beraadslagingen van de gemeenteraad van 10 februari 1994 en 10 april 1995 houdende het afsluiten van een Veiligheidscontract tussen de federale staat, vertegenwoordigd door de minister van Binnenlandse Zaken, de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Etterbeek ;

gezien de beslissing van de gemeenteraad van 26.01.2004 die een tijdelijk kader van stadswachters onder het ACTIVA-statuuut scheidt ;

gelet op de wet van 15 mei 2007 tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot oprichting van de dienst Gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikels 2, 3 en 6 ;

gezien de beslissing van de gemeenteraad van 23/06/2008 tot oprichting van de dienst Gemeenschapswachten onder de verantwoordelijkheid van de gemeentesecretaris ;

gezien het koninklijk besluit van 21/06/2012 betreffende de verlenging 2012-2013 van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2007-2010 en van de dispositieven Gemeenschapswachten ( "bijkomend contingent" Activa...) ;

gezien de beslissing van de Gemeenteraad van 27/2/2012 houdende goedkeuring van de toevoeging van 2 bijkomende betrekkingen gelijkgesteld aan een voltijdse werkduur aan het tijdelijk kader van de gemeenschapswachten-Activa (PVP) voor de periode van 1.01.2012 tot 30.06.2012;

overwegende dat het verstandig zou zijn om deze verlenging van de kaderuitbreiding, voorgesteld door het FOD Binnenlandse zaken, te aanvaarden omdat de opdracht van de gemeenschapswachten volledige tevredenheid brengt aan de bevolking van Etterbeek ;

overwegende dat het nieuw tijdelijk kader bijgevolg zal bestaan uit :  
- 13 betrekkingen gelijkgesteld aan een voltijdse werkduur : gemeenschapswachten-activa (PVP), van niveau E of D, met een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur;  
- 2 betrekkingen gelijkgesteld aan een voltijdse werkduur : gemeenschapswachten- activa(PVP), van niveau E of D, met een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur tot 30/06/2013.

overwegende dat de arbeidsovereenkomsten van bepaalde duur van de 2 bijkomende betrekkingen gelijkgesteld aan een voltijdse werkduur verlengt zullen kunnen worden op 01/07/2013 na goedkeuring van het FOD Binnenlandse zaken ;

overwegende dat het project van deze beraadslaging onderworpen werd aan de onderhandeling met de vertegenwoordigende vakbondsorganisaties ;

gezien de artikels 100, 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST

Om de toevoeging van 2 bijkomende betrekkingen gelijkgesteld aan een voltijdse werkduur aan het tijdelijk kader van de gemeenschapswachten-Activa (PVP) goed te keuren voor de periode van 1.07.2012 tot 30.06.2013.

Afschrift van deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan de H. Minister en Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en de dienst Personeelsbeleid.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*Françoise Bertieaux entre en séance*  
*Catherine Prick quitte la séance*  
*Françoise Bertieaux treedt in zitting*  
*Catherine Prick verlaat de zitting*



Le Conseil communal,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Considérant les travaux entrepris dans les jardins situés au pied du complexe de l'hôtel communal, à front de la chaussée Saint-Pierre, en vue d'aménager une roseraie;

Considérant qu'il serait, dès lors, intéressant de donner à ce jardin une nouvelle dénomination plus en rapport avec sa nouvelle dimension;

Considérant que la commune ne dispose presque pas d'artère ou site portant le nom de personnalité féminine;

Considérant que l'occasion se prête d'y remédier en honorant une artiste talentueuse dans la littérature belge;

Considérant qu'il a été proposé de rebaptiser ce site en "Roseraie Jacqueline Harpman", en hommage à cette écrivaine belge née à Etterbeek le 5 juillet 1929;

Vu la circulaire de Monsieur le Ministre de l'Intérieur en date du 7 décembre 1972, relative aux dénominations de voies et places publiques ;

Considérant que cet espace, mis à la disposition du public, n'étant pas une voirie ou une place publique, il n'est pas nécessaire de solliciter les avis de la Commission Royale de Toponymie et Dialectologie, sections francophone et néerlandophone ;

DECIDE

d'adopter l'appellation de «Roseraie Jacqueline Harpman» pour le jardin accessible au public situé au pied du complexe de l'hôtel communal, à front de la chaussée Saint-Pierre.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

Le texte est amendé à l'unanimité.

---

De gemeenteraad,

gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

overwegende de ondernomen werkzaamheden om een rozentuin in te richten in de tuinen gelegen aan de voet van het complex van het gemeentehuis, langs de Sint-Pieterssteenweg;

overwegende dat het bijgevolg interessant zou zijn een nieuwe naam te geven aan deze tuin, meer in verband met zijn nieuwe dimensie;

overwegende dat de gemeente bijna niet beschikt over een verkeersweg of site met de naam van een vrouwelijke persoonlijkheid;

overwegende dat de mogelijkheid zich voordoet om dit te verhelpen door het eren van een getalenteerde kunstenaar in de Belgische literatuur;

overwegende dat werd voorgesteld om deze site te herdopen tot "Rozentuin Jacqueline Harpman", in eerbetoon aan deze Belgische schrijfster geboren in Etterbeek op 5 juli 1929;

gezien de omzendbrief van Mijnheer de Minister van Binnenlandse Zaken van 7 december 1972, betreffende de benaming van openbare straten en pleinen;

overwegende dat deze plaats, die ter beschikking staat van het publiek, geen openbare straat of plaats is, is het niet nodig om de adviezen van de Koninklijke Commissie voor Toponymie en Dialectologie, Nederlandstalige en Franstalige afdelingen, te vragen;

BESLIST

de naam "Rozentuin Jacqueline Harpman" goed te keuren voor de voor het publiek toegankelijke tuin gelegen aan de voet van het complex van het gemeentehuis, langs de Sint-Pieterssteenweg.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

De tekst is met éénparigheid van stemmen geamendeerd.

---

17.09.2012/A/018 **Conseil communal du 17 septembre 2012: asbl Maison Cauchie - rue des Francs 5 - Octroi de subside communal pour 2012.**  
**Gemeenteraad van 17 september 2012: vzw "Maison Cauchie" - Frankenstraat 5 - Toekenning van gemeentesubsidie voor 2012.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi de subventions et en particulier ses articles 3 et 5 ;

Vu le crédit inscrit à l'article budgétaire 773/332-02 et relatif au subside alloué à l'a.s.b.l. « Maison Cauchie » ;

Considérant le compte 2011 et le budget 2012 fournis par l'a.s.b.l. « Maison Cauchie » ;

Considérant qu'à l'analyse de ces documents financiers, il apparaît que l'association répond aux conditions d'octroi de subside ;

DECIDE

1. d'approuver le compte 2011 et le budget 2012 fournis par l'a.s.b.l. « Maison Cauchie »;

2. de permettre au Collège des Bourgmestre et Echevins de liquider, sur le compte 310-0814238-09 de l'a.s.b.l. « Maison Cauchie », le subside inscrit à l'article budgétaire 773/332-02, soit la somme de 2.500,00 euros.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

gelet op het reglement betreffende de controle op de toekenning van toelagen en

in het bijzonder zijn artikels 3 en 5 ;

gelet op het krediet ingeschreven op het begrotingsartikel 773/332-02 voor 2008 en betreffende de subsidie toegewezen aan de v.z.w. « Maison Cauchie » ;

overwegende de rekening 2011 en de begroting 2012 ingediend door de vzw "Maison Cauchie" ;

overwegende dat door het nakijken van die financiële documenten, blijkt dat de vereniging aan de voorwaarden van toekenning van toelagen voldoet;

#### BESILST

1. de rekening 2011 en de begroting 2012 voorgesteld door de v.z.w. « Maison Cauchie » goed te keuren;

2. het College van Burgemeester en Schepenen toe te staan, op het rekeningnummer 310-0814238-09 van de v.z.w. « Maison Cauchie », de subsidie ingeschreven op het begrotingsartikel 773/332-02, hetzij de som van 2.500,00 euro.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/019 **Région de Bruxelles-Capitale - Ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à la réalisation d'investissements d'intérêts publics - Triennat 2010-2011-2012 - Programme - Modification - report du 30/8/2012**

**Brussels Hoofstedelijk Gewest - Ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen - Driejarige periode 2010-2011-2012 - Programma - Wijziging - uitstel van 30/8/2012**

Le Conseil communal,

Vu l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêts public, modifiée le 27 juin 2002 ;

Attendu que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé, en sa séance du 11 décembre 2009, d'octroyer une dotation de € 899.859,14 à Etterbeek pour le triennat 2010-2011-2012 ;

Attendu que ce même Gouvernement a pris acte, le 17 novembre 2011, du programme triennal d'investissement modifié de la commune d'Etterbeek, lequel se présente comme suit après examen de la recevabilité des différents projets par le pouvoir subsidiant :

	<b>PROJETS DTI</b>	<b>ESTIMATION</b>	<b>SUBSIDE SOLLICITE</b>	
<b>2010</b>				
01	Renouvellement de divers trottoirs (rues de Chambéry, Félix Hap et avenue Edouard de Thibault)	€315.000,00	70%	€220.500,00
02	Renouvellement de divers trottoirs (avenue Hansen-Soulie) - Marché conjoint avec VIVAQUA	€215.000,00	70%	€150.500,00
<b>2011</b>				
04	Renouvellement de divers trottoirs (rues Bruylants, Capitaine Joubert, Cardinal Lavigerie, rue et avenue des Champs	€538.000,00	70%	€376.600,00

<b>2012</b>				
05	Renouvellement de divers trottoirs (rue Père Eudore Devroye, avenue Général Bernheim, rue Félix Terlinden, rue de la Gare, chaussée Saint-Pierre à hauteur de l'ancien tunnel Renault)	€485.000,00	70%	€339.500,00
		Total subsides sollicités :		€1.087.000,00
		Quote-part de la commune dans la DTI :		€899.859,14

	PROJETS DTD	ESTIMATION	SUBSIDE SOLLICITE	
<b>2012</b>				
06	Installation d'un chauffage central, de châssis double vitrage, d'une isolation de toiture double flux et d'un système de comptage énergétique dans la propriété du CPAS d'Etterbeek au numéro 6 de la rue de la Confiance	€104.092,00	100%	€104.902,00

Attendu que le total des subsides sollicités dans le cadre de la dotation triennale d'investissement (DTI) sera limité au montant octroyé, soit € 899.859,14 ;

Attendu que ce programme peut être modifié en cours de triennat ;

Attendu que tel doit être le cas en ce qui concerne le projet 05 de la DTI dans la mesure où le projet réactualisé, adopté par le Conseil communal le 4 juin 2012 concerne les rues Père Eudore Devroye, Félix Terlinden et de Theux ; l'avenue Général Bernheim, rue de la Gare et la portion de la chaussée Saint-Pierre devant être reportées à un exercice ultérieur pour cause d'insuffisance de crédits à l'exercice 2012 ;

Attendu par ailleurs que l'estimation de la dépense pour la rénovation des trottoirs des rues Père Eudore Devroye, Félix Terlinden et de Theux se ventile comme suit :

Rue Père Eudore Devroye : € 209.707,38 TVAC

Rue Félix Terlinden : € 70.495,24 TVAC

Rue de Theux : € 138.779,01 TVAC

Attendu que les subsides seront sollicités pour la rénovation des trottoirs des rues Père Eudore Devroye et Félix Terlinden, mais pas pour ceux de la rue de Theux ;

Qu'en ce qui concerne la rue de Theux, outre le fait que le reliquat de subsides escomptés sera déjà absorbé par la subsidiation des deux autres rues, l'administration ne partage pas la teneur des recommandations de la Direction Stratégie de Bruxelles-Mobilité et préfère dès lors éviter toute polémique en faisant l'impasse sur la demande de subsides pour cette artère ;

Qu'à titre informatif, la divergence de vue porte sur les aspects suivants :

- Les recommandations formulées par la Direction Stratégie de Bruxelles-Mobilité en matière de matériaux sont contraires au RRU ;
- En ce qui concerne les traversées piétonnes, les plans établis respectent les prescriptions du RRU et, en outre, aucune réglementation n'impose d'équiper tous les carrefours de passages piétons marqués au sol ;

- Si les aménagements pour PMR ne figurent pas sur les plans, ils sont bel et bien renseignés dans le cahier des charges et prévus au mètre ;
- Les aménagements de la rue de Theux respectent les conditions du permis d'urbanisme ;

Attendu qu'afin de pouvoir prétendre au bénéfice des subsides pour la rénovation des trottoirs des rues Père Eudore Devroye et Félix Terlinden, le plan triennal d'investissement 2010-2012 se doit d'être modifié ;

### DECIDE

1) De modifier comme suit le programme triennal d'investissement 2010-2012 :

	PROJETS DTI	ESTIMATION	SUBSIDE SOLLICITE	
<b>2010</b>				
<u>01</u>	Renouvellement de divers trottoirs (rues de Chambéry, Félix Hap et avenue Edouard de Thibault)	€315.000,00	70%	€220.500,00
<u>02</u>	Renouvellement de divers trottoirs (avenue Hansen-Soulie) - Marché conjoint avec VIVAQUA	€215.000,00	70%	€150.500,00
<b>2011</b>				
<u>04</u>	Renouvellement de divers trottoirs (rue Bruylants, Capitaine Joubert, Cardinal Lavigerie, rue et avenue des Champs)	€538.000,00	70%	€376.600,00
<b>2012</b>	PROJET DTI MODIFIE			
<u>05</u>	Renouvellement des trottoirs des rues Père Eudore Devroye et Félix Terlinden	€280.202,62	70%	€191.141,83
		Total subside sollicité :		€943.741,83
			(limité à €899.859,14)	

	PROJETS DTD	ESTIMATION	SUBSIDE SOLLICITE	
<b>2012</b>				
<u>06</u>	Installation d'un chauffage central, de châssis double vitrage, d'une isolation de toiture double flus et d'un système de comptage énergétique dans la propriété du CPAS d'Etterbeek au numéro 6 de la rue de la Confiance	€104.092,00	100%	104.902,00

2) De confirmer sa décision du 4 juin 2012 arrêtant le mode de passation pour la rénovation des trottoirs des rues Père Eudore Devroye, Félix Terlinden et de Theux ;

3) De solliciter les subventions pour la rénovation des trottoirs des rues Père Eudore Devroye et Félix Terlinden;

4) De ne pas solliciter de subvention pour la rénovation des trottoirs de la rue de Theux.

Ainsi fait à Etterbeek, en séance publique, le 17 septembre 2012.

La présente délibération sera transmise au Pouvoir subsidiant dans les plus brefs délais.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

De gemeenteraad,

gezien de ordonnantie van 16 juli 1998, gewijzigd op 27 juni 2002, betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen;

aangezien dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in zitting van 11 december 2009 besloten heeft aan Etterbeek een toelage van € 899.859,14 toe te kennen voor het triënnium 2010-2011-2012;

aangezien dat deze zelfde Regering op 17 november 2011 acte genomen heeft van het driejarig investeringsprogramma van de gemeente Etterbeek, hetgeen na onderzoek door de subsidiërende overheid naar de ontvankelijkheid van de verschillende projecten als het volgt voorgesteld wordt:

	<b>DIT-PROJECTEN</b>	<b>RAMING</b>	<b>GEVRAAGDE SUBSIDIE</b>	
<b>2010</b>				
<u>01</u>	Vernieuwing van verschillende voetpaden (Chambéry-, Félix Terlindenstraten en Edouard de Thibaultlaan)	€315.000,00	70%	€220.500,00
<u>02</u>	Vernieuwing van verschillende voetpaden (Hansen-Soulielaan) - Opdracht in samenwerking met VIVAQUA	€215.000,00	70%	€150.500,00
<b>2011</b>				
<u>04</u>	Vernieuwing van verschillende voetpaden (Bruylants-, Kapitein Joubert-, Kardinaal Lavigieriestraten en Verstraat en -laan)	€538.000,00	70%	€376.600,00
<b>2012</b>				
<u>05</u>	Vernieuwing van verschillende voetpaden (Pater Eudore Devroyestraat, Generaal Bernheimlaan, Stationstraat en Sint-Pietersteenweg ter hoogte van de voormalige Renault-tunnel)	€485.000,00	70%	€339.500,00
		Totaal gevraagde subsidie:		€1.087.100,00
		Bijdrage van de gemeente in de DIT:		€899.859,14

	<b>DOT-PROJECTEN</b>	<b>RAMING</b>	<b>GEVRAAGDE SUBSIDIE</b>	
<b>2012</b>				
<u>06</u>	Installatie van de centrale verwarming, raamlijsten met dubbele beglazing, dakisolatie met balansventilatie en energetisch telsysteem in een gebouw van het OCMW van Etterbeek gelegen in de Vertrouwenstraat, 6	€104.092,00	100%	€104.092,00

aangezien dat het totaal van gevraagde subsidie in het kader van de driejarige investeringstoelage (DIT) beperkt zal worden tot het toegekend bedrag, te weten € 899.859,14;

aangezien dat dit programma gedurende het triënnium gewijzigd mag worden;

aangezien dat dit het geval moet zijn voor het project 05 in de mate dat het heractualiseerd project goedgekeurd door de Gemeenteraad van 4 juni 2012 betrekking heeft op de Pater Eudore Devroye-, Félix Terlinden- en de Theuxstraten; de Generaal Bernheimlaan, de stationstraat en het stuk van de Sint-Pietersteenweg die uitgesteld moeten worden naar een ander boekjaar omwille van een gebrek aan kredieten op het boekjaar 2012;

aangezien dat daarnaast de raming van de uitgave voor de vernieuwing van de voetpaden van de Pater Eudore Devroye, Félix Terlinden- en de Theuxstraten als volgt verdeeld wordt:

Pater Eudore Devroyestraat: € 209.707,38 incl. BTW

Félix Terlindenstraat: € 70.495,24 incl. BTW

De Theuxstraat: € 138.779,01 incl. BTW

aangezien dat deze subsidies gevraagd zullen worden voor de Pater Eudore Devroye- en Félix Terlindenstraten, maar niet voor de de Theuxstraat;

dat wat de de Theuxstraat betreft, naast het feit dat het restant van de verwachte subsidies al in beslag genomen zal worden door de subsidiëring van de twee andere straten, het bestuur het niet eens is met de aanbevelingen van de Directie Beleid van Mobiel Brussel en dus verkiest iedere polemiek te vermijden door de subsidieaanvraag voor deze straat terzijde te schuiven;

dat ter informatie, het meningsverschil rond de volgende aspecten draait:

- de geformuleerde aanbevelingen van de Directie Beleid van Mobiel Brussel inzake de materialen in strijd is met de GSV;
- wat de oversteekplaatsen voor voetgangers betreft, worden de voorschriften van de GSV nageleefd en bestaat er daarenboven geen enkel reglement dat de voorziening van oversteekplaatsen aan de kruispunten verplicht;
- de inrichtingen voor PBM zijn op de plannen niet aangeduid, maar worden wel in het bestek en de meetstaat opgenomen;
- de inrichtingen van de de Theuxstraat leven de voorwaarden van de stedenbouwkundige vergunning na;

aangezien dat het driejarig investeringsplan 2010-2012 gewijzigd dient te worden, wilt men recht hebben op de subsidies voor de vernieuwing van de voetpaden van de Pater Eudore Devroye en de Félix Terlindenstraten;

## BESLIST

1) Als volgt het driejarig investeringsprogramma 2010-2012 te wijzigen:

	DIT-PROJECTEN	RAMING	GEVRAAGDE SUBSIDIE	
<b>2010</b>				
01	Vernieuwing van verschillende voetpaden (Chambéry-, Félix Terlindenstraten en Edouard de Thibaultlaan)	€315.000,00	70%	€220.500,00
02	Vernieuwing van verschillende voetpaden (Hansen-Soulielaan) - Opdracht in samenwerking met VIVAQUA	€215.000,00	70%	€150.500,00
<b>2011</b>				
04	Vernieuwing van verschillende voetpaden (Bruylants-, Kapitein Joubert-, Kardinaal Lavigeriestraten en Veldstraat en -laan)	€538.000,00	70%	€376.600,00
<b>2012</b>	GEWIJZIGD DIT-PROJECT			
05	Vernieuwing van de voetpaden van de Pater Eudore Devroye- en Félix Terlindenstraten	€280.202,62	70%	€191.141,83

		Totaal gevraagde subsidie:		€943.741,83
			(beperkt tot €899.859,14)	

	DOT-PROJECTEN	RAMING	GEVRAAGDE SUBSIDIE	
<b>2012</b>				
06	Installatie van centrale verwarming, raamlijsten met dubbele beglazing, dakisolatie met balansventilatie en energetisch telsysteem in een gebouw van het OCMW van Etterbeek gelegen in de vertrouwenstraat, 6	€104.092,00	100%	€104.902,00

- 2) Haar beslissing van 4 juni 2012 dat de gunningswijze voor de vernieuwing van de voetpaden van de Pater Eudore Devroye-, Félix Terlinden- en de Theuxstraten goedkeurt te bevestigen;
- 3) De subsidies voor de vernieuwing van de voetpaden van de Pater Eudore Devroye- en Félix Terlindenstraten aan te vragen;
- 4) Geen subsidie aan te vragen voor de vernieuwing van de voetpaden van de de Theuxstraat.

Opgemaakt te Etterbeek, in openbare zitting, op 17 september 2011.

Huidige beraadslaging zal zo spoedig mogelijk aan de Toezichthoudende overheid verzonden worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

17.09.2012/A/020 **Stationnement payant - Remplacement de 75 horodateurs - Appel d'offres général - Programme 2012 - Choix du marché.  
Betalend parkeren - Vervanging van 75 parkeerautomaten - Algemene offerteaanvraag - Programma 2012 - Keuze van de opdracht.**

Le Conseil communal,

Attendu qu'un crédit de € 358.000,00 est inscrit l'article 424/74412-98 du budget extraordinaire de 2012 en vue du remplacement de 75 horodateurs ;

Attendu que le programme de cette année prévoit, entre autres, le remplacement de 75 horodateurs;

Attendu que le coût global du marché est estimé à € 358.000,00 TVA 21% comprise;

Attendu que ce marché fera l'objet d'un appel d'offres général sur base du cahier spécial des charges TP/PD/2012/12;

Attendu que ce marché sera soumis aux règles de publicité prévues par l'Arrêté Royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'annexe à l'Arrêté Royal précité établissant le cahier général des charges;



Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale;

## DECIDE

1. d'approuver le cahier spécial des charges TP/PD/2012/12 relatif au remplacement de 75 horodateurs;
2. d'approuver l'appel d'offres général comme mode de passation du marché;
3. d'approuver l'estimation de la dépense de € 358.000,00 à imputer sur l'article 424/74412-98 du budget extraordinaire de 2012.

La présente délibération sera transmise à l'autorité de Tutelle dans les plus brefs délais.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

Aangezien dat een krediet van € 358.000 ingeschreven is op artikel 424/74412-98 van de buitengewone begroting van 2012 voor de vervanging van parkeerautomaten;

Aangezien dat het programma van dit jaar, onder andere, de vervanging voorziet van 75 parkeerautomaten;

Aangezien dat de globale kostprijs van deze opdracht kan geraamd worden op € 358.000,00 BTW 21% inbegrepen;

Aangezien dat deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een algemene offerteaanvraag op basis van het bijzonder bestek TP/PD/2012/12;

Aangezien dat deze opdracht zal onderworpen worden aan de bekendmakingvoorschriften voorzien in het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de bijlage aan het hiervoorvermelde Koninklijk Besluit houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden;

Gezien het artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

## BESLIST

1. het bijzonder bestek TP/PD/2012/12 betreffende de vervanging van 75 parkeerautomaten goed te keuren;
2. de algemene offerteaanvraag als gunningswijze van de opdracht goed te keuren;
3. de raming van de uitgave van € 358.000,00 op het artikel 424/74412-98 van de buitengewone begroting van 2012 goed te keuren.

keuren.

De huidige beraadslaging zal binnen de kortste termijn verzonden worden naar de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/021 **Home Beauport - Placement urgent d'unités de climatisation dans la salle des serveurs - Application de l'article 249 § 1, alinéa 2 de la Nouvelle Loi Communale - Prise d'acte.**  
**Rusthuis Beauport - Dringende plaatsing van klimatiseringseenheden in de serverzaal - Toepassing van het artikel 249 § 1, 2de lid van de Nieuwe Gemeentewet.**

Le Conseil communal,

Attendu que la salle des serveurs du home Beauport n'était pas équipée d'un système de régulation de la température et que cette absence ne permettait pas d'assurer le fonctionnement sans risque des serveurs présents dans cette salle ;

Attendu qu'il était indispensable et urgent de remédier à cette situation de fait afin d'éviter des dégâts aux serveurs sur lesquels sont hébergés les programmes de gestion du home ;

Attendu que le montant de la dépense s'est élevée à € 5.000,00, TVA comprise ;

Attendu que ce marché a été traité par procédure négociée sans publicité sur base de la simple facture acceptée avec la firme NOTEC ;

Attendu que le choix de cette firme résulte des résultats d'une adjudication précédente pour des travaux similaires qui ont du être réalisés sur le site du CPAS et qu'elle s'était révélé la moins disante à cette occasion ;

Attendu qu'aucun crédit n'a été inscrit au budget extraordinaire de 2012 pour l'exécution de ce marché ;

Attendu que cette dépense sera toutefois intégralement compensée dans le cadre de la plus prochaine modification budgétaire ;

Attendu qu'afin de pourvoir à cette dépense réclamée par des circonstances impérieuses et imprévues, il a été fait application de l'article 249 § 1, alinéa 2 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu les articles 234 § 1, 236 et 249 § 1, alinéa 2 de la Nouvelle Loi Communale ;

**PREND CONNAISSANCE DE LA DELIBERATION DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS DU 12 JUILLET 2012 PRISE EN URGENCE DECIDANT**

- de faire procéder d'urgence au placement d'un système de régulation de la température dans de la salle des serveurs du home Beauport ;

- de confier ce marché, par procédure négociée sans publicité sur base de la simple facture acceptée conformément à l'article 122 de l'AR du 8 janvier 1996, à la firme NOTEC, avenue de Jette, 57 à 1081 Bruxelles pour le montant estimé, TVA comprise, de € 5.000,00 ;

- de faire application de l'article 249 § 1, alinéa 2 de la Nouvelle Loi Communale afin de pourvoir à cette dépense réclamée par des circonstances impérieuses et imprévues ;

- de compenser intégralement cette dépense lors de la plus prochaine modification budgétaire.

La présente décision sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek, le 17 septembre 2012.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

De Gemeenteraad,

aangezien de serverzaal van het rusthuis Beauport niet voorzien was van een temperatuurregulatiesysteem en dat deze afwezigheid de risicoloze werking van de servers in deze zaal niet verzekerde;

aangezien het noodzakelijk en dringend was deze feitelijke situatie te verhelpen om schade aan de servers die het beheerprogramma van het rusthuis herbergen te voorkomen;

aangezien het bedrag van deze uitgave € 5.000,00, BTW inbegrepen, bedroeg;

aangezien deze opdracht onderhandeld werd volgens een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking op basis van de gewone aangenomen factuur met de firma NOTEC;

Aangezien dat de keuze van deze firma het gevolg is van de resultaten van een vorige aanbesteding voor soortgelijke werken die uitgevoerd moesten worden op de site van het OCMW en dat ze toen de interessantste offerte had ingediend;

aangezien voor deze uitgave geen enkel krediet ingeschreven werd op de buitengewone begroting van 2012;

aangezien deze niettemin volledig gecompenseerd zal worden in het kader van de eerstvolgende begrotingswijziging;

aangezien voor de uitvoering van deze uitgave, opgeëist door dringende en onverwachte omstandigheden, het artikel 249 § 1, 2de lid van de Nieuwe Gemeentewet toegepast werd;

gezien de artikels 234 § 1, 236 en 249 § 1, 2de lid van de Nieuwe Gemeentewet;

NEEMT ACTE VAN DE DRINGENDE GENOMEN BERAADSLAGING VAN HET COLLEGE VAN BURGEMEESTER EN SCHEPENEN VAN 12 JULI 2012 BESLISSENDE

- dringend over te gaan tot de plaatsing van een temperatuurregulatiesysteem van de serverzaal van het rusthuis Beauport;

- deze opdracht, via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking op basis van de gewone aangenomen factuur overeenkomstig het artikel 122 van het KB van 8 januari 1996, toe te vertrouwen aan de firma NOTEC, Jettelaan, 57 te 1081 Brussel voor een geraamd bedrag van € 5.000,00, BTW inbegrepen;

- het artikel 249 § 1, 2de lid van de Nieuwe Gemeentewet toe te passen om in deze uitgave te kunnen voorzien die door dringende en onverwachte omstandigheden opgeëist werd;

Deze beraadslaging zal verzonden worden naar de Toezichthoudende Overheid.

Aldus beslist in openbare vergadering van de Gemeenteraad te Etterbeek op 17 september 2012.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

**Gemeentebestuur - Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten - Artikel 234, 3de lid van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling ter kennisgeving.**

Le Conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2 - 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de € 67.000,00, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 14 juin 2012

Objet : Garage communal - Mise en conformité de l'installation électrique de la conciergerie

Estimation de la dépense : € 9.944,99, TVA comprise

Article budgétaire : 124/72412-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 21 juin 2012

Objet : Stade communal de football - Fourniture et pose de clôture en remplacement de l'ancienne

Estimation de la dépense : € 3.000,00, TVA comprise

Article budgétaire : 764/72412-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 21 juin 2012

Objet : CES Ernest Richard II - Réalisation d'une étude hydraulique de l'installation de chauffage

Estimation de la dépense : € 7.018,00, TVA comprise

Article budgétaire : 124/74712-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 28 juin 2012

Objet : Acquisition de pièces de rechange pour le reconditionnement de diverses installations de chauffage

Estimation de la dépense : € 4.244,00, TVA comprise

Article budgétaire : 124/72412-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 28 juin 2012

Objet : Ecole du Paradis des Enfants - Réalisation de carottages, fourniture et pose d'ancrages et fourniture d'accessoires

Estimation de la dépense : € 58.109,50, TVA comprise

Article budgétaire : 722/72412-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 28 juin 2012

Objet : Ecole du Paradis des Enfants - Remplacement du revêtement de sol de la salle de gymnastique

Estimation de la dépense : € 60.000,00, TVA comprise

Article budgétaire : 722/72412-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 12 juillet 2012

Objet : Stade Guy Thys - Réparation de la ventilation des douches

Estimation de la dépense : € 15.443,21, TVA comprise  
Article budgétaire : 764/72412-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 12 juillet 2012  
Objet : Nouveau local stewards du stationnement - Fourniture et installation d'un contrôle d'accès  
Estimation de la dépense : € 1.488,30, TVA comprise  
Article budgétaire : 124/72312-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 16 août 2012  
Objet : Acquisition d'un désherbeur sur châssis remorque pour le cimetière communal

Estimation de la dépense : € 18.958,28, TVA comprise  
Article budgétaire : 878/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 16 août 2012  
Objet : Acquisition d'un tracteur pour le cimetière communal

Estimation de la dépense : € 19.095,00, TVA comprise  
Article budgétaire : du budget extraordinaire de 2012

Date : 16 août 2012  
Objet : Acquisition d'une motobineuse pour le cimetière communal  
Estimation de la dépense : € 4.010,00, TVA comprise  
Article budgétaire : 878/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 16 août 2012  
Objet : Acquisition d'une vrille, de deux taille-haies et de deux débroussailleuses et leurs accessoires pour le cimetière communal

Estimation de la dépense : € 4.460,00, TVA comprise  
Article budgétaire : 878/74412-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 16 août 2012  
Objet : Administration générale - Acquisition de mobilier

Estimation de la dépense : € 13.558,30, TVA comprise  
Article budgétaire : 104/74112-51 du budget extraordinaire de 2012

Date : 16 août 2012  
Objet : Hôtel communal - Remplacement de la pompe froid du groupe de pulsion 5

Estimation de la dépense : € 2.425,00, TVA comprise  
Article budgétaire : 124/72412-60 du budget extraordinaire de 2012

Date : 16 août 2012  
Objet : Eglise Notre Dame du Sacré-Coeur - Mise en sécurité du clocheton

Estimation de la dépense : € 1.400,00, TVA comprise  
Article budgétaire : 790/72412-60 du budget extraordinaire de 2012

DECIDE

de prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Ainsi fait en séance publique à Etterbeek, le 17 septembre 2012.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2 – 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Aangezien dat het de opdrachten betreft gegund bij onderhandelingsprocedure waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van € 67.000,00, B.T.W. niet inbegrepen, niet overschrijdt;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen ter kennisgeving medegedeeld moeten worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering;

Aangezien dat de volgende beslissing werd genomen door het College van Burgemeester en Schepenen:

Datum: 14 juni 2012

Onderwerp: Gemeentelijke garage - In conformiteit stellen van de elektrische installatie van de conciërgerie

Raming van de uitgave: € 9.944,99, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 124/72412-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 21 juni 2012

Onderwerp: Gemeentelijk footballstadion - Levering en plaatsing van een omheining in vervanging van de vorige

Raming van de uitgave: € 3.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 764/72412-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 21 juni 2012

Onderwerp: CES Ernest Richard II - Uitvoering van een hydraulische studie van de verwarmingsinstallatie

Raming van de uitgave: € 7.018,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 124/74712-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 28 juni 2012

Onderwerp: Aankoop van wisselstukken voor de verbetering van diverse verwarmingsinstallaties

Raming van de uitgave: € 4.244,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 124/72412-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 28 juni 2012

Onderwerp: School "Paradis des Enfants" - Uitvoering van kernen, levering en plaatsing van bevestigingen en levering van toebehoren

Raming van de uitgave: € 58.109,50, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 722/72412-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 28 juni 2012

Onderwerp: School "Paradis des Enfants" - Vervanging van de vloerbekleding van de sportzaal

Raming van de uitgave: € 60.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 722/72412-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 12 juli 2012

Onderwerp: Guy Thys stadion - Herstelling van de ventilatie van de douches

Raming van de uitgave: € 15.443,21, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 764/72412-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 12 juli 2012

Onderwerp: Nieuw lokaal voor de stewards betalend parkeren - Levering en installatie van een toegangscontrole

Raming van de uitgave: € 1.488,30, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 124/72312-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 16 augustus 2012

Onderwerp: Aankoop van een onkruidbestrijder op chassis remorque voor de gemeentelijke begraafplaats

Raming van de uitgave: € 18.958,28, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 878/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 16 augustus 2012

Onderwerp: Aankoop van een tractor voor de gemeentelijke begraafplaats

Raming van de uitgave: € 19.095,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 878/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 16 augustus 2012

Onderwerp: Aankoop van een tuinfrees voor de gemeentelijke begraafplaats

Raming van de uitgave: € 4.010,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 878/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 16 augustus 2012

Onderwerp: Aankoop van een grondboor, twee haagscharen en twee bosmaaiers en hun toebehoren voor de gemeentelijke begraafplaats

Raming van de uitgave: € 4.460,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 878/74412-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 16 augustus 2012

Onderwerp: Algemeen bestuur - Aankoop van meubilair

Raming van de uitgave: € 13.558,30, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 104/74112-51 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 16 augustus 2012

Onderwerp: Gemeentehuis - Vervanging van de pomp (koud) van de pulsiegroep 5

Raming van de uitgave: € 2.425,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 124/72412-60 van de buitengewone begroting van 2012

Datum: 16 augustus 2012

Onderwerp: Onze-Lieve-Vrouw-van-het-Heilig-Hartkerk - Veilig stellen van het torentje

Raming van de uitgave: € 1.400,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 790/72412-60 van de buitengewone begroting van 2012

BESLIST

kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Aldus beslist in openbare zitting te Etterbeek op 17 september 2012.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

**Gemeenschapscentrum "de Maalbeek"-Rekening 2011- Akteneming.**

Le Conseil communal,

Attendu que le Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" nous a transmis le Compte 2011 en date du 9 juillet 2012;

Attendu que le compte de Maalbeek a inscrit un montant de 5000€ en temps que subside communal;

Attendu que ce compte est clôturé avec un boni de 3913.59€;

PREND ACTE

Du Compte 2011 du Gemeenschapscentrum "de Maalbeek".

Ansi délibéré en séance publique du Conseil Communal, à Etterbeek, le 17.09.2012.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" ons de Rekening 2011 op 9 juli 2012 heeft overgemaakt;

Overwegende dat de rekening van de Maalbeek een bedrag van 5000€ vastgelegd heeft voor een subsidie van de gemeente;

Overwegende dat deze rekening sluit met een winst van 3913.59€;

NEEMT AKTE

Van de Rekening 2011 van het Gemeenschapscentrum "de Maalbeek".

Aldus beslist in openbare zitting van de gemeenteraad te Etterbeek op 17.09.2012.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/024 **Gemeenschapscentrum "de Maalbeek"-Budget 2012-Prise d'acte.**  
**Gemeenschapscentrum "de Maalbeek"-Begroting 2012- Akteneming.**

Le Conseil communal,

Attendu que le Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" nous a transmis son Budget



2012 en date du 9 juillet 2012;

Attendu que le Budget communal 2012 prévoit un subside de 5000€;

PREND ACTE

Du Budget 2012 du Gemeenschapscentrum "de Maalbeek".

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil Communal, à Etterbeek, le 17.09.2012.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" ons de Begroting 2012 io 9 juli 2012 heeft overgemaakt;

Overwegende dat de gemeentelijke begroting 2012 een tussenkomst van 5000€ voorziet;

NEEMT AKTE

Van de Begroting 2012 van het Gemeenschapscentrum "de Maalbeek".

Aldus beslist in openbare zitting van de gemeenteraad te Etterbeek op 17.09.2012.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/025 **ASBL Maison de Quartier Chambéry- Budget 2012- Prise d'acte.**  
**VZW Wijkhuis Chambéry- Begroting 2012- Akteneming.**

Le Conseil,

Attendu que "l'asbl Maison de Quartier Chambéry" nous a transmis le budget 2012 en date du 9 août 2012;

Attendu que le Budget communal 2012 prévoit un subside de 12.500€ (Budget approuvé par le Ministère de la Région de Bruxelles- Capital le 6.02.2012);

PREND ACTE

Du Budget 2012 de "l'asbl Maison de Quartier Chambéry".

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil Communal, à Etterbeek, le 17.09.2012.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de "VZW Wijkhuis Chambéry" ons de Begroting 2012 op 9 augustus 2012 heeft overgemaakt;

Overwegende dat de gemeentelijke Begroting 2012 een tussenkomst van 12.500€ voorziet (Begroting goedgekeurd door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 6.02.2012);

NEEMT AKTE

Van de Begroting 2012 van de "VZW Wijkhuis Chambéry".

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 17.09.2012.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/026 **ASBL Maison de Quartier Chambéry- Compte 2011- Prise d'acte.  
VZW Wijkhuis Chambéry- Rekening 2011- Akteneming.**

Le Conseil,

Attendu que "l'asbl Maison de Quartier Chambéry" nous a transmis le compte 2011 en date du 9 août 2012;

Attendu qu'un montant de 12.500€ y est repris à titre de subside communal;

Attendu qu ce compte se clôture avec une perte de 23.640,02€;

PREND ACTE

Du compte 2011 de "asbl Maison de Quartier Chambéry"

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil Communal, à Etterbeek, le 17.09.2012.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de "VZW Wijkhuis Chambéry" ons de rekening 2011 op 9 augustus 2012 heeft overgemaakt;

Overwegende dat hierin een bedrag van 12.500€ is opgenomen als gemeentelijke subsidie;

Overwegende dat deze rekening sluit met een verlies van 23.640,02€

NEEMT AKTE

Van de rekening 2011 van de "VZW Wijkhuis Chambéry".

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 17.09.2012.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*Catherine Prick entre en séance*  
*Catherine Prick treedt in zitting*

---

17.09.2012/A/027 **Budget Prévisionnel FIPI 2012.**  
**Begrotingsraming FIM 2012.**

Le Conseil communal,

Vu l'appel à projets du FIPI (Fonds d'impulsion pour la politique des immigrés) lancé le 21 mai 2012;

Vu les projets introduits par les associations etterbeekoises dans le cadre de ce fonds et approuvés par la concertation locale en date du 11 juin 2012;

Vu la décision du Collège du 28 juin 2012 d'arrêter la répartition Budget/Action du programme 2012, après examen de la proposition d'action et du tableau de répartition prévisionnelle relative au Fonds d'Impulsion pour la Politique des Immigrés ;

Vu l'introduction des questionnaires d'introduction des projets au Centre pour l'Egalité des Chances dans le cadre du FIPI en date du 29 juin 2012;

Vu l'inscription au budget communal de 2012, de crédits d'un montant total de 99.152,00 € dans le cadre du FIPI, dont 97.952,00 € en recettes et 99.152,00 € en dépenses;

Vu que la commune liquidera les montants inscrits au budget communal dans ce cadre, sur base d'une avance par tranches et ce jusqu'à concurrence de 100 % des subventions accordées aux asbl;

DECIDE

D'adopter le projet relatif au programme 2012 tel qu'il est présenté en annexe de la présente délibération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
31 votants : 31 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

gelet op de projectoproep van het IFMB (Impulsfonds voor het Migrantenbeleid) die gelanceerd werd op 21 mei 2012;

gelet op de projecten die de Etterbeekse verenigingen ingediend hebben in het kader van dit fonds en die goedgekeurd werden door het lokaal overleg op 11 juni 2012;

gelet op de beslissing van het college van 28 juni 2012 om de verdeling Begroting/Actie van het programma 2012 goed te keuren, na onderzoek van het actievoorstel en de tabel met de voorlopige verdeling met betrekking tot het Impulsfonds voor het Migrantenbeleid;

gelet op de indiening van vragenlijsten voor de indiening van projecten bij het Centrum voor Gelijke Kansen in het kader van het IFMB op 29 juni 2012;

overwegende dat er in de gemeentebegroting een krediet voor een totaalbedrag van € 99.152,00 opgenomen werd in het kader van het IFMB, waarvan € 97.952,00 als inkomsten en € 99.152,00 als uitgaven;

overwegende dat de gemeente de bedragen die in dit kader in de gemeentebegroting opgenomen werden, zal besteden via een voorschot in schijven en dit ten belope van 100% van de aan de vzw's toegekende toelagen;

BESLIST:

het ontwerp van programma 2012 zoals het voorgelegd in deze beraadslaging goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

*Jean Laurent entre en séance*  
*Jean Laurent treedt in zitting*

---

17.09.2012/A/028 **Interpellation de M. André du BUS relative à la sensibilisation au don d'organes lors des prochaines élections communales.**  
**Aanvraag tot interpellatie betreffende de sensibilisatie voor orgaandonatie bij de volgende gemeenteraadsverkiezingen.**

Monsieur le Bourgmestre,

En Belgique, 1200 personnes sont actuellement en attente d'une greffe. Une demande importante qui se heurte à une offre malheureusement trop limitée. Deux personnes meurent chaque semaine faute d'organes disponibles.

Depuis la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes, tout citoyen belge ou étranger domicilié depuis au moins six mois en Belgique est considéré comme donneur d'organes, sauf s'il s'y est opposé de son vivant ou si sa famille proche le refuse lors de son décès. Pour éviter aux proches de prendre une décision difficile dans un moment douloureux, chaque citoyen peut remplir un formulaire de consentement afin d'autoriser le prélèvement de ses organes à sa mort. A ce jour, seulement 128.000 personnes ont rempli ce formulaire positivement, soit à peine plus d'1% de la population belge.

Dans le but notamment de mieux faire connaître l'existence de ce formulaire, le

Parlement wallon a voté en juin dernier à l'unanimité une proposition de résolution relative à la sensibilisation du don d'organes. En effet, la résolution invite les communes à sensibiliser le citoyen via le bulletin communal ou le site internet de celle-ci. Elle incite également les communes à proposer à chaque citoyen, lors de ses contacts avec l'administration à propos d'un document administratif, un temps de réflexion sur la possibilité de remplir directement les formalités relatives au don d'organes. Enfin, le texte vise aussi à impliquer les pouvoirs locaux lors des élections.

En ce qui concerne notre commune, il est fondamental aux yeux du cdH de tout mettre en œuvre afin de sensibiliser la population à cette problématique importante. Pour ce faire, les élections communales constituent l'occasion la plus proche de rencontrer l'ensemble de la population et mener ainsi ces actions de sensibilisation.

En ce sens, nous demandons formellement au Collège de mettre en place un bureau de l'Etat civil à proximité du bureau de vote principal et, si possible à proximité des autres bureaux de vote, le jour des élections communales. L'agent communal présent pourrait y demander à tous les électeurs de s'inscrire comme donneur d'organe et valider directement le formulaire de consentement. Les citoyens pourront s'enregistrer comme donneurs officiels sur le lieu du bureau de vote sans devoir se rendre à la maison communale. Chaque habitant de notre commune pourrait ainsi remplir son devoir civique tout en réalisant un geste humain, un geste qui peut sauver des vies.

Dès lors, Monsieur le Bourgmestre, j'aimerais connaître votre position à ce sujet :

- Etes-vous prêt(e) à donner suite à cette proposition ?
- Jusqu'à présent des consignes ont-elles été données afin que nos agents communaux proposent aux citoyens de signer le formulaire de consentement lors de leur visite à l'administration communale ?
- La majorité a-t-elle entamé des actions afin de promouvoir ce geste citoyen ? Notamment par le biais du journal communal ou du site internet de la commune ?
- La commune a-t-elle ou est-elle prête à participer à des opérations de sensibilisation aux dons d'organes, en collaboration avec des acteurs implantés sur son territoire tels que le Centre public d'action sociale, les écoles, les hôpitaux, les centres sportifs et les associations de jeunesse, en veillant à respecter les recommandations du Conseil belge de la transplantation en matière de dons d'organes ?

Je vous remercie pour vos réponses.

André du Bus

*Madame Françoise Bertieaux répond ce qui suit:*

*1) Demande au Collège des Bourgmestre et Echevins de mise en place d'un bureau de l'état civil à proximité du bureau principal ainsi qu'à proximité des autres bureaux de vote le jour des élections communales. Êtes-vous prêt à donner suite à cette proposition ?*

*Notre commune a déjà par le passé (2004, 2006, 2007, 2010) été saisie de plusieurs requêtes d'actions en tout genre le jour d'une élection et le Collège a toujours refusé, par prudence et afin d'éviter toute perturbation, de réserver une suite favorable aux différentes demandes périphériques aux élections.*

*2) Jusqu'à présent, des consignes ont-elles été données afin que nos agents*

*communaux proposent aux citoyens de signer le formulaire de consentement lors de leur visite à l'administration communale ?*

*Non. Chaque citoyen peut remplir un formulaire de consentement afin d'autoriser le prélèvement de ses organes à sa mort en se rendant aux guichets du service de la population. Les fonctionnaires du service population se chargent ensuite d'encoder ces données au registre national. C'est donc le service population qui est uniquement compétent dans ce domaine puisqu'il s'agit du seul service habilité à encoder des données au niveau du registre national. Le service population constitue donc le réceptacle d'une démarche volontaire et réfléchie du citoyen etterbeekois qui désire faire don de ses organes à sa mort.*

*Monsieur du Bus propose : « que les différents services communaux proposent à chaque citoyen, lors de ses contacts avec l'administration communale à propos de quelque démarche que ce soit, un temps de réflexion sur la possibilité de remplir directement les formalités relatives au don d'organes »*

*Il convient d'être prudent à cet égard et de rappeler le caractère volontaire et mûrement réfléchi de la démarche. Tout semblant de contrainte dans cette matière serait particulièrement malvenu*

*3) La majorité a-t-elle entamé des actions afin de promouvoir ce geste citoyen ? Notamment par le biais du journal communal ou du site internet de la commune.*

*Oui. Le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune d'Etterbeek s'est engagé, dans le cadre de la déclaration de politique générale pour la législature 2007-2012, à créer un nouvel échevinat de la santé.*

*Dans ce cadre précis, des campagnes de prévention par l'information ont été activement menées par notre service de la santé. Lors de chaque réunion, notre commune s'entourait des conseils de spécialistes en la matière. Plusieurs réunions ont été organisées sur la thématique du don d'organes.*

*Dates des réunions :*

*Le don d'organes : 13 novembre 2007 - orateur : Madame Elyane Angenon, coordinatrice auprès de l'Association Nationale des Greffés Cardiaques et Pulmonaires*

*Le don de sang : 18 mai 2010 (médecin travaillant avec le service transfusion de la Croix-Rouge de Belgique).*

*Le cœur et le don d'organes : 15 juin 2010 à 18 h - orateur : Monsieur P. Vandergoten – cardiologue*

*Le don d'organes et de sang : 26 avril 2011 à 18h – orateurs Les docteurs Benoît Rondelet (Directeur chirurgical des programmes de transplantation cardiaque et pulmonaire et Médecin coordinateur de l'ULB) et Micheline Lambermont (Directeur médical adjoint du Service du Sang de la Croix-Rouge de Belgique) ainsi qu'Elyane Angenon (coordinateur de transplantation CUB Hôpital Erasme).*

*Des informations relatives au don d'organes figurent également sur le site internet de la commune. De nombreux articles ont également été publiés à ce sujet dans le journal communal.*

*4)La commune a-t-elle ou est-elle prête à participer à des opérations de sensibilisation aux dons d'organes, en collaboration avec des acteurs implantés sur son territoire tels que le CPAS, les écoles, les hôpitaux, les centres sportifs et les associations de jeunesse, en veillant à respecter les recommandations du Conseil belge de la transplantation en matière de dons d'organes ?*

*Oui. La commune a déjà mis en place plusieurs actions (cf. supra)*

*Le service Information signale qu'une page d'information générale sur les démarches à effectuer en matière de don d'organes est accessible sur le site internet de la commune, dans la rubrique « Services – Santé ».*

*Pour le reste, il va de soi qu'en cas de campagne « dons d'organes » spécifique*

*menée par la commune, le service Information prendra à sa charge tout l'aspect communication via le site internet, le journal communal et les contacts « presse ».*

*Nous vérifierons s'il existe un problème d'accessibilité.*

L'interpellation est entendue.

---

Mijnheer de burgemeester,

In België wachten er momenteel 1200 mensen op een transplantatie. Een aanzienlijke vraag die geconfronteerd wordt met een helaas te beperkt aanbod. Elke week sterven er hierdoor twee personen wegens gebrek aan beschikbare organen.

Sinds de wet van 13 juni 1986 op het weghalen en transplanteren van organen wordt elke Belgische burger of buitenlander die minstens zes maanden in België zijn woonplaats heeft, beschouwd als een orgaandonor, behalve wanneer hij tijdens zijn leven hiertegen verzet heeft aangetekend of indien zijn naaste familie dit weigert bij het overlijden. Om te vermijden dat de naasten een moeilijke beslissing moeten nemen op een pijnlijk moment, kan elke burger een formulier invullen waarmee hij toestemming geeft om zijn organen weg te halen na zijn dood. Vandaag hebben slechts 128 000 personen dit formulier ingevuld, wat neerkomt op amper 1% van de Belgische bevolking.

Om het bestaan van dit formulier beter bekend te maken heeft het Waals parlement in juni unaniem een voorstel van resolutie goedgekeurd betreffende de sensibilisering voor orgaandonatie. De resolutie nodigt de gemeenten uit om hun inwoners te sensibiliseren via het gemeenteblad of de website. Ze roept de gemeenten ook op om elke inwoner, tijdens zijn contacten met het gemeentebestuur in verband met een administratief document, erop te wijzen dat hij de formaliteiten in verband met orgaandonatie direct kan invullen. Tot slot wil de tekst de lokale overheden er ook toe aanzetten om zich voor deze zaak in te zetten tijdens de verkiezingen.

Wat onze gemeente betreft, is het cdH van mening dat het van fundamenteel belang is om alles in het werk te stellen om de bevolking voor deze belangrijke problematiek te sensibiliseren. De gemeenteraadsverkiezingen bieden de meest nabije gelegenheid om in contact te komen met de hele bevolking en deze sensibiliseringsacties te ondernemen.

Daarom verzoeken wij het college formeel om een bureau van de Burgerlijke Stand op te zetten in de nabijheid van het hoofdstembureau en, indien mogelijk, in de buurt van de andere stembureaus op de dag van de verkiezingen. De aanwezige gemeenteambtenaar zou er dan aan alle kiezers kunnen vragen om zich in te schrijven als orgaandonor en het toestemmingsformulier meteen te ondertekenen. Zo kunnen de burgers zich als officiële donor registreren op het stembureau, zonder nog naar het gemeentehuis te moeten gaan. Elke inwoner van onze gemeente zou zo zijn burgerplicht kunnen vervullen en een menselijke daad stellen, een daad die levens kan redden.

Daarom, mijnheer de burgemeester, zou ik willen weten wat hierin uw standpunt is:

Bent u bereid in te gaan op dit voorstel?

Werden de gemeenteambtenaren tot nu toe opgedragen om aan de inwoners voor te stellen om het toestemmingsformulier te ondertekenen bij hun bezoek aan het gemeentebestuur?

Heeft de meerderheid acties ondernomen om deze daad van burgerschap te promoten? Met name via het gemeenteblad of de gemeentelijke website?

Heeft de gemeente deelgenomen of is ze bereid om deel te nemen aan sensibiliseringsacties rond orgaandonatie, in samenwerking met actoren gevestigd op haar grondgebied, zoals het OCMW, de scholen, de ziekenhuizen, sportcentra en jeugdverenigingen, en er zo op toe te zien dat de aanbevelingen

van de Belgische Transplantatieraad opgevolgd worden?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

André du BUS

*Mevrouw Françoise Bertieaux antwoordt als volgt:*

*1) Aanvraag aan het college van burgemeester en schepenen voor de installatie van een bureau van de Burgerlijke Stand in de buurt van de andere stembureaus tijdens de gemeenteraadsverkiezingen. Bent u bereid een gevolg te geven aan dit voorstel?*

*Onze gemeente heeft in het verleden (2004, 2006, 2007, 2010) al meerdere verzoeken ontvangen voor acties van allerlei aard op een verkiezingsdag. Het college heeft deze altijd geweigerd uit voorzichtigheid en om elke vorm van verstoring te vermijden, om in te gaan op de verschillende vragen in de rand van de verkiezingen.*

*2) Werden er tot op heden instructies gegeven aan onze gemeenteambtenaren om de burgers voor te stellen een toestemmingsformulier te ondertekenen bij hun bezoek aan het gemeentebestuur?*

*Neen. Elke burger kan een toestemmingsformulier invullen om toelating te geven voor het weghalen van zijn organen na zijn dood. Hij kan hiervoor terecht op het loket van de dienst Bevolking. De ambtenaren van de dienst Bevolking voeren vervolgens de gegevens in het rijksregister in. Enkel de dienst Bevolking is bevoegd op dit vlak aangezien enkel zij gegevens kunnen invoeren in het rijksregister.*

*De dienst Bevolking ontvangt de Etterbeekse burger dus wanneer hij vrijwillig en doordacht de stap zet om zijn organen af te staan bij zijn dood.*

*Mijnheer du Bus stelt voor dat de verschillende gemeentediensten elke burger er tijdens zijn contacten met het gemeentebestuur voor om het even welke verrichting op wijzen dat hij de mogelijkheid heeft om rechtstreeks de formaliteiten voor orgaandonatie in te vullen.*

*Hier is enige voorzichtigheid geboden aangezien dergelijke toestemming vrijwillig en goed doordacht moet zijn. Elke schijn van verplichting zou hier bijzonder ongewenst zijn.*

*3) Heeft de meerderheid acties ondernomen om deze daad van burgerschap te promoten? Met name via het gemeenteblad of de gemeentelijke website?*

*Ja. Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek heeft*



*zich er in het kader van zijn algemene beleidsverklaring voor de legislatuur 2007-2012 toe verbonden een nieuw schepenambt voor gezondheid op te richten.*

*Binnen dit kader werden er op actieve wijze preventiecampagnes georganiseerd door onze dienst Gezondheid. Voor elke bijeenkomst heeft onze gemeente specialisten aan bod laten komen. Er werden verschillende bijeenkomsten georganiseerd over orgaandonatie.*

*Data van de bijeenkomsten:*

*Orgaandonatie: 13 november 2007 - spreker: mevrouw Elyane Angenon, coördinatrice bij de nationale vereniging van hart- en longgetransplanteerden.*

*Bloedgift: 18 mei 2010 (arts die werkzaam is op het transfusiecentrum van het Croix-Rouge de Belgique).*

*Het hart en orgaandonatie: 15 juni 2010 om 18 u. : dhr. P. Vandergoten – cardioloog*

*Orgaan- en bloeddonatie: 26 april 2011 om 18 u. – sprekers: de artsen Benoît Rondelet (chirurgisch directeur voor de hart- en longtransplantatieprogramma's van de ULB) en Micheline Lambermont (adjunct medisch directeur van de Service du Sang van het Croix-Rouge de Belgique) en Elyane Angenon (coördinatrice transplantaties CUB Erasmusziekenhuis).*

*Ook op de website van de gemeente staat er informatie over bloeddonatie, en in het gemeenteblad werden er tal van artikels over gepubliceerd.*

*4) Heeft de gemeente deelgenomen of is ze bereid om deel te nemen aan sensibiliseringsacties rond orgaandonatie, in samenwerking met actoren gevestigd op haar grondgebied, zoals het OCMW, de scholen, de ziekenhuizen, sportcentra en jeugdverenigingen, en er zo op toe te zien dat de aanbevelingen van de Belgische Transplantatieraad opgevolgd worden?*

*Ja, de gemeente heeft in dit verband al verschillende acties ondernomen. (zie hoger).*

*De dienst Informatie meldt dat de website een pagina bevat met algemene informatie over de procedure die men moet volgen om bloed te geven. Deze bevindt zich in de rubriek 'Gemeentediensten – Gezondheid'.*

*Daarnaast spreekt het voor zich dat, telkens als de gemeente een specifieke campagne rond bloed geven voert, de dienst Informatie het hele aspect communicatie voor zijn rekening zal nemen via de website, het gemeenteblad en de persmededelingen.*

*Wij zullen nagaan of er een probleem is met de toegankelijkheid.*

De interpellatie wordt gehoord.

---

SEANCE HUIS-CLOS - BESLOTEN ZITTING

17.09.2012/A/029 **Pension communale – Octroi d’une pension de survie à Madame Eliane PERRETTE, conjoint survivant de Monsieur Henri WAUQUIER, secrétaire communal à la retraite – Fixation du montant au 1.06.2012. Gemeentelijk pensioen - Toekenning van een overlevingspensioen. Vaststelling van het bedrag op 1.06.2012.**

Le Conseil communal,

Attendu que Madame Eliane PERRETTE a sollicité une pension de survie du chef du décès de Monsieur Henri WAUQUIER, secrétaire communal à la retraite, décédé le 1<sup>er</sup> mai 2012 ;

Vu les décisions du Conseil communal des 27 décembre 1934, 10 décembre 1971, 14 novembre 1974, 30 novembre 1978, 24 octobre 1984, 10 janvier 1985, 12 octobre 1989, 22 novembre 1990 et 13 février 1992 relatives aux régimes de pension applicables au personnel communal et aux ayants droit ;

Vu la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraites et de survies des agents du secteur public ;

Vu la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires modifiée par la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979/80, par la loi programme 1981 du 2 juillet 1981 et par l’arrêté royal n° 30 du 30 mars 1982 modifiant la législation relative aux pensions du secteur public ;

Vu la loi du 15 mai 1984 portant harmonisation dans les divers régimes de pension et les modifications y apportées ;

Vu la Loi du 25 avril 2007 relative aux pensions du secteur public ;

Vu l’art.156 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que le défunt a travaillé à l’administration communale d’Etterbeek du 15 août 1946 au 30 septembre 1988 (service militaire accompli durant son engagement à la commune) ;

Considérant que le total des services admissibles pour la pension de retraite est de 42 ans 1 mois et 16 jours et que le traitement à prendre en considération est de 60.167,76 €;

DECIDE

#### **Article 1**

A partir du 1<sup>er</sup> juin 2012, il sera alloué à **Madame Eliane PERRETTE** conjoint survivant de **Monsieur Henri WAUQUIER**, à l’indice pivot 138,01 une pension de survie nominale fixée annuellement à **30.561,66 €**.

#### **Article 2**

Le montant de cette pension sera soumis aux règles de mobilité en vigueur en la matière.

#### **Article 3**

Les informations justifiant la qualité de pensionné de l’intéressée seront transmises par voie électronique à la mutualité.

#### **Article 4**

L'intéressée est tenue de signaler immédiatement à l'Administration communale d'Etterbeek l'octroi éventuel d'une autre pension de retraite ou de survie, ou de tout autre avantage en tenant lieu ; toute modification d'état civil et de domicile ; tout renseignement relatif à l'exercice d'une activité professionnelle et à l'importance de ses ressources.

#### **Article 5**

La présente délibération tient lieu de brevet de pension.

Copie de la présente sera envoyée à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mr le Receveur et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/030 **Pension - Commune - Octroi d'une pension de survie au conjoint survivant d'un chef de service retraité.**

**PEnsion - Gemeente - Toekenning van een overlevingspensioen aan Mevrouw Alphonsine VAN NEYLEN, overlevende echtgenoot van Mijnheer Ludovicus CANNAERTS, gepensioneerde dienstchef.**

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

---

De Gemeenteraad,

overwegende dat Mijnheer Ludovicus CANNAERTS overleden is op 21 mei 2011 ;

gelet op de algemene wet van 21 juli 1844 betreffende de burgerlijke en kerkelijke pensioenen ;

gelet op de beslissingen van de Gemeenteraad van 27 december 1934, 10 december 1971, 14 november 1974, 30 november 1978, 18 november 1982, 24 oktober 1984, 15 december 1988 en 22 november 1990 met betrekking op de pensioenstelsels van toepassing op het gemeentepersoneel en hun rechthebbenden ;

gelet op de wet van 9 juli 1969 houdende wijzigingen van de wetgeving met betrekking op de rust- en overlevings- pensioenen van het personeel der openbare sector ;

gelet op de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979/80, door de programmawet 1981 van 2 juli 1981 en door het koninklijk besluit nr 30 van 30 maart 1982 houdende wijziging van de wetgeving betreffende de pensioenen van de openbare sector ;

gelet op de wet van 15 mei 1984 houdende harmonisering in de verschillende pensioensregelingen en de wijzigingen die er aangebracht werden ;

gezien dat de Gemeenteraad in zijn zitting van 26 mei 1997 de bepalingen vastgelegd heeft die verbonden zijn aan het Sociaal Handvest met uitwerking op 1.01.1997 ;

gelet op de wet van 25 april 2007 betreffende de pensioenen van de openbare sector ;

gelet op het art 156 van de nieuwe gemeentewet ;

overwegende dat de overledene in dienst is geweest bij de gemeente Etterbeek van 01/07/1958 tot en met 31/12/1991, dat hij militaire diensten van 17 maanden en 28 dagen uitgevoerd heeft, dat hij 38 jaar 9 maanden aanneembare diensten telt (waarvan en tijdbonificatie van 45 maanden) en dat de wedde geldend voor de

berekening van dit pensioen, **46.023,47 €** (barema geldig op 1 januari 2007) bedraagt ;

gezien de cumulatieverklaring ingediend door Mevrouw Alphonsine VAN NEYLEN op 24 mei 2011;

BESLUIT

### **Artikel 1**

Vanaf **01.06.2011** wordt aan Mevrouw Alphonsine VAN NEYLEN een nominaal overlevingspensioen berekent van **22.646,66 €** jaarlijks vastgesteld (zie rekenblad in bijlage) ;

### **Artikel 2**

Het bedrag van dit pensioen vastgesteld aan de index 138,01 zal onderworpen worden aan het mobiliteitsstelsel van kracht op dit gebied ;

### **Artikel 3**

De inlichtingen die nodig zijn om de rechten van de gepensioneerde te bepalen zullen via elektronische weg worden verstuurd naar het ziekenfonds. In functie van deze inlichtingen en na onderzoek van het dossier, zal het ziekenfonds de belanghebbende informeren over zijn rechten ;

### **Artikel 4**

De betrokkene is verplicht het Gemeentebestuur te verwittigen van het genot van elk andere rust- of overlevingspensioen of een als dusdanig geldende toelage ; alle verandering van burgerlijke stand ; alle inlichtingen betreffende de uitoefening van een beroepsactiviteit of van een verandering van haar inkomsten ; Huidige beraadslaging geldt als pensioenbrevet.

Kopij van deze beraadslaging zal opgestuurd worden aan de H.Minister-Voorzitter van het Brussels-Hoofstedelijk Gewest, aan de Ontvanger en aan de belanghebbende.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/031 **Pension communale - personnel ouvrier - Octroi d'une pension de retraite à Monsieur Albert GROCHALAK, ouvrier maçon - Fixation du montant au 1er juillet 2012.**  
**Gemeentelijk pensioen - Arbeiderspersoneel - Toekenning van een rustpensioen aan een metselaar - Vaststelling van het bedrag op 1 juli 2012.**

Le Conseil communal,

Vu la lettre du 23 avril 2012 de Monsieur Alain GROCHALAK, ouvrier maçon, en disponibilité volontaire précédant la pension depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2007, demandant sa mise à la retraite à la date du 1er juillet 2012 ;

Vu les décisions du Conseil communal des 27 décembre 1934, 2 mars 1956, 10 décembre 1971, 14 novembre 1974, 30 novembre 1978, 24 octobre 1984, 15 décembre 1988 et 22 novembre 1990 relatives aux régimes de pension applicables au personnel communal et aux ayants droit ;

Vu la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraites et de survies des agents du secteur public ;

Vu la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires modifiée par la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979/80, par la loi programme du 2 juillet 1981 et par l'arrêté royal n° 30 du 30 mars 1982 modifiant

la législation relative aux pensions du secteur public ;

Vu l'arrêté royal n° 206 du 29 août 1983 réglant le calcul de la pension du secteur public pour les services à prestations incomplètes et ses modifications ;

Vu la loi du 15 mai 1984 portant harmonisation dans les divers régimes de pension et les modifications y apportées ;

Vu la Loi du 25 avril 2007 relative aux pensions du secteur public ;

Vu l'art.156 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que l'intéressé a travaillé à la commune d'Etterbeek du 1<sup>er</sup> octobre 1970 au 31 décembre 1972 (dont un an de service militaire), à l'Agglomération bruxelloise du 1<sup>er</sup> janvier 1973 au 31 octobre 1974 et à la commune d'Etterbeek, à nouveau, du 1<sup>er</sup> novembre 1974 au 30 juin 2012.

Considérant que le total des services admissibles pour la pension de retraite est de **41 ans 9 mois et 2 jours** et que le traitement à prendre en considération est de **20.680,71 €** (traitement moyen des 5 dernières années) ;

DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>**

Monsieur Albert GROCHALAK est admis à la retraite à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2012.

**Article 2**

A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2012, il lui est alloué, à l'indice pivot 138,01 une pension annuelle de retraite fixée à 14.392,34 € (voir détails en annexe).

**Article 3**

Les informations justifiant la qualité de pensionné, seront transmises par voie électronique à la mutualité. En fonction de ces informations et après examen du dossier, la mutualité informera l'intéressé de ses droits.

**Article 4**

Le montant de cette pension sera soumis aux règles de mobilité en vigueur en la matière.

**Article 5**

L'intéressé est tenu de signaler immédiatement à l'Administration communale d'Etterbeek : l'octroi éventuel d'une autre pension de retraite ou de survie, ou de tout autre avantage en tenant lieu ; toute modification d'état civil et de domicile ; tout renseignement relatif à l'exercice d'une activité professionnelle et à l'importance de ses ressources.

**Article 6**

La présente délibération tient lieu de brevet de pension.

Copie de la présente sera envoyée à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mr le Receveur et à l'intéressé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

## **rustpensioen aan een chauffeur - Vaststelling van het bedrag op 1 oktober 2012.**

Le Conseil communal,

Vu la lettre du 31 mai 2012 de Monsieur Richard VIDO, ouvrier chauffeur, en disponibilité volontaire précédant la pension depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2007, demandant sa mise à la retraite à la date du 1er octobre 2012 ;

Vu les décisions du Conseil communal des 27 décembre 1934, 2 mars 1956, 10 décembre 1971, 14 novembre 1974, 30 novembre 1978, 24 octobre 1984, 15 décembre 1988 et 22 novembre 1990 relatives aux régimes de pension applicables au personnel communal et aux ayants droit ;

Vu la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraites et de survies des agents du secteur public ;

Vu la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires modifiée par la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979/80, par la loi programme du 2 juillet 1981 et par l'arrêté royal n° 30 du 30 mars 1982 modifiant la législation relative aux pensions du secteur public ;

Vu l'arrêté royal n° 206 du 29 août 1983 réglant le calcul de la pension du secteur public pour les services à prestations incomplètes et ses modifications ;

Vu la loi du 15 mai 1984 portant harmonisation dans les divers régimes de pension et les modifications y apportées ;

Vu la Loi du 25 avril 2007 relative aux pensions du secteur public ;

Vu l'art.156 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que l'intéressé a travaillé à la commune d'Etterbeek du 10 mars 1976 au 30 septembre 2012 et qu'il a effectué un service militaire de 11 mois et 29 jours.

Considérant que le total des services admissibles pour la pension de retraite est de **37 ans 6 mois et 21 jours** et que le traitement à prendre en considération est de **20.680,71 €** (traitement moyen des 5 dernières années) ;

DECIDE

### **Article 1<sup>er</sup>**

Monsieur Richard VIDO est admis à la retraite à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2012.

### **Article 2**

A partir du 1<sup>er</sup> octobre 2012, il lui est alloué, à l'indice pivot 138,01 une pension annuelle de retraite fixée à **12.945,84 €** (voir détails en annexe).

### **Article 3**

Les informations justifiant la qualité de pensionné, seront transmises par voie électronique à la mutualité. En fonction de ces informations et après examen du dossier, la mutualité informera l'intéressé de ses droits.

### **Article 4**

Le montant de cette pension sera soumis aux règles de mobilité en vigueur en la matière.

### **Article 5**

L'intéressé est tenu de signaler immédiatement à l'Administration communale d'Etterbeek : l'octroi éventuel d'une autre pension de retraite ou de survie, ou de tout autre avantage en tenant lieu ; toute modification d'état civil et de domicile ; tout renseignement relatif à l'exercice d'une activité professionnelle et à l'importance de ses ressources.

### **Article 6**

La présente délibération tient lieu de brevet de pension.

Copie de la présente sera envoyée à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mr le Receveur et à l'intéressé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/033 **Pension communale - Personnel administratif - Octroi d'une pension de retraite à un adjoint administratif chef - fixation du montant au 1er mai 2011.**

**Gemeentelijk pensioen - Administratief pensioen - Toekenning van een rustpensioen aan Mevrouw Marie-Claire DE BRUYN, administratief hoofdadjunkt - Vaststelling van het bedrag op 1 mei 2011.**

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

gelet op de briefwisseling d.d. 22 maart 2010, waardoor Mevrouw Marie-Claire DE BRUYN haar rustpensioen aanvraagt vanaf 1 juni 2011 ;

gelet op de algemene wet van 21 juli 1844 betreffende de burgerlijke en kerkelijke pensioenen ;

gelet op de beslissingen van de Gemeenteraad van 27 december 1934, 10 december 1971, 14 november 1974, 30 november 1978, 18 november 1982, 24 oktober 1984, 15 december 1988 en 22 november 1990 met betrekking op de pensioenstelsels van toepassing op het gemeentepersoneel en hun rechthebbenden ;

gelet op de wet van 9 juli 1969 houdende wijzigingen van de wetgeving met betrekking op de rust- en overlevingspensioenen van het personeel der openbare sector ;

gelet op de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979/80, door de programmawet 1981 van 2 juli 1981 en door het koninklijk besluit nr 30 van 30 maart 1982 houdende wijziging van de wetgeving betreffende de pensioenen van de openbare sector ;

gelet op de wet van 15 mei 1984 houdende harmonisering in de verschillende pensioensregelingen en de wijzigingen die er aangebracht werden ;

gezien dat de Gemeenteraad in zijn zitting van 26 mei 1997 de bepalingen vastgelegd heeft die verbonden zijn aan het Sociaal Handvest met uitwerking op 1.01.1997 ;

gelet op de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen.

gelet op de wet van 27 april 2007 betreffende de pensioenen van de openbare sector ;

gelet op het art 156 van de nieuwe gemeentewet ;

overwegende dat de belanghebbende in dienst is geweest bij de Stad Brussel van 1/09/1965 tot en met 31/05/1966, bij het O.C.M.W. van Etterbeek van 1/06/1966 tot en met 31/08/1993 en van het gemeentebestuur van Etterbeek van 1/09/1993 tot en met 30/04/2011 en dat ze 45 jaar 5 maanden en 18 dagen aanneembare diensten

telt en dat de wedde geldend voor de berekening van dit pensioen **22.333,81 €** bedraagt ;

BESLUIT

### **Artikel 1**

Vanaf 1 mei 2011 wordt aan Mevrouw Marie-Claire DE BRUYN een rustpensioen van 16.676,99 € jaarlijks vastgesteld (zie in bijlage) en een leeftijdscomplement van 564,59 € toegekend ;

### **Artikel 2**

Het bedrag van dit pensioen vastgesteld aan de index 138,01 zal onderworpen worden aan het mobiliteitsstelsel van kracht op dit gebied ;

### **Artikel 3**

De inlichtingen die nodig zijn om de rechten van de gepensioneerd te bepalen zullen via elektronische weg worden verstuurd naar het ziekenfonds. In functie van deze inlichtingen en na onderzoek van het dossier, zal het ziekenfonds de belanghebbende informeren over zijn rechten ;

### **Artikel 4**

De betrokkene is verplicht het Gemeentebestuur te verwittigen van het genot van elk andere rust- of overlevingspensioen of een als dusdanig geldende toelage ; alle verandering van burgerlijke stand ; alle inlichtingen betreffende de uitoefening van een beroepsactiviteit of van een verandering van haar inkomsten ; Huidige beraadslaging geldt als pensioenbrevet.

Kopij van deze beraadslaging zal opgestuurd worden aan de H.Minister-Voorzitter van het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest, aan de Ontvanger en aan de belanghebbende.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/034 **Pension communale - Personnel ouvrier - Octroi d'une pension de retraite à Monsieur Alessandro FERRETTI, conducteur d'équipe (D4) - Fixation du montant au 1er juin 2012.**  
**Gemeentelijke pensioen - Arbeidspersoneel - Toekenning van een rustpensioen aan een ploegleider (D4) - Vaststelling van het bedrag op 1 juni 2012.**

Le Conseil communal,

Vu la lettre du 11 juillet 2011 de Monsieur Alessandro FERRETTI, conducteur d'équipe, demandant sa mise à la retraite à la date du 1<sup>er</sup> juin 2012 ;

Vu les décisions du Conseil communal des 27 décembre 1934, 2 mars 1956, 10 décembre 1971, 14 novembre 1974, 30 novembre 1978, 24 octobre 1984, 15 décembre 1988 et 22 novembre 1990 relatives aux régimes de pension applicables au personnel communal et aux ayants droit ;

Vu la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraites et de survies des agents du secteur public ;

Vu la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires modifiée par la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979/80, par la loi programme du 2 juillet 1981 et par l'arrêté royal n° 30 du 30 mars 1982 modifiant la législation relative aux pensions du secteur public ;

Vu l'arrêté royal n° 206 du 29 août 1983 réglant le calcul de la pension du secteur public pour les services à prestations incomplètes et ses modifications ;



Vu la loi du 15 mai 1984 portant harmonisation dans les divers régimes de pension et les modifications y apportées ;

Vu la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses.

Vu la Loi du 25 avril 2007 relative aux pensions du secteur public ;

Vu l'art.156 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que l'intéressé a travaillé à la commune d'Etterbeek du 1<sup>er</sup> septembre 1996 au 31 mai 2012.

Considérant que le total des services admissibles pour la pension de retraite est de **15 ans 9 mois** et que le traitement à prendre en considération est de **20.961,19 €** (traitement moyen des 5 dernières années) ;

DECIDE

### **Article 1<sup>er</sup>**

Monsieur Alessandro FERRETTI est admis à la retraite à partir du 1<sup>er</sup> juin 2012.

### **Article 2**

A partir du 1<sup>er</sup> juin 2012, il lui est alloué, à l'indice pivot 138,01 une pension annuelle de retraite fixée à 5.502,31 € et d'un complément de pension de 1.080,00 € (voir détails en annexe).

### **Article 3**

Les informations justifiant la qualité de pensionné, seront transmises par voie électronique à la mutualité. En fonction de ces informations et après examen du dossier, la mutualité informera l'intéressé de ses droits.

### **Article 4**

Le montant de cette pension sera soumis aux règles de mobilité en vigueur en la matière.

### **Article 5**

L'intéressé est tenu de signaler immédiatement à l'Administration communale d'Etterbeek : l'octroi éventuel d'une autre pension de retraite ou de survie, ou de tout autre avantage en tenant lieu ; toute modification d'état civil et de domicile ; tout renseignement relatif à l'exercice d'une activité professionnelle et à l'importance de ses ressources.

### **Article 6**

La présente délibération tient lieu de brevet de pension.

Copie de la présente sera envoyée à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mr le Receveur et à l'intéressé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/035 **Pension communale – Personnel ouvrier – Octroi d’une pension de retraite à Madame Micheline VAN CLEVEN, ouvrière auxiliaire – Fixation du montant au 1er août 2012.**  
**Gemeentelijk pensioen - Arbeiderspersoneel - Toekenning van een rustpensioen - Vaststelling van het bedrag op 1 augustus 2012.**

Le Conseil communal,

Vu la lettre du 3 août 2011 de Madame Micheline VAN CLEVEN, ouvrière auxiliaire, demandant sa mise à la retraite à la date du 1<sup>er</sup> août 2012 ;

Vu les décisions du Conseil communal des 27 décembre 1934, 2 mars 1956, 10 décembre 1971, 14 novembre 1974, 30 novembre 1978, 24 octobre 1984, 15 décembre 1988 et 22 novembre 1990 relatives aux régimes de pension applicables au personnel communal et aux ayants droit ;

Vu la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraites et de survies des agents du secteur public ;

Vu la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires modifiée par la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979/80, par la loi programme du 2 juillet 1981 et par l’arrêté royal n° 30 du 30 mars 1982 modifiant la législation relative aux pensions du secteur public ;

Vu l’arrêté royal n° 206 du 29 août 1983 réglant le calcul de la pension du secteur public pour les services à prestations incomplètes et ses modifications ;

Vu la loi du 15 mai 1984 portant harmonisation dans les divers régimes de pension et les modifications y apportées ;

Vu la Loi du 25 avril 2007 relative aux pensions du secteur public ;

Vu l’art.156 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que l’intéressée a travaillé à la commune d’Etterbeek du 17 juin 1996 au 31 juillet 2012.

Considérant que le total des services admissibles pour la pension de retraite est de 15 ans 8 mois et 12 jours et que le traitement à prendre en considération est de 14.850,70 € (traitement moyen des 5 dernières années) ;

DECIDE

### **Article 1<sup>er</sup>**

Madame Micheline VAN CLEVEN est admise à la retraite à partir du 1<sup>er</sup> août 2012.

### **Article 2**

A partir du 1<sup>er</sup> août 2012, il lui est alloué, à l’indice pivot 138,01 une pension annuelle de retraite fixée à 3.886,14 € (voir détails en annexe).

### **Article 3**

Les informations justifiant la qualité de pensionnée, seront transmises par voie

électronique à la mutualité. En fonction de ces informations et après examen du dossier, la mutualité informera l'intéressée de ses droits.

#### **Article 4**

Le montant de cette pension sera soumis aux règles de mobilité en vigueur en la matière.

#### **Article 5**

L'intéressée est tenue de signaler immédiatement à l'Administration communale d'Etterbeek : l'octroi éventuel d'une autre pension de retraite ou de survie, ou de tout autre avantage en tenant lieu ; toute modification d'état civil et de domicile; tout renseignement relatif à l'exercice d'une activité professionnelle et à l'importance de ses ressources.

#### **Article 6**

La présente délibération tient lieu de brevet de pension.

Copie de la présente sera envoyée à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mr le Receveur et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/036 **Personnel technique - mise en disponibilité, pour maladie, d'un secrétaire technique - fixation du traitement d'attente (M. Alphonse JACOBS).**  
**Technisch personeel - In beschikbaarheid wegens ziekte van een technische secretaris - Vaststelling van het wachtgeld (M. Alphonse JACOBS).**

Le Conseil communal,

Vu le règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal et plus particulièrement son chapitre IX – disponibilité, sections 1 et 3 ;

Considérant que M. Alphonse JACOBS, secrétaire technique, a introduit un certificat médical pour la période du 9 au 30/06/2012 ; que, vu les certificats médicaux déjà introduits antérieurement, l'intéressé dépasse, à la date du 27/06/2012, la durée maximale des congés de maladie dont elle peut bénéficier en application des art. 43 et 44 du règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal ;

Considérant qu'il convient, dès lors, de mettre l'intéressé en disponibilité, pour maladie, du 27 au 30/06/2012 et pour toute autre période de maladie ultérieure durant l'année 2012, celui-ci ne pouvant plus bénéficier de congés de maladie durant cette année ;

Vu les articles 100 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE

-M. Alphonse JACOBS, secrétaire administratif, né à Verviers le 4 avril 1973, est mise en disponibilité, pour maladie, du 27 au 30/06/2012 et pour toute autre absence, pour maladie, durant l'année 2012 ;

-à défaut d'avoir repris ses fonctions à la date de la présente délibération, l'intéressé sera convoquée devant la Commission des Pensions - Administration de l'Expertise Médicale - afin que le Conseil communal puisse statuer sur son cas en connaissance d'un dossier médical complet.

FIXE

-conformément à l'art. 66 du règlement interne relatif à la position de disponibilité, comme suit, le traitement de l'intéressée :

€ 22.025,50 x 60 %

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Receveur communal, aux services « Travaux Publics » et « Gestion des Ressources Humaines » et à l'intéressé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/037 **Personnel administratif – Désignation, à titre temporaire, dans les liens d'un contrat d'emploi à durée déterminée, d'un secrétaire d'administration (juriste) à 3/10es temps – Fixation du traitement – Entérinement. (Mme Nathalie GENARD). Administratief personeel – Aanstelling, in tijdelijk verband, in het stelsel van een arbeidsovereenkomst met bepaalde duur, van een bestuurssecretaris (jurist) 3/10 tijd – Vaststelling van de wedde - Bekrachtiging.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 26/05/1997 portant modification des arrêtés organiques du personnel communal en vue de l'application de la « Charte sociale », rendue exécutoire par la lettre du Service de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) ;

Considérant qu'un emploi de secrétaire d'administration (juriste) est vacant au cadre du personnel administratif ;

Considérant qu'il convient de pourvoir, au plus tôt, un ledit emploi d'un titulaire afin de maintenir le bon fonctionnement des services de l'administration communale ;

Considérant que Mme Nathalie GENARD, née à Etterbeek le 06/04/1976, de nationalité belge, titulaire d'une licence en droit, délivrée par l'UCL le 30/06/2000, s'est portée candidate ;

Vu les lois coordonnées du 18/07/1966 sur l'emploi des langues en matière administrative ;

Considérant que les services ACTIRIS ont été consultés

Considérant que le bilinguisme est assuré dans le service ;

Considérant que l'intéressée s'engage à suivre une formation linguistique et à

présenter l'examen du Selor ;

Vu les articles 100 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

-en qualité de secrétaire d'administration (juriste) à 3/10es temps, à titre temporaire, dans les liens d'un contrat d'emploi à durée déterminée, du 02/07/2012 au 31/12/2012 ;

-Mme Nathalie GENARD, née à Etterbeek le 06/04/1976, de nationalité belge, titulaire d'une licence en droit, délivrée par l'UCL le 30/06/2000.

FIXE

le traitement de l'intéressée, conformément au statut pécuniaire du personnel communal, comme suit :

-budget 2012 – Article 104/111/05

-€ 23 846,27 (traitement annuel à 100 % - indice 138,01)

La présente délibération fera l'objet d'un contrat d'emploi à durée déterminée.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Vice-Gouverneur, à M. le Receveur Communal, au service « Gestion des Ressources Humaines » et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/038 **Enseignement ordinaire communal - Désignation à titre temporaire d'une institutrice maternelle (Mme Marie-Emilie RENARD). Gemeentelijk gewoon onderwijs - Aanwijzing, in tijdelijk verband, van een kleuteronderwijzeres.**

Le Conseil communal,

Considérant dès lors qu'un emploi d'instituteur maternel est temporairement vacant à l'école «La Farandole»;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un (e) titulaire ;

Considérant que Madame - Marie Emilie RENARD est candidate à cet emploi et qu'elle bénéficiera de la subvention - traitement liquidée par la communauté française pour la totalité de son horaire;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Madame Marie - Emilie RENARD répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi du 30/07/1963 sur le régime linguistique de l'enseignement ;

Considérant que l'intéressée réunit les conditions légales et réglementaires en

vue de sa désignation dans cet emploi telle que prévue au décret du 6/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale « La Farandole » Madame Marie Emilie - RENARD née à Namur, le 13/06/1983, munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par la Haute Ecole Albert Jacquard en juin 2005 - régime linguistique français ;

L'intéressée est chargée, à titre temporaire, d'un horaire à temps plein (soit 26/26) du 01/09/2011 au 30/06/2012;

La copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/039 **Enseignement ordinaire communal - Désignation, à titre temporaire d'une institutrice maternelle (Mme Olivia TELLER). Gemeentelijk gewoon onderwijs - Aanwijzing, in tijdelijk verband, van een kleuteronderwijzeres.**

Le Conseil communal,

Considérant que Madame Catherine LAMBRECHTS est en maladie à partir du 01/09/2011 jusqu'au 30/06/2012 ;

Considérant que Madame Stéphanie HOUYOUX est absente du 1/09/2011 au 09/03/2012;

Considérant que le chiffre de la population scolaire à l'école communale fondamentale ordinaire « Claire Joie » permet conformément à l'article du 13 juillet 1998 portant l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire modifiant la réglementation de l'enseignement relatif aux normes d'encadrement dans l'enseignement ordinaire, une augmentation de cadre correspondant à 13 périodes à partir du 12 mars 2012;

Considérant dès lors qu'un emploi d'instituteur maternel est temporairement vacant à l'école « Claire - Joie »;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un (e) titulaire ;

Considérant que Madame Olivia TELLER est candidate à cet emploi et qu'elle

bénéficiera de la subvention - traitement liquidée par la communauté française pour la totalité de son horaire;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Madame Olivia TELLER répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi du 30/07/1963 sur le régime linguistique de l'enseignement ;

Considérant que l'intéressée réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation dans cet emploi telle que prévue au décret du 6/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale « Claire - Joie » Madame Olivia TELLER née à Uccle, le 15/10/1987, munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par la Haute Ecole Francisco Ferrer, le 28/06/2004-régime linguistique français ;  
L'intéressée est chargée, à titre temporaire, d'un horaire à temps plein (soit 26/26) du 01/09/2011 au 30/06/2012 ;

La copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/040 **Enseignement ordinaire communal - Désignation à titre temporaire, d'une institutrice maternelle (Mme Mélanie T'KINT DE ROODENBEKE). Gemeentelijk gewoon onderwijs - Aanwijzing in tijdelijk verband, van een kleuteronderwijzeres.**

Le Conseil communal,

Considérant que Madame Martine DEBAERDEMAEKER est absente pour cause de maladie du 19 septembre 2011 au 30 juin 2012;

Considérant dès lors qu'un emploi d'instituteur maternel est temporairement vacant à l'école «Claire - Joie»;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un (e) titulaire ;

Considérant que Madame Mélanie T'KINT DE ROODENBEKE est candidate à cet emploi et qu'elle bénéficiera de la subvention - traitement liquidée par la

communauté française pour la totalité de son horaire;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Madame Mélanie T'KINT DE ROODENBEKE répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi du 30/07/1963 sur le régime linguistique de l'enseignement ;

Considérant que l'intéressée réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation dans cet emploi telle que prévue au décret du 6/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale « Claire - Joie» Madame Mélanie T'KINT DE ROODENBEKE née à Bruxelles, le 22/10/1985, munie du diplôme d'institutrice primaire, délivré par la Haute Ecole Galilée, le 26/01/2009-régime linguistique français ;

L'intéressée est chargée, à titre temporaire, d'un horaire complet (soit 26/26) du 20/09/2011 au 30 /06/ 2012;

La copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/041 **Enseignement ordinaire communal - Désignation à titre temporaire, d'une institutrice maternelle (Mme Sandra GUTIEREZ SANCHEZ). Gemeentelijk gewoon onderwijs - Aanwijzing in tijdelijk verband, van een kleuteronderwijzeres.**

Le Conseil communal,

Considérant que Madame Jennifer DEBAUQUE est absente pour maladie du 01/09/2011 au 18/10/2011;

Considérant que le chiffre de la population scolaire à l'école communale fondamentale ordinaire « La Farandole-Les Marronniers » permet conformément à l'article du 13 juillet 1998 portant l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire modifiant la réglementation de l'enseignement relatif aux normes d'encadrement dans l'enseignement ordinaire, une augmentation de cadre correspondant à 26 périodes à partir du 01 octobre 2011;

Considérant dès lors qu'un emploi d'institeur maternel est temporairement vacant au sein de l'école « La Farandole- Les Marronniers»;



Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un (e) titulaire;

Considérant que Madame Sandra GUTIERREZ-SANCHEZ est candidate à cet emploi et qu'elle bénéficiera de la subvention - traitement liquidée par la communauté française pour la totalité de son horaire;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français;

Considérant que Madame Sandra GUTIERREZ-SANCHEZ répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi du 30/07/1963 sur le régime linguistique de l'enseignement;

Considérant que l'intéressée réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation dans cet emploi telle que prévue au décret du 6/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale « La Farandole – Les Marronniers » Madame Sandra GUTIERREZ-SANCHEZ née à Anderlecht, le 12/10/1987, munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par la Haute Ecole Francisco Ferrer, le 09/09/2008-régime linguistique français;

L'intéressée est chargée, à titre temporaire, d'un horaire à temps plein (soit 26/26) du 01/09/2011 au 30/06/2012;

La copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/042 **Enseignement ordinaire communal - Désignation à titre temporaire d'une institutrice maternelle (Mme Cécile DEFLANDRE).  
Gemeentelijk gewoon onderwijs - Aanwijzing in tijdelijk verband van een kleuteronderwijzerzes.**

Le Conseil communal,

Considérant qu'un emploi est temporairement vacant à l'école communale « La Farandole »;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un (e) titulaire ;

Considérant que Madame Cécile DEFLANDRE est candidate à cet emploi et qu'elle

bénéficiera de la subvention - traitement liquidée par la communauté française pour la totalité de son horaire;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Madame Cécile DEFLANDRE répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi du 30/07/1963 sur le régime linguistique de l'enseignement ;

Considérant que l'intéressée réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation dans cet emploi telles que prévue au décret du 6/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein des écoles fondamentales communales d'Etterbeek, Madame Cécile DEFLANDRE née à Ixelles, le 11 novembre 1972, munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par la Haute Ecole Galilée, le 19/06/2006-régime linguistique français ;  
L'intéressée est chargée, à titre temporaire, d'un horaire à mi temps du 01/09/2011 au 30/06/2012;

La copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/043 **Enseignement ordinaire communal - Désignation à titre temporaire, d'une institutrice maternelle (Mme Joannie BRONKART).  
Gemeentelijk gewoon onderwijs - Aanwijzing in tijdelijk verband van een kleuteronderwijzeres.**

Le Conseil communal,

Considérant que Madame Françoise BOSMAN, institutrice maternelle, nommée à titre définitif est en détachement pour une autre fonction dans le même enseignement durant l'année scolaire 2011-2012 ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un (e) titulaire ;

Considérant que Madame Joannie BRONKART est candidate à cet emploi et qu'elle bénéficiera de la subvention - traitement liquidée par la communauté française pour la totalité de son horaire;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements

d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Madame Joannie BRONKART répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi du 30/07/1963 sur le régime linguistique de l'enseignement ;

Considérant que l'intéressée réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation dans cet emploi telles que prévue dans le décret du 6/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale « Claire Joie » Madame Joannie BRONKART née à Waremme, le 13/03/1985, munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par la Haute Ecole de la Ville de Liège, le 27/10/2006 - régime linguistique français ;  
L'intéressée est chargée, à titre temporaire, d'un horaire à temps plein (soit 26/26) du 1<sup>er</sup> septembre 2011 au 30 juin 2012 ;

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/B/044 **Enseignement ordinaire communal - Désignation à titre temporaire d'une institutrice maternelle (Mme Magali CARO).  
Gemeentelijk gewoon onderwijs - Aanwijzing in tijdelijk verband van een kleuteronderwijzeres.**

Le Conseil communal,

Considérant qu'un emploi d'instituteur (trice) maternel(le) est temporairement vacant à l'école «Colombe de la Paix»;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un (e) titulaire ;

Considérant que Madame Magali CARO est candidate à cet emploi et qu'elle bénéficiera de la subvention - traitement liquidée par la communauté française pour la totalité de son horaire;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Madame Magali CARO répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi du 30/07/1963 sur le régime linguistique de l'enseignement ;

Considérant que l'intéressée réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation dans cet emploi telles que prévue dans le décret du 6/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale « Colombe de la Paix » Madame Magali CARO née à Uccle, le 24/07/1982, munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par la Haute Ecole Galilée, le 28/06/2004 - régime linguistique français ;  
L'intéressée est chargée, à titre temporaire, d'un horaire à temps plein (soit 26/26) du 01/09/2011 au 30/06/2012 ;

La copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/045 **Enseignement ordinaire communal - Désignation à titre temporaire d'une institutrice maternelle (Mme Marie DORCHIES).**  
**Gemeentelijk gewoon onderwijs - Aanwijzing in tijdelijk verband van een kleuteronderwijzeres.**

Le Conseil communal,

Considérant que Madame Fiskatoris, institutrice maternelle au sein de l'Ecole Paradis des Enfants est en interruption de carrière pour convenance personnelle du 01/09/2011 au 31/08/2012 ;

Considérant dès lors qu'un emploi d'instituteur (trice) maternel (le) est temporairement vacant au sein de l'école communale «Paradis des enfants»;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un (e) titulaire ;

Considérant que Madame Marie DORCHIES est candidate à cet emploi et qu'elle bénéficiera de la subvention - traitement liquidée par la communauté française pour la totalité de son horaire;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Madame Marie DORCHIES répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi du 30/07/1963 sur le régime linguistique de l'enseignement ;

Considérant que l'intéressée réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation dans cet emploi telles que prévue au décret du 6/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel

subventionné;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein des écoles communales « Claire - Joie » et « Paradis des Enfants » Madame Marie DORCHIES née à Tournai, le 08/04/1986, munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré en juin 2007 par la Haute Ecole de la Communauté Française à Tournai;

L'intéressée est chargée, à titre temporaire, d'un horaire complet du 01/09/2011b au 30/06/2012 ;

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/046 **Enseignement ordinaire communal - Désignation à titre temporaire d'une institutrice maternelle (Mme Jennifer DEBAUQUE).  
Gemeentelijk gewoon onderwijs - Aanwijzing in tijdelijk verband van een kleuteronderwijzeres.**

Le Conseil communal,

Considérant dès lors qu'un emploi d'instituteur maternel est temporairement vacant à l'école «La Farandole» ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un (e) titulaire ;

Considérant que Madame Jennifer DEBAUQUE est candidate à cet emploi et qu'elle bénéficiera de la subvention - traitement liquidée par la communauté française pour la totalité de son horaire;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Madame Jennifer DEBAUQUE répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi du 30/07/1963 sur le régime linguistique de l'enseignement ;

Considérant que l'intéressée réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation dans cet emploi telles que prévue au décret du 6/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale « La Colombe de la Paix » Madame Jennifer DEBAUQUE née à Bruxelles, le 09/04/1986, munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par la Haute Ecole Galilée, le 26/01/2009 - régime linguistique français.

L'intéressée est chargée, à titre temporaire, d'un horaire à temps plein (soit 26/26) du 01/09/2011 au 30 juin 2012.

La copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/047 **Enseignement ordinaire communal - Désignation à titre temporaire, d'une institutrice maternelle (Mme Joanne DUTRY).  
Gemeentelijk gewoon onderwijs - Aanwijzing in tijdelijk verband van een kleuteronderwijzeres.**

Le Conseil communal,

Considérant qu'un emploi d'instituteur maternel est temporairement vacant à l'école «Claire Joie»;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un (e) titulaire ;

Considérant que Madame Joanne DUTRY est candidate à cet emploi et qu'elle bénéficiera de la subvention - traitement liquidée par la communauté française pour la totalité de son horaire;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Madame Joanne DUTRY répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi du 30/07/1963 sur le régime linguistique de l'enseignement ;

Considérant que l'intéressée réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation dans cet emploi telle que prévue au décret du 6/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale « Claire Joie » Madame Joanne DUTRY née à Charleroi, le 15/06/1979 munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par la Haute Ecole Albert Jacquard de Namur, en juin 2011 - régime linguistique français ;

L'intéressée est chargée, à titre temporaire, d'un horaire à temps plein (soit 26/26) du 01/09/2011 au 31/03/2012 ;

La copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/048 **Enseignement ordinaire communal - Désignation à titre temporaire, d'une institutrice maternelle (Anne-Pascale DARDENNE).  
Gemeentelijk gewoon onderwijs - Aanwijzing in tijdelijk verband van een kleuteronderwijzeres.**

Le Conseil communal,

Considérant que Madame Sandrine NINANNE est en maladie liée à la grossesse du 01/09/2011 au 30/06/2012 ;

Considérant dès lors qu'un emploi d'instituteur maternel est temporairement vacant à l'école «Paradis des enfants»;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un (e) titulaire ;

Considérant que Madame Anne - Pascale DARDENNE est candidate à cet emploi et qu'elle bénéficiera de la subvention - traitement liquidée par la communauté française pour la totalité de son horaire;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Madame Anne - Pascale DARDENNE répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi du 30/07/1963 sur le régime linguistique de l'enseignement ;

Considérant que l'intéressée réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation dans cet emploi telles que prévue au décret du 6/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale « Le Paradis des Enfants » Madame Anne - Pascale DARDENNE née à Nivelles, le 27/04/1973, munie du diplôme d'institutrice primaire, délivré par la Haute Ecole de Bruxelles, le 12/09/1996-régime linguistique français ;

L'intéressée est chargée, à titre temporaire, d'un horaire à temps plein (soit 26/26) du 1<sup>er</sup> septembre 2011 au 30 juin 2012 ;

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/049 **Enseignement communal - Désignation du Directeur stagiaire de l'école communale "Claire - Joie" (Marc-Antoine POLIS).**  
**Gemeentelijk onderwijs -Aanwijzing van de stagedoende directeur van de gemeentelijke school "Claire-Joie".**

Le Conseil communal,

Considérant qu'un poste de direction à l'école communale « Claire-joie » devient vacant dès le 1<sup>er</sup> juillet 2012 ;

Considérant qu'un appel à candidature a été lancé conformément au décret du 02/02/2007 fixant le statut des Directeurs ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 27/02/2012 décidant de fixer des conditions complémentaires aux normes légales d'accès à la fonction telles que définies dans le décret organisant un examen communal ;

Considérant que Marc-Antoine Polis a également satisfait à l'épreuve et qu'il réunit les conditions légales fixées par le décret du 2 février 2007 ;

Vu les dispositions du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs d'école ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi communale ;

DESIGNE

En qualité de directeur admis au stage à l'école « Claire-Joie », Monsieur Marc-Antoine POLIS;

L'intéressé est admis au stage en date du 1<sup>er</sup> juillet 2012;

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressé.



Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/050 **Enseignement ordinaire communal - Mise en disponibilité pour cause de maladie d'une institutrice maternelle (Bénédicte DE MUYNCK).  
Gemeentelijk gewoon onderwijs - In beschikbaarstelling wegens ziekte van een kleuteronderwijzeres.**

Le Conseil communal,

Vu sa délibération datée du 28 juin 2010, portant nomination à titre définitif de Madame Bénédicte de Muynck, en qualité d'institutrice maternelle, avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2010;

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié à ce jour ;

Vu le décret du 05 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie et infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement ;

Vu la lettre de l'administration générale des personnels de l'Enseignement subventionné par la communauté française, réf. Mal/GC Etterbeek datée du 24/07/2012 précisant que Madame Bénédicte DE MUYNCK, institutrice maternelle a atteint le 23 mai 2012 la durée maximale des jours ouvrables des congés pour cause de maladie auxquels elle peut prétendre ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article 14 du Décret précité, l'intéressée percevra une subvention-traitement, réduite à 80% de la dernière subvention-traitement d'activité pour toute autre période de maladie, à partir du 24 mai 2012;

Vu la Nouvelle loi communale et plus particulièrement les articles 100,145 et 149 relatif à la nomination du personnel enseignant ;

DECIDE

Que Madame Bénédicte DE MUYNCK, née le 15 février 1973, institutrice maternelle, à titre définitif, à l'école fondamentale d'Etterbeek « CLAIRE JOIE», est mise en disponibilité pour cause de maladie, à partir du 24/05/2012 et ce, pour toute autre période de maladie durant l'année scolaire 2011-2012;

La copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement - Gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/051 **Enseignement ordinaire communal - Mise en disponibilité pour cause de maladie d'une institutrice maternelle (Mme Cathy VIDO).  
Gemeentelijk gewoon onderwijs - In beschikbaarstelling wegens ziekte van een kleuteronderwijzeres.**

Le Conseil communal,

Vu sa délibération datée du 28 juin 2010, portant nomination à titre définitif de

Madame Cathy VIDO, en qualité d'institutrice maternelle, avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2010;

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié à ce jour ;

Vu le décret du 05 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie et infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement ;

Vu la lettre de l'administration générale des personnels de l'Enseignement subventionné par la communauté française, réf. Mal/GC Etterbeek datée du 06 juin 2012 précisant que Madame Cathy VIDO, institutrice maternelle a atteint le 08 mars 2012 la durée maximale des jours ouvrables des congés pour cause de maladie auxquels elle peut prétendre ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article 14 du Décret précité, l'intéressée percevra une subvention-traitement, réduite à 80% de la dernière subvention-traitement d'activité pour toute autre période de maladie, à partir du 09 mars 2012;

Vu la Nouvelle loi communale et plus particulièrement les articles 100,145 et 149 relatif à la nomination du personnel enseignant ;

DECIDE

Que Madame Cathy VIDO, née le 18 mars 1983, institutrice maternelle, à titre définitif, à l'école fondamentale d'Etterbeek « La FARANDOLE », est mis en disponibilité pour cause de maladie, à partir du 09 mars 2012 et ce, pour toute autre période de maladie durant l'année scolaire 2011-2012;

La copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement – Gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/052 **Enseignement ordinaire communal - Mise à la retraite de Mme Josette MASSONNET, institutrice primaire nommée à titre définitif.  
Gemeentelijk gewoon onderwijs - Op pensioenstelling van een vastbenoemde onderwijzeres.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 11 septembre 1975, portant nomination, à titre définitif de Mme Josette MASSONNET, en qualité d'institutrice primaire, aux écoles communales d'Etterbeek, avec effet au 1er septembre 1975 ;

Vu la lettre par laquelle l'intéressée adresse à l'Administration communale d'Etterbeek la démission de ses fonctions, à partir du 31 décembre 2012 ;

Vu la lettre du Ministère des Finances – Administration des Pensions – Pensions de retraite de l'enseignement spécifiant que Mme Josette MASSONNET a introduit une pension de retraite et qu'elle réunit les conditions légales exigées en vue de l'obtention de ladite pension ;

DECIDE

de prendre acte de la démission, à la date du 31 décembre 2012, de ses fonctions d'institutrice primaire à titre définitif, aux écoles communales d'Etterbeek,

présentée par Mme Josette MASSONET née à Malinnes, le 5 juillet 1949 ;

d'émettre l'avis que l'intéressée a droit à une pension de retraite, à partir du 1er janvier 2013;

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/053 **Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek Ernest Richard - Mise en disponibilité pour convenance personnelle d'un professeur d'art culinaire nommé à titre définitif (M. Luc GOSSEYE).  
Secundair Onderwijscentrum van Etterbeek Ernest Richard - In beschikbaarstelling wegens persoonlijke aangelegenheden van een vastbenoemde leraar culinaire kunst.**

Le Conseil communal,

Vu sa délibération datée du 09 mars 2009, portant nomination à titre définitif Monsieur Luc GOSSEYE, en qualité de professeur d'art culinaire au Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek « Ernest Richard », avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2008;

Considérant que l'intéressé a sollicité une disponibilité pour convenance personnelle à temps plein du 01septembre 2012 au 31 août 2013 ;

Considérant que le Directeur de l'école a accepté cette demande en date du 11 juin 2012 et que Monsieur Luc GOSSEYE sera remplacé ;

Vu la Nouvelle loi communale et plus particulièrement les articles 100,145 et 149 relatifs à la nomination du personnel enseignant;

DECIDE :

De mettre en disponibilité pour convenance personnelle Monsieur Luc GOSSEYE, professeur d'art culinaire, à titre définitif et à temps plein au Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek « Ernest Richard », , à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2012 au 31 août 2013;

La copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté française, au service de l'enseignement – Gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/054 **Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek Ernest Richard - Octroi d'un congé à mi-temps pour prestations réduites à un professeur d'activités artistiques nommée à titre définitif (Mme Jeannine DE BOE).**

**Secundair Onderwijscentrum van Etterbeek Ernest Richard - Toekenning van een halftijds verlof voor verminderde prestaties aan een vastbenoemde lerares artistieke activiteiten.**

Le Conseil communal,

Vu sa délibération datée du 17 décembre 2007, modifiant la nomination à titre définitif Madame Jeannine DE BOE, en qualité de professeur d'éducation artistique, à raison de 16/24 CS et de 8/24 CTPP au DI, au Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek « Ernest Richard », avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2007;

Considérant que l'intéressée a sollicité un congé pour prestations réduites pour convenances personnelles à mi-temps (12 périodes) du 1<sup>er</sup> septembre 2012 au 31 août 2013 ;

Considérant que le Directeur de l'école a accepté cette demande en date du 08 mai 2012 et que Madame Jeannine DE BOE sera remplacée ;

Vu la Nouvelle loi communale et plus particulièrement les articles 100,145 et 149 relatifs

à la nomination du personnel enseignant;

DECIDE

D'accorder un congé pour prestations réduites pour convenances personnelles, à mi-temps (12 périodes), à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2012 au 31 août 2013 à Madame Jeannine DE BOE professeur d'activités artistiques nommée à titre définitif au centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek Ernest Richard née à Forest, le 23 août 1963, munie d'une AESI, section habillement ;

La copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté française, au service de l'enseignement – Gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/055 **Enseignement ordinaire communal - Octroi d'une interruption de carrière à 1/5ème temps dans le cadre de l'assistance médicale à un enfant malade à une institutrice maternelle nommée à titre définitif (Bénédicte DE MUYNCK).**  
**Gemeentelijk gewoon onderwijs - Toekenning van een loopbaanonderbreking 1/5de tijd aan een vastbenoemde kleuteronderwijzeres voor het verlenen van medische hulp aan een ziek kind.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 28 juin 2010, portant nomination, à titre définitif de Mme **Bénédicte DE MUYNCK** en qualité d'institutrice maternelle, aux écoles communales d'Etterbeek, avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2010;

Considérant que par son formulaire CAD- Modification des prestations pour congé, absence ou disponibilité daté du 09 juillet 2012, l'intéressée a sollicité une interruption de carrière dans le cadre d'une assistance médicale d'un enfant malade à 1/5 temps (6/26) du 1<sup>er</sup> septembre 2012 au 30 juin 2013, telle que prévue par l'Arrêté Royal du 12 août 1991; que l'agent réunit les conditions prévues par l'Arrêté Royal précité pour bénéficier d'un congé pour une interruption totale de carrière;

Vu les articles 100,145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

PREND ACTE

Que Madame **Bénédicte DE MUYNCK**, de nationalité belge, née le 15 février 1973, institutrice maternelle à titre définitif à l'école fondamentale d'Etterbeek « CLAIRE JOIE », bénéficiera d'une interruption de carrière dans le cadre d'une assistance médicale à un enfant malade (6/26) du 1<sup>er</sup> septembre 2012 au 30 juin 2013 ;

La copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/056 **Enseignement ordinaire communal - Octroi d'une interruption de carrière à 1/5ème temps à un maître spécial de psychomotricité nommé à titre définitif (Mme Patricia HOYMANS).**  
**Gemeentelijk gewoon onderwijs - Toekenning van een loopbaanonderbreking 1/5 tijd aan een vastbenoemde onderwijzeres in psychomotriciteit.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 28 juin 2010, portant nomination, à titre définitif de Mme Patricia HOYMANS en qualité de maître spécial de psychomotricité, aux écoles communales d'Etterbeek, avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2010;

Considérant que par son formulaire CAD- Modification des prestations pour congé, absence ou disponibilité datée du 08 mai 2012, l'intéressée a sollicité une interruption de carrière à 1/5 temps (6/26) du 1<sup>er</sup> septembre 2012 au 31 octobre 2012 suivi d'un congé parental du 1<sup>er</sup> novembre 2012 au 30 avril 2013 et d'une interruption de carrière du 1<sup>er</sup> mai 2013 au 30 juin 2013; telle que prévue par l'Arrêté Royal du 12 août 1991; que l'agent réunit les conditions prévues par l'Arrêté Royal précité pour bénéficier d'un congé pour une interruption totale de carrière;

Vu les articles 100,145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

PREND ACTE

Que Madame Patricia HOYMANS, de nationalité belge, née à Etterbeek, le 31 août 1975, maître spécial de psychomotricité à titre définitif au sein des écoles communales fondamentales d'Etterbeek, bénéficiera d'une interruption de carrière (6/26) du 1<sup>er</sup> septembre 2012 au 31 août 2013 ;

La copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/057 **Enseignement ordinaire communal - Octroi d'une interruption de carrière à 1/5ème temps à un maître spécial de psychomotricité nommée à titre définitif (Mme Virginie LEROISSE).**  
**Gemeentelijk gewoon onderwijs - Toekenning van loopbaanonderbreking 1/5 tijd aan een vastbenoemde lerares in psychometriciteit.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 26 mars 2007, portant nomination, à titre définitif de Mme Virginie LEROISSE en qualité de maître spécial de psychomotricité, aux écoles communales d'Etterbeek, avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2007 ;

Considérant que par son formulaire CAD- Modification des prestations pour congé, absence ou disponibilité daté du 07 juin 2012, l'intéressée a sollicité une interruption de carrière partielle à 1/5 temps (6/26) dans le cadre du congé pour prestations réduites pour deux enfants de moins de 14 ans du 1<sup>er</sup> septembre 2012 au 31 décembre 2012 suivi d'un congé parental du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 30 juin 2013; telle que prévue par l'Arrêté Royal du 12 août 1991, que l'agent réunit les conditions prévues par l'Arrêté Royal précité pour bénéficier d'un congé pour une interruption totale de carrière;

Vu les articles 100,145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

PREND ACTE

Que Madame Virginie LEROISSE, de nationalité belge, née à Saint – GHISLAIN, le 17 décembre 1977, psychomotricienne à titre définitif au sein des écoles communales fondamentales d'Etterbeek, bénéficiera d'une interruption de carrière (6/26) du 1<sup>er</sup> septembre 2012 au 30 juin 2013 ;

La copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/058 **Enseignement ordinaire communal - Octroi d'une interruption de carrière partielle réversible à 1/5ème temps à une institutrice maternelle nommée à titre définitif (Mme Diane VANTWEMBEKE).**  
**Gemeentelijk gewoon onderwijs - Toekenning van een omkeerbare loopbaanonderbreking 1/5 tijd aan een vastbenoemde kleuteronderwijzeres.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 10 novembre 1983, portant nomination, à titre définitif de Mme Diane VAN TWEMBEKE en qualité d'institutrice maternelle, aux écoles communales d'Etterbeek, avec effet au 1<sup>er</sup> décembre 1983;

Considérant que par son formulaire CAD- Modification des prestations pour congé, absence ou disponibilité daté du 25 mai 2012, l'intéressée a sollicité une interruption de carrière partielle réversible à 1/5 temps (6/26) du 1<sup>er</sup> septembre 2012 au 31 août 2013, telle que prévue par l'Arrêté Royal du 12 août 1991; que l'agent réunit les conditions prévues par l'Arrêté Royal précité pour bénéficier d'un congé pour une interruption totale de carrière;

Vu les articles 100,145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

PREND ACTE

Que Madame Diane VAN TWEMBEKE, de nationalité belge, née à Zottegem, le 21 juin 1958, institutrice maternelle à titre définitif à l'école fondamentale d'Etterbeek « CLAIRE JOIE », bénéficiera d'une interruption de carrière (6/26) du 1<sup>er</sup> septembre 2012 au 30 juin 2013 ;

La copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/059 **Etterbeek / Collewaert / Point - Autorisation d'ester en justice.  
Etterbeek / Collewaert / Point - Machtiging om in rechte op te treden.**

Le Conseil communal,

Considérant que la commune d'Etterbeek a attribué un marché pour le remplacement des châssis de l'école Paradis des Enfants à la B.V.B.A. COLLEWAERT ; que celle-ci avait 50 jours ouvrables pour effectuer les travaux ;

Considérant que la B.V.B.A. COLLEWAERT a à son tour fait appel à un sous-traitant, la B.V.B.A. POINT, avec lequel la commune d'Etterbeek n'a aucun lien contractuel ;

Considérant que des questions ont été soulevées quant à la stabilité des châssis ; qu'un expert judiciaire, l'ingénieur De Sutter a été désigné dans le cadre d'un litige entre la B.V.B.A. COLLEWAERT et la B.V.B.A. POINT; qu'il n'a pas retenu de problèmes de stabilité;

Considérant par ailleurs que la B.V.B.A. COLLEWAERT a fait appel à un bureau de stabilité ABICON; qu'un rapport assez alarmant a été établi en date du 22.08.2012 par ce bureau en ce sens que beaucoup d'ancrages ont l'air insuffisants; que ce rapport a été communiqué à la Commune d'Etterbeek le 23.08.2012 ;

Considérant que, vu la rentrée scolaire, le Collège des Bourgmestres et Echevins a décidé de citer en référé la B.V.B.A. COLLEWAERT visant la désignation d'un expert judiciaire chargé d'analyser le rapport alarmant établi par ABICON et de citer la B.V.B.A. POINT en déclaration de jugement commun ; qu'un expert a été désigné par le Tribunal de Première Instance de Bruxelles, l'expert judiciaire Hens ;

Considérant qu'une première visite a eu lieu le vendredi 31.08.2012; que l'expert Hens a conseillé de ne pas utiliser dans un premier temps la cour de récréation côté rue; qu'une nouvelle réunion technique aura lieu le 21.09.2012;

Considérant que, vu l'urgence et les questions touchant à la sécurité des lieux, le Collège des Bourgmestre et Echevins n'a eu d'autre choix que d'intenter cette action en référé;

Vu les articles 123 et 270 de la Nouvelle Loi communale;

DECIDE

d'entériner la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins et de l'autoriser par conséquent à intenter une action en justice afin de désigner un expert judiciaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeente Etterbeek een overheidopdracht voor de vervanging van de ramen van de school Paradis des Enfants toegekend heeft aan de bvba COLLEWAERT; dat deze 50 werkdagen had om de werken uit te voeren;

overwegende dat de bvba COLLEWAERT op haar beurt een beroep gedaan heeft op een onderaannemer, de bvba POINT, waarmee de gemeente Etterbeek geen enkele contractuele band heeft;

overwegende dat er vragen rijzen over de stabiliteit van de ramen; dat een gerechtsdeskundige aangesteld werd in het kader van een geschil tussen de bvba COLLEWAERT en de bvba POINT; dat hij geen stabiliteitsproblemen vastgesteld heeft;

overwegende dat de bvba een beroep gedaan heeft op een stabiliteitsbureau genaamd ABICON; dat dit studie bureau een nogal alarmerend verslag opgesteld heeft op 22 augustus 2012 omdat vele bevestigingen niet te lijken voldoen; dat dit verslag bezorgd werd aan de gemeente Etterbeek op 23 augustus 2012;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen omdat het schooljaar ging beginnen besloten heeft om de bvba COLLEWAERT te dagvaarden in kort geding en om een gerechtsdeskundige aan te stellen om het alarmerende verslag van ABICON te analyseren en de bvba POINT te dagvaarden tot gemeenverklaring; dat de rechtbank van eerste aanleg van Brussel de heer Hens aangesteld heeft als gerechtsdeskundige;

overwegende dat de deskundige Hens een eerste bezoek gebracht heeft aan de school op vrijdag 31 augustus 2012; dat hij aangeraden heeft om de speelplaats aan de straatzijde voorlopig nog niet te gebruiken; dat er een nieuwe technische vergadering plaatsvindt op 21 september 2012;

overwegende dat, gelet op de urgentie en de vragen in verband met de veiligheid van de plaats, het college van burgemeester en schepenen geen andere keuze had dan dit kort geding in te stellen;



gelet op artikelen 123 en 270 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

de beslissing van het college van burgemeester en schepenen te bekrachtigen en het college de toestemming te geven om een rechtsvordering in te stellen tot aanstelling van een gerechtsdeskundige.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/060 **Patrimoine Régie - Appartement F35GR2G sis 35 rue Gray - Convention d'occupation précaire - Messieurs Eddy et Laurent SENZEE.  
Patrimonium Regie - Appartement F35GR2G gelegen Graystraat -  
Precaire bezettingsovereenkomst - De Heren Eddy en Laurent SENZEE.**

Le Conseil Communal,

Vu le bail de location conclu entre la Régie Foncière et Mr et Mme SENZEE-BAJOUX le 24 janvier 1996 pour l'appartement 2 chambres F35GR2G sis au 2<sup>ème</sup> étage de l'immeuble 35 rue Gray, pour une période de 9 ans prenant cours le 01/02/1996 pour se terminer de plein droit le 31/01/2005 ;

Attendu que le bail a été régulièrement prorogé aux mêmes conditions jusqu'au 31/01/2014 ;

Attendu que suite au décès de Mr Roger SENZEE survenu le 09/01/2007, Mme Florida BAJOUX est devenue seule titulaire du bail ;

Attendu que Mme Florida BAJOUX est décédée le 13/06/2012 ;

Attendu que Mr Eddy SENZEE et Mr Laurent SENZEE, fils de la défunte, se sont présentés le 14/06/2012 au service de la Régie Foncière afin de demander à pouvoir reprendre l'appartement de leur parents, nous informant qu'ils y habitaient depuis plusieurs années ;

Mrs Eddy et Laurent SENZEE n'étaient pas repris à l'article 4 du bail comme faisant partie du ménage, qu'ils n'ont jamais été domiciliés dans l'appartement et n'ont jamais informés la Régie Foncière qu'ils habitaient l'appartement avec leurs parents ;

Attendu d'autre part que Mr et Mme SENZEE-BAJOUX bénéficiaient d'une réduction de 30 % sur leur loyer en fonction de leurs revenus et auraient dû, en vertu de l'avenant au contrat de bail signé le 24/01/1996, signaler au bailleur chaque changement intervenant dans la composition de famille et produire les documents attestant des revenus de chaque personne habitant réellement l'appartement, ce afin de vérifier s'ils étaient toujours dans les conditions afin de bénéficier du loyer réduit ;

Attendu qu'ils ne l'ont jamais fait ;

Attendu que l'article 28 du bail locatif stipule que « le présent contrat prend fin de plein droit au décès du locataire survivant. La résiliation du présent bail est opposable de plein droit à tout membre du ménage du locataire » ;

Attendu que cet immeuble est soumis au règlement d'attribution des logements communaux adopté par le Conseil Communal en séance du 29 juin 2009 et que le Collège des Bourgmestre et Echevins ne peut attribuer un logement qu'à des personnes reprises dans le registre, dans le respect de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 décembre 2008 ;

Vu le courrier recommandé envoyé le 02/07/2012 à Mr Laurent SENZEE et Mr Eddy SENZEE, leur signifiant qu'ils n'avaient aucun droit au bail et qu'ils devaient avoir

quitté les lieux pour le 31/07/2012 au plus tard ;

Attendu cependant qu'aucun des deux n'ayant de domicile pour le moment, ils ont demandé un délai supplémentaire afin de leur permettre de trouver une solution à leur problème de logement ;

Attendu que, vu leur situation financière et personnelle actuelle, ils auront difficile à trouver rapidement un appartement où se reloger, que tenant compte du moratoire hivernal imposé depuis 2000 au SISF entre le 1er décembre et le 28 février, il semble correct de leur accorder un délai de 9 mois soit jusqu'au 31/03/2013 ;

Attendu qu'afin de régulariser la situation, il y a lieu de conclure une convention d'occupation précaire prenant cours le à partir de leur occupation effective le 14 juin 2012 pour se terminer de plein droit le 31 mars 2013 ;

Attendu que la conclusion de cette convention exclut tout bail ou toute convention générant un droit d'occupation durable ;

Attendu que les occupants comparaitront volontairement devant le Juge de Paix, afin d'acter qu'ils quitteront volontairement l'appartement F35GR2G sis au 2<sup>ème</sup> étage gauche de l'immeuble 35 rue Gray à la fin de l'occupation précaire, soit pour le 31/03/2013 au plus tard et qu'ils sont conscient que si une échéance de la redevance mensuelle n'est pas payée, la convention d'occupation précaire prendra fin de plein de droit et ils devront quitter l'appartement ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 décembre 2008 modifiant l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du logement et visant à préserver le parc de logements des pouvoirs publics en Région bruxelloise et à établir des règles minimales en matière d'attribution de ces logements ;

Vu le règlement d'attribution des logements communaux adopté par le Conseil Communal en séance du 29 juin 2009 ;

Vu l'article 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE

d'entériner les termes de la convention d'occupation précaire conclue avec Mrs Eddy et Laurent SENZEE pour l'appartement F35GR2G sis au 2<sup>ème</sup> étage gauche de l'immeuble 35 rue Gray à 1040 Etterbeek.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/061 **Personnel ouvrier et de maîtrise - Mise en disponibilité pour maladie 2012, d'un ouvrier auxiliaire balayeur - niveau E - Fixation du traitement d'attente - Entérinement (M. Stéphane HOUBION).**  
**Werkliedenpersoneel - Indisponibiliteitstelling wegens ziekte 2012, van een hulpwerker straatveger - niveau E - Vaststelling van het wachtgeld - Bekrachtiging (H. Stéphane HOUBION).**

Le Conseil communal,

Vu sa délibération du 17/11/2003 (ref. : 17.11.2003/A/002) portant modification du règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 05/02/2004 (ref. : 005-2003/11613-iv) ;

Vu le Chapitre IX du règlement sur la disponibilité et plus particulièrement la section 1 : Dispositions générales et la section 3 : disponibilité pour maladie ;

Considérant que M. Stéphane HOUBION, ouvrier auxiliaire balayeur – niveau E définitif, au Service Voirie, a introduit un certificat médical du 02/05/2012 au 31/08/2012; que, vu les certificats médicaux déjà introduits antérieurement, l'intéressé dépasse la durée maximale des congés de maladie dont il peut bénéficier en application de l'art.43 du règlement d'ordre intérieur relatif aux congés ;

Considérant qu'il convient, dès lors, de mettre l'intéressé en disponibilité, pour maladie, du 25/07/2012 au 31/08/2012 et pour toute autre période de maladie ultérieure durant l'année 2012, celui-ci ne pouvant plus bénéficier de congés de maladie durant cette année ;

Vu les articles 100 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE : au scrutin secret,

de mettre M. Stéphane HOUBION, ouvrier auxiliaire balayeur – niveau E définitif, né à Ixelles, le 04/02/1972, en disponibilité pour cause de maladie, du 25/07/2012 au 31/08/2012 et pour toute autre absence, pour maladie, durant l'année 2012 ;

à défaut, d'avoir repris ses fonctions à la date de la présente délibération, l'intéressé sera convoqué devant le médecin du Ministère de la santé publique et de la famille, afin que le Conseil communal puisse statuer sur son cas en connaissance d'un dossier médical complet.

Fixe :

comme suit, le traitement d'attente de l'intéressé, (conformément à l'article du règlement d'ordre intérieur relatif à la position de disponibilité) :

Article budgétaire 875/111/01 – budget 2012

Au 25/07/2012 : **16.070, 53 €** X 60%

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, aux Services du Personnel, de la Recette et à l'intéressé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/062 **Personnel ouvrier et de maîtrise - Mise en disponibilité pour maladie 2012, d'un ouvrier auxiliaire balayeur - niveau E - Fixation du traitement d'attente - Entérinement (H. Dany VAN MALDEREN).  
Werkliedenpersoneel - In beschikbaarheid wegens ziekte, van een hulpwerker straatveger - Vaststelling van het wachtgeld - Bekrachtiging (H. Dany VAN MALDEREN).**

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

gezien zijn beraadslaging van 17/11/2003 (ref. : 17.11.2003/A/002) houdende wijziging van het intern reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 05/02/2004 (ref. : 005-2003/11613-iv) ;

gelet op het Hoofdstuk IX van het intern reglement over de disponibiliteit en meer in het bijzonder zijn afdeling 1 : Algemene bepalingen en zijn afdeling 3 : disponibiliteit wegens ziekte ;

gezien dat de H. Dany VAN MALDEREN, hulpwerkman straatveger, op 10/01/2012 het maximum aantal ziekteverlofdagen bereikt heeft dat hem toegekend kan worden volgens de toepassing van het reglement op de in disponibiliteitstelling wegens ziekte ;

gezien dat de betrokkene in ziekteverlof was van 10/01/2012 tot 11/01/2012 en dat hij dus van rechtswege in disponibiliteit valt vanaf 10/01/2012 en voor elk bijkomend ziekteverlof voor het jaar 2012 ;

Gelet op de artikels 100 en 149 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST

in geheime zitting, met

**de H. Dany VAN MALDEREN**, hulpwerkman, geboren op 30/09/1962, wordt in disponibiliteit gesteld, wegens ziekte, voor de periode van 10/01/2012 tot 11/01/2012 en voor elke afwezigheid in het jaar 2012.

Indien de betrokkene zijn functies niet hernomen heeft op datum van deze beraadslaging, zal hij door de geneesheer van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin onderzocht worden, zodat de Gemeenteraad over zijn geval een uitspraak kan doen met kennis van een volledig medisch dossier.

STELT VAST, de wedde van betrokkene, overeenkomstig het artikel 14 van het reglement betreffende de in disponibiliteitstelling, wegens ziekte :

Budget 2012 – artikel 124/111/01

**€ 14.742,18 x 60%** (index 138,01-1990)

Afschrift van deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan de H. Minister en Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, aan de H. Gemeenteontvanger, aan de Dienst W egeenis, aan de Personeelsdienst en aan de betrokkene.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/063 **Académie de musique "Jean Absil"- Démission d'un professeur d'art dramatique nommé à titre définitif en vue de l'obtention d'une pension de retraite (M. Bernard MARBAIX).**  
**Muziek akademie "Jean Absil"- Ontslag van een vastbenoemde leraar toneel-dramatisch voorafgaande de oppensioenstelling.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération datée du 09.10.1980, portant nomination, à titre définitif, de M. Bernard MARBAIX, en qualité de professeur d'art dramatique, à l'Académie de Musique "Jean Absil" d'Etterbeek, avec effet au 01.09.1980 ;

Attendu que l'horaire de l'agent a été fixé à 8/24 périodes/semaine (8/24) à partir de l'année scolaire 2001/2002;

Attendu que la Communauté française a accordé à l'intéressé une dérogation à la limite d'âge pour des raisons pédagogiques ; qu'en conséquence, il a poursuivi

son activité au-delà de 65 ans soit jusqu'au 30 juin 2012 ;

Attendu que l'intéressé a introduit un dossier de demande pension ; que le service des pensions de l'enseignement a déclaré que Monsieur MARBAIX réunissait les conditions légales exigées pour bénéficier d'une pension de retraite à partir du 01.07.2012 ;

Attendu que Monsieur MARBAIX a fait savoir à l'administration qu'il présentait la démission de ses fonctions pour la totalité de son horaire soit 8 périodes de cours par semaine (8/24) avec effet au 30.06.2012 ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

PREND ACTE

de la démission de **M. Bernard MARBAIX**, de nationalité belge, né le 25.05.1947, à Ixelles, professeur dans le domaine des arts de la parole (art dramatique), à titre définitif à l'Académie de Musique "Jean Absil" d'Etterbeek, chargé de 8 périodes de cours par semaine (08/24). avec effet 30/06/2012 ;

de la mise à la retraite de l'intéressé à partir du 01/07/2012.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Ministre de l'Education de la Communauté française, à M. l'Inspecteur des arts musicaux, au service de l'enseignement, à la Direction de l'académie et à l'intéressé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

17.09.2012/A/064 **Personnel communal - Désignation d'un secrétaire d'administration à temps plein dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée - Fixation du traitement - Entérinement. (M. Frédéric HARDY)**  
**Administratief personeel - Aanstelling in tijdelijk verband, in het stelsel van een arbeidsovereenkomst met bepaalde duur van zes maanden, van een bestuurssecretaris - Vaststelling van de wedde - Bekracting.**

Le Conseil communal,

Vu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné du personnel communal en vue de l'application de la « Charte sociale », rendue exécutoire par la lettre du Service de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 28/11/2011 (réf. : 28.11.2011/A/005) portant création de 3 emplois temporaires à temps plein dont notamment un emploi de responsable de projet « co-éducation » ;

Vu la délibération du Conseil communal du 19/12/2011 (réf. 19.12.2011/A/039) portant désignation de M. Frédéric HARDY en qualité de responsable de projet « co-éducation » à temps plein, dans les liens d'un contrat à durée déterminée du 01/01/2012 au 30/06/2012 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins adoptée en séance du 28/06/2012 de ne pas reconduire le contrat de l'intéressé dans le cadre dudit projet et de lui confier d'autres missions favorisant les relations entre l'école, la famille

et la société au bénéfice des écoles d'Etterbeek ;

Considérant que les dispositions reprises dans la circulaire du 14/10/2004 sur l'emploi des langues sont respectées ;

Considérant que l'intéressé s'engage à suivre une formation linguistique et à présenter les examens linguistiques du Selor correspondant à son niveau ;

Vu les articles 100 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

- au scrutin secret, par suffrages sur votants,

**- en qualité de secrétaire d'administration, à titre temporaire, dans les liens d'un contrat d'emploi à durée déterminée de six mois, prenant cours le 01/07/2012 ;**

- **M. Frédéric HARDY**, né à Etterbeek le 12/11/1969, de nationalité belge, titulaire du grade de licencié en sciences psychologiques et de l'éducation par l'Université de Mons-Hainaut.

**FIXE :**

le traitement de l'intéressé, conformément au statut pécuniaire du personnel communal, comme suit :

- budget 2012 – Article 300/111/05,

- € 26.981,92 temps plein (traitement annuel à 100 % - indice 138,01)

La présente délibération fera l'objet d'un contrat d'emploi à durée déterminée de six mois.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Vice-Gouverneur, à M. le Receveur Communal, au Service « Gestion des Ressources Humaines ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

Ainsi fait et délibéré en séance. La séance est levée à 21h40.  
Aldus gedaan en beraadslaagd in zitting. De zitting wordt gesloten om 21h40.

Le Secrétaire communal,  
De Gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre,  
De Burgemeester,

Christian Debaty

Vincent De Wolf